

Royaume du Maroc
Haut Commissariat au Plan

P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum I

Environnement
géostratégique
et économique

Session 1

La géostratégie
où va le monde ?

P r o s p e c t i v e
MAROC 2030

Actes du Forum I

Environnement
géostratégique
et économique

Session 1

La géostratégie
où va le monde ?

AVANT-PROPOS

Sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Haut-Commissariat au Plan conduit une réflexion prospective dans le cadre d'une approche renouvelée de planification du développement économique et social du Maroc, privilégiant une démarche à caractère stratégique.

Cette réflexion, menée sous le titre « Prospective Maroc 2030 », vise à explorer les futurs possibles de notre pays et les soumettre à un débat national avant d'aboutir au choix du scénario où il souhaiterait inscrire ses plans de développement. Cette réflexion à laquelle sera convié l'ensemble des acteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle privilégie une démarche participative.

La première phase de cet exercice, dite phase de la construction de la base, s'est articulée autour de plusieurs activités dont notamment :

- la conduite de deux forums ; le premier, « Maroc 2030 : Environnement géostratégique et économique » organisé en trois sessions tenues entre les mois d'avril et mai 2005 et le second, « la société marocaine, permanences, changements et scénarios pour l'avenir » organisé en novembre 2005 ;
- l'organisation de conférences-débats sur des thèmes spécifiques ; elles furent animées par d'éminents spécialistes en prospective ;
- l'élaboration d'études thématiques et sectorielles sur les principales problématiques du développement du pays.

Les travaux engagés dans le cadre de cette réflexion prospective sont complexes et nécessitent, en vue de la construction de scénarios pour explorer les futurs possibles, d'étudier l'évolution de l'environnement mondial qui conditionnera ces futurs, de cerner comment notre pays est parvenu à la situation qui est la sienne aujourd'hui et quels en sont les tendances et les facteurs de changement.

C'est ainsi que le Haut Commissariat au Plan a organisé les 8 et 9 avril 2005 à Casablanca, dans le cadre du premier forum, la première session « Géostratégie : où va le monde ? ». Cette session a réuni d'éminents spécialistes nationaux et internationaux autour des questions relatives aux grandes tendances de la géostratégie mondiale. Les sujets débattus ont porté essentiellement sur les principaux axes de la prospective mondiale à moyen et à long terme, les perspectives du partenariat euro-méditerranéen, l'évolution du Maghreb et du Grand Moyen-Orient, l'avenir de l'Afrique, le poids futur de l'Asie dans le monde – et particulièrement de la Chine – et, enfin, les enjeux de l'intégration régionale dans les Amériques.

Par la publication des actes des forums et des rapports des études, le Haut Commissariat au Plan souhaite mettre à la disposition du public l'ensemble des matériaux relatifs à la phase de la construction de la base.

Le présent document présente l'ensemble des textes des intervenants (contributions écrites par leurs auteurs ou retranscriptions des exposés) et les débats des différentes séances. Ces derniers ont été synthétisés de la manière la plus fidèle possible en mettant l'accent sur les questions à caractère prospectif.

TABLE DES MATIERES

Mot d'ouverture

- 7 M. Ahmed LAHLIMI ALAMI, Haut Commissaire au Plan
-

PREMIÈRE SÉANCE

Introduction

- 11 M. Xavier GUILHOU
Quels grands axes de la prospective mondiale à moyen et à long termes ?
- 17 M. Christian DE BOISSIEU
Réflexions sur les tendances du cadre géostratégique mondial de la Méditerranée et du Maroc
- 28 M. Emilio FONTELA
- 49 Synthèse du débat de la première séance
-

DEUXIÈME SÉANCE

L'Afrique subsaharienne: fin de la marginalisation ?

- 51 M. Jacques GIRI
Vision prospective de l'Afrique et objectifs du Millénaire pour le développement
- 56 M^{me} Antoinette DINGA DZONDO
Le Maghreb et son continent dans un monde qui se rétrécit : au centre ou à la périphérie ?
- 61 William ZARTMAN
- 67 Synthèse du débat de la deuxième séance
-

TROISIÈME SÉANCE

L'Asie : quel poids futur dans le monde ?

- 69 M. Jacques GRAVEREAU
Essai de prospective sur l'Orient arabe contemporain
- 76 Henry LAURENS
- 88 Synthèse du débat de la troisième séance
-

QUATRIÈME SÉANCE

L'intégration régionale dans les Amériques: enjeux et perspectives 1994-2030

- 91 M. Dorval BRUNELLE
- 100 Synthèse du débat général
-

Synthèse et conclusion des travaux

- 104 M. Xavier GUILHOU

Mot de clôture

- 117 M. Ahmed LAHLIMI ALAMI
- 118 Liste des intervenants

Mot d'ouverture

de M. Ahmed LAHLIMI ALAMI

Haut Commissaire au Plan

Je suis heureux d'ouvrir la première session du forum que nous consacrons à l'environnement géostratégique et économique du Maroc dans vingt-cinq ans et qui s'inscrit dans le cadre du processus de réflexion prospective que nous menons au Haut Commissariat au Plan autour du thème : Prospective « Maroc 2030 ».

Permettez-moi, en premier lieu, d'exprimer notre déférente gratitude à Sa Majesté le Roi qui a bien voulu honorer de son Haut Patronage l'ensemble des étapes qui marqueront ce processus. Ce privilège confère de toute évidence à ce dernier un poids spécifique dont nous apprécions la portée symbolique comme nous en mesurons l'obligation où il nous implique d'assurer à nos travaux un caractère rigoureusement scientifique, au niveau aussi bien de la démarche que du contenu et des finalités opérationnelles.

Permettez-moi également de remercier nos illustres invités qui ont bien voulu venir animer cette première session et, par anticipation, ceux qui animeront les sessions suivantes ou encore le second forum qui débattrait des permanences, des changements et des scénarios pour l'avenir de la société marocaine. Je salue également tous les participants qui ont accepté d'apporter le fruit de leur savoir et de leur expérience pour enrichir nos débats et nous aider à en tirer les questionnements et les leçons dont nous avons besoin pour nos travaux de prospective sur le Maroc. Je m'en voudrais d'omettre dans mes remerciements le PNUD auquel nous lie un partenariat des plus fructueux et son éminent Représentant dont nous avons toujours apprécié la constante disponibilité à donner à ce partenariat un contenu de plus en plus profond et le plus productif possible.

Après cela, je souhaiterais, si vous le permettez, avant de vous faire part de nos attentes pour cette première session que nous consacrons à la géostratégie mondiale et à la question « où va le monde ? », vous situer les travaux que nous engageons, aujourd'hui, dans le contexte d'ensemble de la réflexion que nous avons entreprise sous la bannière « Prospective Maroc 2030 ». Ce cadrage serait, peut-être, utile pour mieux saisir l'importance des forums et, surtout, celle que nous accordons à vos contributions.

Une réflexion collective pour un projet de société

Le Haut Commissariat au Plan a entrepris un travail de longue haleine pour mener une réflexion collective sur les futurs possibles du Maroc à l'horizon 2030. Nous en attendons une meilleure lecture des itinéraires de progrès que nous pourrions suivre pour réaliser le projet de société auquel aspirent les forces vives de notre pays, sous la direction éclairée et la forte impulsion de son Souverain, celui d'une société de progrès et d'équité, un projet soutenu de façon unanime par le peuple marocain et par ses forces vives.

Pour atteindre ce but, nous avons beaucoup à faire. Il nous faut en effet répondre, dans la durée, au quadruple défi que Sa Majesté le Roi, le 10 octobre 2003 dans Son Discours au Parlement, a appelé le pays à relever, à savoir un investissement porteur, un emploi productif, un enseignement utile et des conditions d'une vie dignes pour tous et ce, dans un cadre de gouvernance démocratique et de respect des droits de l'Homme. Mais nous devons, pour cela, nous situer par rapport à l'évolution de la géopolitique et de l'économie du monde qui, dans l'environnement généralisé de la mondialisation, déterminera fortement nos possibilités et nos opportunités. Nous devons donc trouver les meilleures routes, nous devons définir les bonnes stratégies ; il nous faut aussi avoir une vision des scénarios possibles et savoir le meilleur pour nous. Pour préparer ces terrains, nous éclairer sur les choix possibles, nous avons besoin d'outils de réflexion, de mise en perspective, de projections à long terme. C'est justement cela que nous attendons des travaux de ce que nous avons dénommé « Prospective Maroc 2030 ».

Je sais que d'aucuns peuvent émettre des doutes sur la priorité d'un tel travail sur le long terme, alors que le futur immédiat nous presse, avec tellement de problèmes difficiles ! Mais c'est justement pour nous délivrer de cette angoisse collective que nous avons besoin de mieux savoir ce que pourrait être un futur meilleur, que nous devons savoir ce qu'il nous faut faire pour qu'il devienne réalité, pour nous convaincre que si le pire n'est jamais impossible, le meilleur est toujours à la portée du Maroc dès lors que la volonté de son peuple est mobilisée au service d'un projet porté par ses forces vives et guidé par un leadership éclairé dont la vision et l'action s'inscrivent, de par son statut-même, dans la durée.

Le Maroc de demain dans le monde de demain

Nous concevons ainsi que les travaux que nous avons engagés pour cette réflexion prospective sont nécessairement complexes, car avant de pouvoir nous lancer dans une construction de scénarios pour explorer les futurs possibles, nous devons savoir dans quel environnement mondial se situeront ces futurs, comprendre comment notre pays est parvenu à la situation qui est la sienne aujourd'hui et quelles en sont les tendances. Nous devons aussi nous interroger, composante par composante, sur les facteurs de changement et sur les évolutions possibles. Pour préparer cette base, nous avons engagé deux démarches parallèles, celle des forums et celle des études thématiques.

- **La première démarche**, celle des forums où s'inscrit notre session, a, en quelque sorte, une fonction de cadrage. Elle doit, en effet, nous aider à comprendre des évolutions, des changements, des perspectives sur les grandes questions qui concernent le monde, son économie et notre société. Nous avons invité pour nous en parler des spécialistes éminents de chaque question. Son objectif est cependant plus ambitieux. Nous souhaiterions, en effet, que la démarche des forums contribue fortement à une sensibilisation des acteurs, à une appropriation collective des questionnements que nous allons soulever. Certes, la prospective implique connaissance et expertise, mais nous ne l'imaginons pas seulement comme un exercice de spécialistes mais aussi comme une opportunité pour faire participer les forces vives de la nation à une interrogation sur le futur de celle-ci. Les scénarios nous aideront, certes, à identifier plusieurs cheminements possibles. Mais celui que nous choisirons d'appuyer par nos options stratégiques et par une planification rénovée n'aura de chances de devenir réalité que s'il est approprié et voulu par les acteurs les plus dynamiques de notre société. Cette appropriation commence avec les forums dont nous comptons médiatiser fortement les constats et les questionnements. Les forums veulent, à cet égard, honorer la signification de leur terminologie : ils se veulent une plateforme de dialogue avec la société.

Nous nous sommes ainsi proposé de tenir deux forums. Le premier, « le Maroc dans son environnement géostratégique et économique dans la perspective 2030 », se tiendra en trois sessions échelonnées sur avril et mai. Après la première session que nous ouvrons aujourd'hui, nous tiendrons une deuxième session sur l'économie-monde (22-23 avril) au cours de laquelle nous nous interrogerons sur les scénarios d'évolution de l'économie mondiale. La troisième session (13-14 mai) nous ramènera vers le Maroc pour débattre des évolutions possibles, des opportunités et du rôle dans le développement des divers secteurs d'activité, autant d'interrogations qui ne pourront pas échapper au cadrage mondial qui aura été donné par les deux premières sessions.

Le deuxième forum s'interrogera sur les permanences, les changements et les scénarios pour l'avenir de la société marocaine.

- **La seconde démarche** est celle des études thématiques. Celles-ci sont entreprises pour couvrir les principaux champs sectoriels ou transversaux du « système Maroc ». Leur finalité est de construire les socles à partir desquels seront élaborés les scénarios prospectifs d'ensemble. Elles ont, à cet effet, trois grands objectifs : expliquer l'évolution du secteur ou du système étudié au cours des dernières décennies, faire un bilan de la situation actuelle en identifiant, en particulier, les principales forces, faiblesses et opportunités, analyser l'évolution tendancielle et les options alternatives. Dix-sept champs, sectoriels ou transversaux, ont ainsi été identifiés. Leur étude a été confiée à une expertise nationale de très haut niveau.

Voici donc posé le cadre général où s'insèrent les travaux de cette session au cours de laquelle nous aurons à faire avec vous une sorte de tour du monde des tendances de la géostratégie. Pour comprendre le Maroc de demain, nous devons aussi comprendre le monde de demain. La grande rupture que nous sommes en train de vivre, celle d'une mondialisation croissante des marchés, des modèles de production, de consommation et des valeurs, annonce de nouvelles configurations des rapports de force et des options stratégiques. Nous entrons – qui peut le contester ? – dans un monde multipolaire dont les rapports seront confrontés à de nouvelles options géostratégiques, à de nouvelles formes d'alliances ou de conflits. Quel sera le jeu des acteurs, notamment ceux qui animent les nouveaux champs de puissance économique ? Quel sera le poids de l'Asie, de l'Amérique latine, de l'ensemble nord-américain ? Quelle sera la place de l'Afrique ? Et, plus près de nous, quelle sera la place de l'Europe et dans quelle mesure son futur aura-t-il des implications sur le Maghreb et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ? Quelle sera la place d'un partenariat euroméditerranéen ? En quoi certaines des configurations qui s'annoncent seront-elles déterminantes pour nos choix futurs ? Dans quelles régionalisations s'inscrit le Maroc de demain ? Et quelles sont ses options ?

Des interventions de nos éminents invités et de leurs non moins éminents homologues marocains ainsi que des débats qui en suivront nous attendons d'être mieux éclairés sur ces grandes questions pour en capitaliser la matière, à un autre stade de notre réflexion sur la prospective 2030, celui de l'élaboration de scénarios sur les futurs possibles de notre pays.

Pour tout cela, je vous remercie.

PREMIÈRE SÉANCE

INTRODUCTION

Xavier GUILHOU

Directeur du XAG-Conseil et conseiller du commerce extérieur de la France

Mesdames et Messieurs,

Avant de nous engager ensemble dans ce formidable chantier de prospective et de réflexions sur l'état du monde et sur la place du Royaume du Maroc, j'aimerais vous faire part de quelques questions qui me semblent fondamentales par rapport à ce type d'exercice. Quels sont les pièges à éviter ? Quel degré de lucidité sommes-nous prêts à accepter ? Sur quels niveaux de convictions vont se situer nos réflexions et nos échanges ?

Pour avoir dirigé cet exercice à plusieurs reprises, tant dans les cénacles publics que privés, j'ai acquis la certitude qu'il faut justement se méfier, dans ce genre d'exercice, de ses certitudes, de ses croyances, de tous ces freins de la pensée de l'action qui nous inhibent et ne pas hésiter parfois à bousculer a priori les attributions et les convenances pour essayer d'approcher la vraisemblance d'un futur qui n'est pas écrit. Cocteau écrivait à ce propos : « L'avenir n'appartient à personne, il n'y a pas de précurseur, il n'y a que des retardataires. » Ne prenons pas nos illusions pour des réalités ; par contre, sachons questionner nos rêves, nos intuitions. Ils sont souvent à la base des grandes destinées et des dynamiques fortes et forcément imprévisibles. Pourtant, si je suis la pensée des spécialistes en géopolitique, que je vois assez fréquemment et qui alimentent en ouvrages nos librairies ou les chroniques de nos journaux, l'état du monde est apparemment simple.

Hier, il était bipolaire, et le rapport des forces se limitait à la cardinalité des relations est-ouest sur le champ du pouvoir et des relations nord-sud sur le champ de la puissance. Il n'y avait pas d'issue en dehors des rapports de forces idéologiques entre des démocraties dites libérales et capitalistes, d'un côté, des démocraties dites populaires et collectivistes, de l'autre. Pour tous les deux, la solution était soit celle du non-alignement et de l'insubordination aux modèles dominants soit celle de la subordination à une quelconque jungle ou à un front de libération populaire, avec l'extravagance que vous pouvez imaginer sur le terrain. Par ailleurs, 85 % de la richesse mondiale, ce qui est toujours le cas, étaient concentrés entre les mains de moins de 10 % de la population mondiale, ce qui, vous l'admettez, limite le débat, notamment en termes de développement.

L'équilibre de la terreur d'hier...

Cette vision du monde, au demeurant très pratique pour ceux qui l'ont inventée, notamment après la Seconde Guerre mondiale, a disparu en moins de dix ans. Pourtant, le concept d'équilibre de la terreur était bien conçu, car il figeait le cours de l'Histoire au point de donner l'illusion aux dirigeants que celle-ci était enfin entrée dans cette pensée régalienne si confortable de la fin de l'Histoire.

La plupart de nos analyses sont dominées par cette pensée linéaire où l'évolution du monde s'inscrit dans une sorte de continuum avec des successions de crises, de réajustements pour atteindre une certaine flexibilité, avec l'avènement partout d'un homme dit démocratique dans un des stades de l'évolution.

Je me rappelle, à ce propos, les discussions que j'ai eues à l'époque, dans les années quatre-vingt, lorsque je dirigeais les travaux en matière de prospective et que j'évoquais l'hypothèse que les modèles de pensée et de gouvernance sur lesquels nous fonctionnions pourraient être mis en cause et que l'une des hypothèses de travail pourrait être d'imaginer l'émergence de nouvelles dynamiques. Certains grands responsables m'ont opposé immédiatement la phrase suivante dont je me souviens toujours : « Mon cher monsieur, vous n'y pensez pas, le communisme est là pour deux siècles. Pensez donc à la menace qu'il représente ! » Certes, ils donnaient plus d'importance à la menace, ils avaient raison, mais ils n'avaient pas imaginé qu'un jour il pourrait y avoir un Polonais qui remettrait en cause tous les raisonnements et leurs divisions blindées.

La fascination de l'adversaire est une illusion d'optique. La croyance est souvent notre principal piège en matière de prospective. Notre culture rationnelle a tendance à nous faire douter de choses simples et possibles et à nous enfermer dans des approches conventionnelles avec des scénarios de déficience qui sous-estiment souvent l'intelligence des peuples et les potentiels de certaines circonstances. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que nos spécialistes à Washington et en Europe nous enferment à nouveau dans ce type de démarche, avec les débats autour de la dérive unipolaire américaine ou du rêve de multipolarité de certains dirigeants européens. Tous ces spécialistes qui travaillent souvent en circuit fermé sont très marqués par cette notion de polarité qui est issue de cette idée que les facteurs de pouvoir avec puissance ne peuvent se comprendre que par l'approche d'un certain géocentrisme.

Cette pensée héritière de Clausewitz-Guibert et du modèle weimarien, ou même encore plus récemment de la pensée de Kissinger, me semble ne pas prendre en compte beaucoup de facteurs qui émergent dans la vie des peuples d'aujourd'hui. Les débats sont souvent très passionnels autour du livre d'Huntington sur le choc des civilisations et illustrent bien souvent ces évolutions de fond où le réflexe identitaire et le fait culturel deviennent un élément d'analyse et de réponse par défaut face à des systèmes de pensée contestés.

Parmi les questions que je vous pose aujourd'hui, il y a, bien entendu, l'avenir du modèle démocratique issu du siècle des Lumières et de cette modernité industrielle face à d'autres modèles qui commencent à se dessiner comme le « symbiotique » cher à Joël de Rosny et propre à tous ceux qui sont issus de la culture virtuelle d'internet et du numérique.

Dans le modèle démocratique, nos sociétés fonctionnent avec un centre et une hiérarchisation des organisations ; dans le modèle symbiotique qui ressemble plus à un maillage en réseaux biologiques, il n'y a plus de centre, il n'y a plus de hiérarchie, il y a une énergie qui circule, et la localisation de la prise de décision se fait là où le système l'exige. Le leadership ne se

définit plus par une expression géographique et organisationnelle du pouvoir et de la puissance, mais par l'intelligence des réseaux que vous dominez.

... La terreur des déséquilibres aujourd'hui

Il y a là, me semble-t-il, des questions fondamentales à se poser. Sommes-nous sur des adaptations, des réajustements, des transformations de systèmes, ou sur des ruptures majeures qui annoncent le passage d'une ère, d'un temps historique à un autre ? Les historiens occidentaux aiment bien ce type de postulat. Pour ma part, j'ai la conviction que nous sommes en effet entrés, depuis une décennie, dans une période d'accélération du repositionnement des jeux d'acteurs et d'explosion des cadres-espaces-temps dans lesquels nous vivons.

Tout ceci est plus de l'ordre de la rupture que d'un simple repositionnement des fondamentaux. En fait, je crains, mesdames et messieurs, que le monde ne s'organise pas comme les uns ou les autres le souhaiteraient. Le niveau d'entropie ambiant est tel que nos systèmes de compréhension, nos référentiels sont sérieusement malmenés et mis à l'épreuve.

En fait, le véritable défi qui est posé à tout expert est de surmonter aujourd'hui ses propres inhibitions et celles qui sont imposées par son environnement institutionnel ou marketing.

Il faut désormais prendre de la hauteur et accepter que l'inconcevable puisse devenir le point d'entrée de la réflexion. Le 11-Septembre était a priori inconcevable, jamais personne n'aurait imaginé que des terroristes, noués par les promesses de l'Occident, transgresseraient les règles dans cet accord somptuaire, aidés de tuteurs. Pourtant, le scénario, s'il semblait inconcevable, n'était pas impensable. A titre d'exemple d'éthique, je rappelle à l'assistance qu'Hollywood avait, à la suite de la première tentative d'attentat en 1993, réalisé un film grand public en 1995 avec Bruce Willis dont le titre, à lui seul évocateur de l'actuelle situation internationale, est *Couvre feu*. Ce film est d'une actualité désopilante tant en termes de réalisme que de lucidité des conséquences sur la sécurité internationale, sur le jeu des gouvernances internes ou externes des Etats-Unis. Ceux qui ont imaginé ce scénario ont été au-delà des croyances du Pentagone et du FBI ; par contre, connaissant le résultat du mode opératoire de la situation, piégés par le raisonnement institutionnel, ils ont pensé qu'ils n'oseraient jamais. Ils auraient dû s'inspirer ce proverbe arabe que j'aime bien et que je vous soumets : « Il faut que le hasard renverse la fourmi pour qu'elle voie le ciel. »

Pourquoi n'oseraient-ils pas, eux comme d'autres, dans un jeu international qui s'ouvre avec en toile de fond un monde qui transforme ses fondamentaux à très grande vitesse ? Tous les jours, nous avons des exemples qui alimentent cette prise de conscience. Les Chinois n'auraient pas dû oser, à la fin des quotas en janvier, envahir le monde entier avec leurs produits textiles sous prétexte qu'ils sont entrés dans l'OMC et qu'il faut respecter un certain nombre de règles ! Aujourd'hui, ces règles du jeu sont de nouveau orientées, et je crois que tous les peuples ont compris.

Sans différer le sujet, quel est l'état du monde actuellement ?

Il fonctionne, pour ma part, à trois vitesses avec ceux qui définissent les standards et concentrent la puissance financière et militaire, ceux qui sont dans une logique de l'émergence et qui inventent les référentiels de demain, ceux qui dérivent vers des logiques chaotiques où les préoccupations sont plus de l'ordre de l'humanitaire et de l'immunitaire que du discours sur le développement durable.

Les premiers gèrent des acquis et un positionnement en termes de patrimoine. Les seconds cherchent à prendre des leaderships, les troisièmes sont dans une logique de survivance. Les ordres de grandeurs et les perspectives montrent que votre pays est au cœur d'une émulation considérable en termes de potentiels mais aussi en termes de risques majeurs.

Certes, actuellement, l'état des lieux n'est apparemment pas des plus enthousiasmants, et il faut être lucide. L'équilibre de la terreur d'hier a laissé la place à la terreur des déséquilibres. Du rapport du fort au faible, nous sommes passés au rapport du fort au fou, le fou n'étant pas a priori aussi fou que cela, puisqu'il utilise notre refus de la mort comme prétexte et nos réseaux de vie comme vecteur de destruction. Il a décidé de rompre avec notre rationalité de la vie, avec notre vision de la prospérité. Les paramètres de la sécurité internationale, tant sur le plan politique que sur le plan économique, sont violemment déstabilisés actuellement par ces asymétries, avec des successions d'implosion de régions entières que personne n'avait prévu il y a dix ans et une radicalisation sur un axe stratégique qui concentre à la fois l'énergie fossile et les routes les plus sensibles du commerce international. Aujourd'hui, les pays alliés à la surpuissance américaine sont polarisés sur la sécurité de ce Grand Moyen-Orient où tout semble envisageable et où rien ne peut être simple. Ils sont aussi concentrés sur les questions de sécurité énergétique en Asie centrale face à l'émergence de plusieurs géants que plus personne ne peut sous-estimer : la Chine et l'Inde.

Quand on fait converger les perspectives démographiques mondiales, les besoins en énergie fossile et les capacités du système sur les trois prochaines années, tout le monde sait que la conjonction de ces problématiques nous oblige à rentrer dans des ruptures et des phénomènes d'accélération jamais vus auparavant.

Aujourd'hui, la tension du monde est fixée sur le Golfe et sur l'Asie centrale. Demain, elle le sera sur Taïwan, la sécurité des détroits et la mer de Chine. Après-demain, elle sera interpellée par la misère de l'Afrique, l'arrivée de l'Inde, le glissement des Hispaniques de l'Amérique latine sur le continent nord-américain. Au milieu de toute cette effervescence, qu'en sera-t-il du modèle européen ? Et je ne parle pas du modèle américain ! Pourront-ils résister à la possibilité des vieux peuples de faire ce travail de résilience par rapport à une certaine vision du pouvoir et de la puissance qui semble désormais obsolète, ou des jeunes peuples de s'affranchir de toute histoire pour inventer de nouvelles frontières ?

Le Maroc entre ouverture et contraintes sécuritaires

Qu'en sera-t-il de ce bout de terre, de cette fin de terre, comme on dit chez moi en Bretagne ? A la fois accroché à l'Afrique et à la Méditerranée, à l'Europe et à l'espace atlantique ? Qu'en sera-t-il de la singularité du Maroc entre la tentation de l'ouverture sur le grand large, les contraintes imposées en termes de sécurité contre les chaos, les chaos ambiants de l'Afrique et le terrorisme d'une frange attachée à l'Islam, la coexistence avec des puissants qui ont du mal à transformer leur vision du pouvoir et de la puissance au sein de l'alliance atlantique de l'Europe ? Dans trente ans, fonctionnerons-nous sur ces lignes d'horizon ou bien devons-nous d'emblée faire preuve d'audace et partir du principe que le monde va se réorganiser autour d'autres paramètres en termes de gouvernance et de coexistence ? Parmi cela, n'oublions pas, dans notre trait de prospective, que le monde va quasiment doubler sa population dans le prochain demi-siècle, que la population urbaine va passer de 40 % à 60 % et que 70 % de cette population vont se concentrer sur les littoraux, là où il y a la vie. Des régions entières, comme le pôle euro-méditerranéen, vont connaître à eux seuls une rupture encore plus forte

que d'autres régions du monde et vont concentrer l'essentiel des initiatives les plus audacieuses, mais aussi les niveaux de crispation, de radicalisation dans les jeux d'acteurs qui ne seront pas neutres en termes de leadership.

A un an du cinquantenaire de l'indépendance du Maroc, il est crucial de faire cet exercice difficile en termes de questionnement et de maturité. Qu'est-ce qui est de l'ordre du souhaitable, du tolérable, du concevable ? Mais posez-vous aussi la question, qu'est-ce qui serait inadmissible, intolérable, inconcevable pour votre pays ? La réponse sera sûrement dans un cheminement complexe entre les contraintes propres à votre positionnement et les initiatives qui ne peuvent qu'émerger derrière votre sens de l'audace.

La stratégie ne peut être que le fruit d'une alchimie particulière ; votre identité, votre histoire, votre culture et votre lucidité auront permis de façonner une posture intelligible particulière et singulière pour votre devenir. Le vrai défi qui vous est lancé aujourd'hui, dans ce jeu qui s'ouvre de plus en plus et qui s'accélère, est d'affirmer, quelque part, votre leadership.

Je vous invite donc à vous libérer et à profiter de cet exercice pour pousser les frontières de la réflexion. En fait, c'est un peu un exercice comme celui du jardinier qui doit imaginer le jardin qu'il va laisser dans trente ans à sa famille ou à ses concitoyens. Sur certaines dimensions, il sera obligé de raisonner en termes d'organisation et de plantation parce que les contraintes topographiques, climatiques et autres lui laissent peu de marges en termes d'érosion et de risques ; sur d'autres, il sera tenté d'user – voire d'abuser – de son intuition créative et de faire émerger de nouveaux paysages dont il aura pensé à la fois l'équilibre et la quintessence.

Pour conclure, je citerai cette phrase de Goethe que j'aime : « J'aime bien ceux qui rêvent l'impossible. » Je vous engage à profiter de ces deux journées pour aller sur ces rivages du questionnement de l'impossible, et n'ayez pas peur ! Les Marocains iront plus loin que ce que vous pouvez imaginer. Pourquoi ? Tout simplement, pour reprendre ce fameux mot de Marc Twain : « Comme ils ne savaient pas que c'était impossible, ils l'ont fait. »

Quels grands axes de la prospective mondiale à moyen et à long termes ?

Christian DE BOISSIEU

*Président du Conseil d'analyse économique
auprès du Premier ministre de la République française*

Mesdames, Messieurs, bonjour.

Merci pour votre invitation. Je suis ravi d'être parmi vous une nouvelle fois. Xavier Guilhaud a bien planté le décor dans le contexte géopolitique. Quant à moi, je vais redire ce qu'il a dit au début de sa présentation, mais dans mes termes. Sans jouer sur les mots, j'ai quand même compris que l'exercice que vous voulez faire est un exercice de prospective. Je sais ce que n'est pas la prospective : ce n'est pas de la projection, et ce n'est pas de la prévision.

Dans la projection, par définition, nous nous appuyons sur le passé et le présent, et nous faisons de l'extrapolation. Ce n'est pas très intéressant, c'est mécanique, et nous avons toutes les chances de nous tromper, car le monde dans lequel nous vivons est un monde difficilement prévisible, un monde instable.

Dans la prévision, nous prenons un peu plus de distance par rapport au passé et au présent. Quand nous faisons de la prévision, je dirai là encore, par définition, nous utilisons l'information disponible sur le passé et sur le présent, et nous essayons, en quelque sorte de manière raisonnable, de nous projeter sur cinq ans. Ce qu'on appelle cinq ans aujourd'hui, c'est du moyen et du long termes ; pour les marchés financiers, trois jours, c'est déjà du moyen terme. Il est clair que notre capacité à nous projeter dans l'avenir est très différente selon les variables prises en compte.

L'avantage de votre exercice, c'est justement qu'en partant du très long terme, en faisant de la prospective, vous avez, à mon avis, le courage de prendre un peu de distance par rapport au passé récent et au présent et de voir en quelque sorte comment imaginer des scénarios possibles pour le Maroc.

Dans mon esprit, cet exercice de prospective appelle deux qualités : l'humilité et le volontarisme. Ces deux qualités ne sont pas incompatibles.

• **Pourquoi l'humilité ?** Parce que notre capacité de lire notre avenir – et a fortiori quand il est à très long terme – est quand même très différente selon les éléments que l'on considère. L'INED a fait des projections et a montré – ou prévu – qu'il y aura 39 millions de Marocains en 2025.

La démographie est pratiquement le seul domaine de l'économie et de la géopolitique dans lequel on arrive à se projeter sur un assez long terme. Je sais ce que sera la pyramide des âges en France dans dix ans, je ne sais pas ce que sera le taux de change euro contre dollar dans trois jours, alors, ne me demandez pas ce que sera le taux de change dans vingt-cinq ou trente ans, si je vous dis quelque chose, c'est que je ne suis pas sérieux – vous savez déjà peut-être que je ne suis pas sérieux mais cela vous confortera dans cette idée. Donc, humilité.

• **En même temps volontarisme**, car je pense que quand on prend une vision prospective, on se détache un peu plus du présent, on peut introduire de la normativité, on dégage différents scénarios, mais dans ces scénarios, il y en a qui sont plus agréables que d'autres, et il y en a qui sont plus plaisants que d'autres.

Des économistes américains parlent d'arithmétique plaisante ou d'arithmétique pas plaisante. Et dans la prospective, il y a de l'arithmétique plaisante et de l'arithmétique qui n'est pas très plaisante. Et justement, si vous dégagéz des scénarios (il y en aura forcément plusieurs), cela vous permet, ici comme ailleurs, d'être volontaristes et de dessiner des politiques économiques et sociales qui vous permettent, en quelque sorte, de faire des scénarios qui l'emportent sur les autres. Ne baissez pas les bras. Plus on va à long terme, plus il faut être volontariste, parce que par définition, le très court terme existe déjà aujourd'hui, et on ne peut pas agir là-dessus.

Voilà, un peu d'humilité et de volontarisme. Voilà pour moi les deux manières dont j'aborde ce qui n'est pas mon exercice mais qui est le vôtre, sur lequel vous m'avez demandé de réfléchir avec vous en ce début de séminaire.

Ayant dit cela, je termine, puisque j'ai parlé de volontarisme. Je suis très en réaction contre une mode qui se répand, qui est un peu contre le volontarisme et qui consiste à dire : c'est épouvantable ! On vit dans un monde très difficile, il n'y a rien à faire, il vaut mieux aller se coucher, non seulement ne rien prévoir mais en plus ne rien faire ! Ce que l'on appelle côté français la thèse du déclinisme, la thèse d'un pessimisme exacerbé. Pour moi, le verre est plutôt à moitié plein qu'à moitié vide, mais la manière dont vous abordez l'exercice est extrêmement fondamentale. Bien sûr que dans le monde actuel, Xavier l'a dit, il y a des problèmes très graves, il y aura des crises. Je ne vais pas vous dire que dans la prospective, il n'y aura pas de crises. Le problème, c'est qu'on sait toujours en économie prévoir la crise du passé. C'est un peu comme les maladies, c'est-à-dire que dès qu'on est guéri d'une maladie, il y en a d'autres qui se développent.

Et c'est la même chose en matière de géopolitique ou en matière économique et financière. Dès qu'on commence à comprendre et à décortiquer une crise, il y en a d'autres qui se développent. Personne n'avait prévu la crise asiatique de 1997. Personne ! Excusez-moi de le dire devant d'éminents représentants des organismes internationaux : ni le FMI, ni la BM, ni les économistes, ni les banques, ni les agents de notation n'ont vu venir la crise asiatique en juillet 1997. Personne ne l'avait dit. La preuve, c'est que tout le monde, jusqu'à juillet 1997, les banques, les organismes internationaux, les économistes parlaient du « miracle asiatique ».

Maintenant, avec le recul, on a compris la crise asiatique, de la même manière qu'on a compris la crise russe, la crise argentine et la crise turque. Il est évidemment important d'essayer de décortiquer les crises du passé. Cela serait « sympa » de pouvoir vivre dans un monde où on anticipe les crises de la nature. Mais, je dirai que par nature, c'est malheureusement un peu comme les maladies. J'espère bien qu'on trouvera un jour le vaccin contre le SIDA. Mais, même si je suis plutôt optimiste dans la vie, je pense que le jour où on trouvera un vaccin contre le SIDA, d'autres choses interviendront, parce que c'est cette course entre la crise et le remède, entre le remède et la crise, qui fait aussi la dynamique de l'humanité, pour le meilleur et pour le pire.

Voilà la toile de fond de mon intervention. A partir de là, je vais vous proposer une dizaine de points d'entrées.

Mais avant d'aborder ces dizaines de points, je voudrais préciser, comme Xavier, qu'on vit dans un monde où on ne peut pas séparer la géopolitique et l'économique. On l'a bien vu avec le 11-Septembre, on le voit bien aujourd'hui avec la question du pétrole et des matières premières.

En tant qu'économiste, je ne me pose pas la question de savoir quand je fais de l'économie, quand je fais du social, quand je fais de la géopolitique et quand je fais de la politique. Parce que si je commence à me poser cette question, cela veut dire que, par définition, la réponse ne sera pas la bonne. Pour traiter les sujets d'aujourd'hui, il faut les traiter vraiment à l'interface de toutes ces approches ; de la même manière qu'aujourd'hui, ce n'est pas une bonne question de savoir si le sujet qu'on traite est microéconomique ou macroéconomique. Les questions doivent être abordées forcément à l'articulation de tout cela.

Je passe maintenant à ma liste d'une dizaine de questions que je vais vous proposer pour ouvrir un peu cet exercice de prospective. Je suis économiste, je vais parler en économiste.

La question de la démographie

Je commencerai par la démographie parce que c'est le domaine sur lequel il y a le plus de certitudes, ou le moins d'incertitudes. La démographie, c'est le point fixe de tout exercice de prospective parce que là, effectivement, on sait à peu près comment vont varier les pyramides des âges. Que sait-on aujourd'hui ? On sait qu'heureusement l'espérance de vie va augmenter un peu partout, inégalement d'ailleurs. Merci la médecine ! On sait que les femmes vont conserver quelques années de plus d'espérance de vie que les hommes, et ce différentiel existe partout, même si la différence varie selon les zones. On sait aussi que les pays émergents sont entrés dans cette transition démographique dans laquelle les pays les plus développés sont déjà entrés. C'est-à-dire qu'on constate déjà dans les pays émergents – comme dans les pays les plus développés – une baisse du taux de fécondité. En Italie, ce taux est de 1,2 enfant par femme. L'Italie n'assure pas sa reproduction et compte sur l'immigration, en quelque sorte, pour régler éventuellement ses problèmes d'hommes et de femmes. En France, on a un taux de fécondité de 1,9 qui va être autour de l'équilibre. Au Maroc, vous êtes au-dessus de 2, mais je pense que compte tenu du monde dans lequel nous vivons, vous allez connaître, comme ailleurs, une baisse du taux de fécondité pour beaucoup de raisons économiques, sociologiques, etc.

Juste quelques chiffres, pour essayer d'être précis ; je reviens sur les projections de l'INED. Aujourd'hui, il y a 6,3 milliards d'habitants dans le monde. En 2025, il y en aura à peu près 8 milliards. Il y a donc une augmentation mais ce qui compte, c'est la structure géographique. L'Europe ne va pas connaître d'augmentation de sa population d'ici 2025. L'Amérique du Nord (EU, Canada) va connaître une légère croissance de sa population, elle va passer de 320 à 380 millions d'habitants d'ici 2025. Et les zones qui connaissent une croissance de leur population, même si elle ralentit un peu, sont les zones émergentes dont font partie l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Asie. La Chine est aujourd'hui à 1,3 milliard d'habitants, mais elle va beaucoup décélérer puisqu'en 2025 elle n'aura que 1,5 milliard d'habitants. La Chine est donc déjà en transition démographique. Je n'ai pas insisté sur ce point, mais au-delà des chiffres, ce qui compte, ce sont leurs conséquences.

Derrière la transition démographique qui s'est amorcée un peu partout et dans laquelle rentrent progressivement les pays émergents, il y a un phénomène qui va passer sur toutes nos sociétés, c'est le phénomène du vieillissement de la population, qui est un axe fort de toute prospective

dans les vingt prochaines années. C'est incontournable, et on ne va pas se tromper en disant ceci : le vieillissement de la population a des conséquences évidentes : des tensions croissantes sur les systèmes de retraites. Je ne me trompe pas en disant cela, car j'ai travaillé sur les retraites au Maroc il y a sept ans. C'était déjà dans l'air, cela va continuer.

La question de la mondialisation et de la régionalisation

Dans les vingt ou vingt-cinq années à venir, que se passera-t-il en matière de mondialisation, de globalisation et de régionalisation ? Il est très important de savoir si, au fond, les tendances qu'on voit depuis vingt ans vont se poursuivre en matière de globalisation et de mondialisation, s'il va y avoir des pauses ou s'il va y avoir des retours en arrière. Le phénomène de mondialisation s'appuie beaucoup sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, internet et autres. Ma prospective, c'est que l'essor des NTIC va se poursuivre. Je ne sais pas ce qu'il y aura après internet, mais je sais qu'il y aura quelque chose. Personne aujourd'hui n'arrive à le nommer, mais on peut en parler, et il peut être imaginé.

En même temps, ce que l'Histoire nous apprend, c'est qu'il y a déjà eu dans le passé, bien avant nous, des phases de globalisation et de mondialisation aussi importantes que celles que nous vivons. Les historiens montrent que le monde était mondialisé, globalisé entre 1880 et 1914, une mondialisation avec des capitaux totalement révélés au plan mondial et avec des économies totalement ouvertes.

Qu'est-ce qui a provoqué l'interception de cette première mondialisation ? La réponse est la Première Guerre mondiale et la crise de 1929. La leçon que je tire pour l'avenir pour les vingt prochaines années, c'est que la globalisation et la mondialisation vont se poursuivre, sauf si nous sommes exposés à des chocs systémiques majeurs : une troisième guerre mondiale, un terrorisme exacerbé. Je peux vous garantir qu'il y aurait un phénomène de refermeture des économies et de retour à une certaine forme de protectionnisme, ou alors, comme en 1929, une crise financière majeure qui pourrait amener à remettre en cause l'ouverture, la libéralisation et les phénomènes que j'ai rappelés.

Quand on demande de faire de la prospective – non pas à vingt-cinq ans mais, disons, à dix ou quinze ans – l'hypothèse que je fais est que la mondialisation et la globalisation vont se poursuivre, parce que je n'ose pas envisager de chocs systémiques majeurs qui remettraient cela en cause. Il ne faut pas être naïf au point de considérer que tout ce qui se passe, c'est *forever*. Ce serait oublier les leçons de l'histoire et ce qui s'est passé entre 1914 et 1950.

Pour terminer avec cette deuxième entrée, je dirai un mot sur l'Europe et sur l'Euromed.

- **Sur l'Europe**, ce n'est pas de la prospective, c'est du très court terme. Ce qui va se passer autour du projet de constitution est évidemment important pour l'avenir de l'Europe. On peut revenir là-dessus puisqu'il n'y a pas de sujets tabous.

A mon avis, l'Europe, est aujourd'hui la zone régionale la plus intégrée dans le monde. Il n'y a pas dans le monde d'équivalent de notre marché unique. Même le Mercosur n'est pas équivalent, l'intégration asiatique est une intégration des faits, il n'y a pas en Asie de marché unique équivalent à ce qu'est le marché unique européen aujourd'hui, et, a fortiori, il n'y a pas l'équivalent de l'euro en dehors de la zone euro. Donc, l'Europe, du point de vue régional, est la zone qui a affiché les ambitions les plus fortes. Aura-t-elle les moyens de cette ambition ? C'est au peuple européen de répondre à cette question à travers le débat sur la constitution et sur d'autres sujets.

Mon analyse, c'est que dans les 20 prochaines années, il ne se créera pas en Asie de régionalisation, disons "d'intégration régionale" aussi forte que celle qui existe en Europe, pour des raisons géopolitiques. La Chine, le Japon et la Corée du Sud ne sont pas prêts de surmonter ce que la France et l'Allemagne ont réussi à surmonter en faisant l'Europe. Et du côté américain et de l'ALENA, les Etats-Unis vont-ils jouer le jeu de l'approfondissement, de l'élargissement ou des deux ? Je ne vois pas, en Amérique du Nord ou en Amérique tout court, quelque chose qui sera équivalent au marché unique européen malgré le Mercosur aujourd'hui, et je vois encore moins une monnaie unique sur le continent américain. Donc, la régionalisation de la mondialisation se poursuivra, mais elle restera plus forte en Europe qu'ailleurs dans les années à venir, au-delà l'incertitude sur la constitution européenne.

• **L'Euromed** est un sujet fondamental, et je le pense toujours, parce qu'au moment où l'Europe s'est élargie vers l'Est, nous devons, nous, Européens, donner des signes forts au sud de la méditerranée, et il faudra que nous soyons, nous, Européens, cohérents dans nos alliances, nos associations. Je considère que la question de l'avenir de l'Euromed, dix ans après le processus de Barcelone, est une question centrale, non pas uniquement pour des raisons historiques, mais aussi pour des raisons liées à l'avenir. Je souhaite qu'on mette le paquet et qu'on soit encore plus ambitieux sur l'Euromed qu'on ne l'a été jusqu'à présent.

A Tunis en décembre 2003, j'ai participé à une réunion « 5 + 5 ». A quelques économistes, nous avons fait des propositions très concrètes pour dire ce que nous entendions par association renforcée : pas de propos de fond banquier, mais un contenu concret sans sujet tabou et en disant, par exemple : la politique agricole, la filière agroalimentaire, cela doit être dans la corbeille, et pas en dehors comme on l'a fait à Barcelone il y a dix ans.

Les sources d'énergie, les matières premières, l'inflation

Mon analyse est que l'on va vivre quelques années d'assez fortes tensions sur les prix du pétrole et de certaines matières premières, pour des raisons que vous connaissez aussi bien que moi : fortes tensions sur les capacités, incertitudes sur le montant des réserves et surtout poids de la Chine sur les marchés de matières premières. La Chine va continuer à exploiter son propre pétrole et ses propres sources d'énergies. Donc, pendant plusieurs années, la Chine va être très présente et va être « Price Maker », comme elle l'est depuis deux ans sur l'acier et un certain nombre de matières premières. Je crois à la persistance des tensions, mais en sens inverse, je ne crois pas à de vraies crises majeures venant du pétrole, et quand je vois l'étude de Golmat Sax disant que les prix de baril vont aller rapidement à 100 \$, je suis sceptique car je pense que, quand même, les pays producteurs, OPEP ou non OPEP, n'ont pas intérêt à tuer la poule aux œufs d'or. Dans les années 70, les 2 chocs pétroliers ont montré que les pays consommateurs de pétrole ont les moyens de développer des politiques de substitution d'énergie. Si jamais les prix du baril étaient à 100 \$ durablement, je peux vous dire que cela se retournerait contre les pays producteurs de pétrole, OPEP ou non OPEP. Ils auraient un gain à court terme, ils n'auraient pas de gain à moyen terme à cause des politiques d'économie d'énergie et de substitution.

Je conclurai ce troisième point sur un thème important, en tout cas pour un économiste : l'inflation va-t-elle revenir dans nos économies ?

Si on admet que les tensions sur le pétrole et les matières premières vont rester assez fortes, y a-t-il là une cause de relance de l'inflation ?

Je ne me projette sans doute pas sur vingt-cinq ans, mais mon analyse est qu'on va continuer de vivre dans un monde où l'inflation ne sera pas le problème numéro un. Il ne faut pas se tromper d'ennemi, le problème numéro un dans la plupart de nos économies va être le chômage. Cela va être vrai en France, au Maroc et dans pas mal de nos pays. Donc, pas de reprise de l'inflation. Il y a beaucoup de liquidités dans le monde aujourd'hui, mais ces liquidités se portent sur les marchés d'actifs. Ils font des bulles immobilières ici ou là, ils ont fait la bulle internet qu'on a connue. Le sujet de l'inflation s'est totalement modifié en quelques années. Avec la globalisation, il y a plus de concurrence et moins de possibilité d'inflation sur les biens et services. Je pense qu'on va continuer de vivre dans un monde où l'inflation a changé de nature, où les banques centrales devront être vigilantes et le rester pour maintenir stabilité et prix, tout en sachant que le problème numéro un pour beaucoup de pays ne va pas être la lutte contre l'inflation mais la lutte contre le chômage.

L'emploi et le marché du travail

La prospective de l'emploi et du marché de travail est très difficile à faire, mais c'est lié à la démographie, à la prospective de l'immigration qu'on peut faire ici ou là. Le défi principal dans beaucoup de pays va être la lutte contre le chômage et, en particulier, la lutte contre le chômage des jeunes. Des pays qui ne donnent pas d'avenir à leur jeunesse sont des pays forcément fragiles du point de vue social et politique. Et quand je dis ça, je ne pense pas spécialement au Maroc, je pense à beaucoup de nos pays.

Moi, je viens d'un pays qui s'appelle la France et dans lequel, depuis vingt ans, le taux de chômage des jeunes de 18 à 25 ans a été constamment le double du taux de chômage global quelles que soient les fluctuations. Cela concerne également les diplômés : il n'y a pas de diplôme qui vous mette à l'abri du chômage, et je suis un peu inquiet des difficultés d'accès au premier emploi en France, et cela est vrai dans pas mal d'autres pays. En ce moment, on propose aux jeunes des stages qui débouchent sur des stages, qui débouchent sur des stages, qui débouchent sur rien !

Le stage doit être un tremplin vers l'emploi et non pas une trappe. Il y a donc là des problèmes de formulation et de qualification. Ce sont des problèmes aussi d'entreprises citoyennes. Quand l'autre jour Monsieur Borloo fit appel de manière un peu lyrique au patriotisme de l'entreprise, peut-être est-il sorti de son rôle. En économie de marché, ce n'est pas le ministère qui fait de l'emploi – mais il y a quand même un vrai débat qui est pour moi majeur : comment voulez-vous demander à des gens de se projeter sur vingt ans, si le seul problème qu'ils aient à affronter est l'emploi à court terme et le revenu à court terme ? Vous ne pouvez pas intéresser les gens à une prospective à moyen et long terme, parce qu'ils vont vous ressortir la formule bien connue de Keynes : « in the long term, we are all dead ». Vous leur dites « projetez-vous sur 20-25 ans », même les jeunes d'aujourd'hui ne veulent pas se projeter sur 20-25 ans ! Ils ont un taux d'actualisation très fort. Ils ont de très fortes préférences pour le présent, et je pense que la situation très difficile du marché du travail dans beaucoup de nos pays est un problème économique, social et géographique majeur.

La nouvelle division internationale du travail

C'est un débat très souvent polémique sur les délocalisations. C'est tout le débat sur l'avenir de nos stratégies industrielles, et quand je dis industriel, je vise tous les secteurs et non pas seulement l'industrie : l'industrie bancaire, la banque est une industrie, les services aussi sont une industrie. Je ne raisonne pas uniquement sur le PIB industriel au sens strict du terme.

Il y a deux ans, j'étais à Marrakech avec les professionnels du textile marocain pour parler de l'avenir du textile au Maroc, c'était avant janvier, avant les chiffres que rappelait Xavier. Toute la journée, on n'a parlé que de la Chine, et les économistes écoutaient. On leur a ensuite dit qu'en France et en Italie, on était confronté à ces problèmes de l'avenir du secteur du textile et qu'il fallait aussi sortir par le haut dans le cas de cette redistribution des cartes au plan international, avec la Chine et l'Inde qui sont en train de mettre le paquet sur les nouvelles technologies et sur la formation. Les ingénieurs indiens sont aujourd'hui aussi bons que les ingénieurs français, l'inverse serait prétentieux et faux. Les Chinois vont fabriquer leurs voitures dans quelques années et pas uniquement importer les nôtres ; ils fabriquent leurs téléviseurs après avoir acheté des téléviseurs Thomson et autres. Après avoir joué le jeu des transferts de technologie, ils développent les leurs, qui vont nous tailler quelques croupières. Donc, nous, ensemble, à travers l'Euromed par exemple, comment essaie-t-on dans un jeu gagnant-gagnant de faire face à cette redistribution des cartes – ce que j'appelle la nouvelle division internationale du travail ?

La réponse de l'économiste que je suis est : il faut essayer de privilégier une sortie par le haut, et c'est là où le volontarisme dont je vous ai parlé tout à l'heure s'affiche : mettre le paquet sur tout ce qui est recherche-développement, sur tout ce qui est innovation, sur tout ce qui est création d'entreprise et pas uniquement dans les nouvelles technologies, mettre le paquet sur tout ce qui est formation, formation initiale, formation professionnelle, essayer de retrouver, de redéfinir nos avantages comparatifs des deux côtés de la Méditerranée pour rester ouvert. On ne va pas se refermer par rapport à la Chine et l'Inde. L'avenir n'est pas au repli. On ne va pas être frileux, mais on va essayer de résister et de trouver d'autres sources de croissance par rapport à la Chine, l'Inde et quelques grands pays émergents qui vont augmenter leurs parts de marché. Tout cela sur fond de poursuite, restructuration de tous les secteurs et course à la taille un peu partout.

Quel type de croissance et de développement ?

Mon maître, François Perroux, avec lequel j'ai eu l'occasion de travailler quand il était à la fin de sa vie et moi au début de ma vie universitaire, faisait des distinctions assez précises entre croissance et développement qui ont été reprises par la suite par tout le monde.

Je suis incapable de vous dire ce que sera la croissance dans vingt ans, je sais à peine ce qu'elle sera dans deux ans. Mais je sais que la croissance sera ce qu'on en fera quand même et que le problème pour la plupart de nos pays est de relever ce qu'on appelle la croissance potentielle et la croissance effective, donc de relever les sentiers de croissance. Cela passe par des réformes de structures. Ce ne sont pas des politiques keynésiennes à court terme qui sont compétentes pour ça, ce sont des politiques structurelles de compétitivité de l'offre, des politiques de recherche et développement, d'innovation, de formation, etc.

Voilà ce que doit être l'objectif dans tous les pays : relever la croissance potentielle et faire en sorte de relever en même temps la croissance effective.

Je pense que pour l'Europe, on retrouve tous ces sujets (problèmes de la croissance potentielle, redressement du sentier de la croissance européenne) dans ce qu'on appelle l'agenda de Lisbonne. Mais malheureusement, nous sommes très en retard sur ces sujets de l'agenda de Lisbonne par rapport aux objectifs de 2010. Nous avons besoin d'une relance politique de l'agenda de Lisbonne et d'une relance financière pour tout ce qui concerne les problèmes de recherche et de développement pour faire de l'Europe une zone-modèle en matière

d'économie de la connaissance. On en est loin, en tout cas si je prends le continent européen en dehors du Royaume-Uni.

Pour terminer ce sujet de « croissance et développement », je dirai que l'accent qui était mis sur le développement durable était une manière de nous obliger à penser le long terme, à réfléchir à l'état dans lequel nous allons laisser cette terre, nos économies, à nos petits-enfants. C'est bien cela l'optique du développement durable avec en tête les normes de l'environnement de Kyoto, etc. Je pense que cet accent mis sur le développement durable est « durable ». La thèse que je défends est que le développement durable n'est pas qu'un phénomène de mode. Il y a des choses beaucoup plus sérieuses derrière le développement durable : c'est un phénomène durable. Et donc derrière tout cela, il y a la question sociale, le traitement (ou la réduction) des inégalités et des fragilités sociales qui sont intolérables et qui sont visibles même dans le moyen et le long terme.

Quel type de capitalisme pour les vingt, vingt-cinq, trente prochaines années ?

D'abord, je suis sûr qu'on va vivre dans le capitalisme, Xavier l'a dit, je le dis dans mes termes, le capitalisme a perdu son ennemi extérieur. Je ne crois pas que dans les 20-25 ans qui viennent, il va y avoir une résurgence des formules socialistes, au sens communiste. Par contre, le capitalisme devra affronter les défis – ou ses défis – de l'intérieur, d'une certaine façon. Il est plus difficile de traiter les défis de l'intérieur que d'affronter un ennemi de l'extérieur, cela peut apparaître paradoxal, mais c'est plus difficile.

Au fond, on a pris conscience de cela avec l'affaire ENRON et avec tous les scandales microéconomiques qui sont intervenus depuis cinq ou six ans. Je pense qu'avec un peu plus de recul, on se rendra compte qu'il y aura un avant et un après ENRON. Parce qu'au fond, les exigences qui sont affichées sont celles d'un capitalisme plus éthique, plus transparent, moins opaque, un capitalisme qui rendrait compte à l'ensemble des parties prenantes dans l'entreprise et pas uniquement aux actionnaires. C'est le débat shareholders versus stakeholders. Cet accent-là me paraît durable. Je suis sûr que cette tendance n'est pas de mode, ce n'est pas du cycle de court terme. Je suis persuadé que « Sarbanes Oxley Act » aux Etats-Unis, la loi de la sécurité financière en France, les lois équivalentes ailleurs, les exigences d'amélioration de la gouvernance doivent nécessairement être intégrées par le monde des entreprises mais aussi, par le secteur public. Renforcer les responsabilités, rendre des comptes sur ce qu'on fait, cela fait partie de la démocratie des vingt prochaines années. Je pense que les pays qui n'intégreront pas ceci dans leur démarche prospective risqueront de passer à côté d'un axe très important pour leur crédibilité et leur compétitivité.

Quel contexte monétaire, bancaire et financier ?

- **La volatilité financière va rester très forte.** On n'est pas prêt à revenir sur le système de Bretton Woods de change fixe mais ajustable. Les changes vont rester flottants au plan mondial. Ce qui ne nous empêchera pas j'espère, en Europe, de conserver et de fortifier l'euro.
- **Les marchés de capitaux vont être de plus en plus intégrés** au plan mondial. Ils le sont déjà pas mal, ce qui est un avantage mais aussi un inconvénient. L'avantage c'est que nos marchés de capitaux sont plus efficaces. L'inconvénient c'est qu'il y a un peu plus de volatilité et d'instabilité sur ces marchés de capitaux.

Je suis persuadé que la variable "volatilité financière" doit durer à la fois au plan microéconomique pour tout le monde : les banques, les entreprises, etc. et au plan macroéconomique

avec la politique économique. Je suis persuadé que la volatilité financière ne va pas significativement se réduire dans les années qui viennent.

Pour terminer sur ces variables financières, je vois comme autre tendance dans le domaine de la monnaie, de la finance et de la banque, une poursuite un peu partout de l'essor des marchés de capitaux, des phénomènes de désintermédiation, même si les banques vont conserver un rôle central.

Je pense que la question du financement bancaire des PME sera encore là dans dix ans et même vingt ans. Dans vingt ans, on continuera à dire que les banques ne financent pas les PME. J'entends cela au Maroc depuis que j'y viens, je l'entends aussi du côté français. Je ne dis pas que ces plaintes sont non fondées, mais je dis que le débat sur l'évaluation des structures de financement, les conséquences sur le financement d'innovation, de la création d'entreprise, sur notre croissance, tout cela va être très important, et derrière, il y a la question de la gestion des risques.

Je termine ce volet monétaire, bancaire et financier pour demander dans 20-25 ans, qu'elle sera la monnaie mondiale ? Sera-ce encore le dollar ? Aura-t-il perdu des plumes ? Et au profit de qui ?

Ma prédiction est que le dollar verra son rôle international rester dominant, en tout cas à l'horizon des dix ou quinze prochaines années. Mais progressivement, cela s'effritera un peu. Je pense que le yen japonais est hors course ; il est en deuxième division, comme on dit en football, et quand on est en 2^e division, c'est difficile de monter en première. Je pense qu'aujourd'hui dans le monde, il n'y a en première division monétaire que deux monnaies : le dollar et l'euro. L'avenir de l'euro dépendra de l'avenir de l'Europe, de son avenir politique et ceci est un gros point d'interrogation. Mais au fond, le débat, ce n'est pas de savoir si dans vingt ans le jeu monétaire va reprendre du poil de la bête, je ne le crois pas.

Le débat monétaire est de savoir si la devise chinoise dans vingt ans sera le troisième élément de la triade. Dans quinze ans, la triade sera-t-elle dollar/euro/yuan ? Pour moi, c'est ça le débat monétaire, avec des conséquences géopolitiques évidentes.

Je ne vois pas aujourd'hui dans le monde, en dehors de la devise chinoise, des devises qui puissent vraiment troubler un « face à face » très déséquilibré, très asymétrique entre le dollar et l'euro, parce que le dollar a beaucoup d'avance sur l'euro.

Quelle gouvernance mondiale ?

On a l'impression de vivre aujourd'hui sans pilote, et quand il y a des pilotes, ce n'est pas ceux qu'on voudrait, ce sont ceux du 11-Septembre. Donc, on a l'impression de vivre dans un monde où il y a un défaut de régulation. C'est vrai en Europe et c'est vrai au plan mondial. C'est un problème politique avec des conséquences évidentes. Quels sont les axes qu'on va chercher à développer pour essayer de conforter ou plutôt de développer une gouvernance mondiale. Donnons deux à trois exemples.

- **Première idée** : on va faire des efforts pour doper et réformer le système de l'aide publique au développement ; vous avez sur la table la proposition Chirac de taxation internationale avec le soutien espagnol et le soutien brésilien. Je ne crois pas qu'on ira très loin à court terme là-dessus. Pour le long terme, on verra. Vous avez la proposition britannique de M. Blair sur "International finance facility". Je ne sais pas plus si on ira très loin là-dessus. Ce que je sais, c'est que derrière ces deux propositions, il y a l'idée de dire qu'il y en a assez de vivre

dans un monde où, depuis vingt ans, les pays les plus développés promettent chacun de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement, alors qu'on est autour de 0,25 %, avec une inégalité selon les pays. Il y en a assez, et il est de l'intérêt des pays les plus développés de doper l'aide publique au développement. C'est un débat sur lequel on reviendra.

- **Deuxième idée** : Créer de nouvelles structures de concertation pour remplacer celles qui ne sont pas adaptées. Cela fait trois ans que je pense que le G7-G8 est mort. Et quand je dis ça, on me dit : « Monsieur, vous faites de la provocation. » Peut-être, oui, je fais de la provocation, mais c'est à travers la provocation qu'on fait avancer les problèmes. Le G7-G8 est mort parce qu'il n'est pas représentatif de l'économie et de la géopolitique mondiales.

Ça n'a pas de sens aujourd'hui de faire des sommets sans inviter la Chine, le Brésil ou tel ou tel autre pays d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique. On est en train de balbutier la mise en place de nouvelles structures de concertation qui pourraient remplacer ou qui devraient remplacer le G7-G8, parce qu'il est trop facile de créer des structures sans supprimer celles qui existent. Et cela ne permet pas d'avancer. Mais je pense que cette question d'avoir des structures qui reflètent bien l'organisation du monde aujourd'hui est très importante pour améliorer la gouvernance mondiale. Je constate qu'on n'a pas beaucoup progressé dans la réforme de la gouvernance du FMI, de la BM et des autres organismes internationaux. Ce sujet est sur la table depuis 1997-98, depuis la crise asiatique et russe. On n'a pas avancé.

- **Troisième idée** : Le point sur lequel même Bush serait d'accord est qu'il faut poursuivre la libéralisation, la globalisation aussi, parce qu'elle a plus d'avantages que d'inconvénients. Mais il faut la poursuivre en définissant des règles de jeu, une libéralisation régulée.

Je pense que ceci va être le thème de discussion sur le plan mondial les prochaines années. Donc, il faut essayer de faire aboutir les négociations OMC avec le volet agricole qui continue encore à bloquer aujourd'hui - le dossier agricole à l'OMC n'est pas uniquement un sujet Nord-Sud mais un sujet Nord-Nord et aussi Sud-Sud. La question agricole reste une question importante. Le débat sur les droits de propriété intellectuelle est une question centrale de la régulation mondiale, avec la Chine qui est dans l'OMC mais qui ne joue pas tout à fait les règles du jeu. La question de la place à donner aux normes de l'environnement et aux normes sociales est une question très importante de la définition de cette gouvernance mondiale.

Voilà les neuf questions que je me suis posées en essayant de répondre de manière très longue à l'interrogation fondamentale que vous m'aviez proposée.

Commentaire

de

M. Abdellah SAAF

*Professeur de Sciences politiques à la Faculté de droit de Rabat et
Directeur du Centre de recherches en sciences sociales*

Commentant l'intervention de M. de Boissieu, M. Saaf a posé la question relative à la place du Maroc dans les orientations actuelles, en précisant que la puissance d'un pays s'établit à cinq niveaux :

1. sa puissance économique,
2. sa puissance militaire,
3. son aptitude à diriger des projets « d'allure universelle »,
4. son degré d'amitié avec les autres pays,
5. et la conjugaison de tous ces facteurs.

Les Etats-Unis occupent une place centrale, au vu de ces critères, tandis que l'Union européenne se place à un niveau inférieur, notamment en ce qui concerne la force militaire. Le monde actuel n'est ni unipolaire ni multipolaire, il est entre les deux.

Il y a deux scénarios probables dans la géopolitique mondiale :

Scénario 1 : L'unipolarité.

Scénario 2 : La multipolarité qui se décline selon trois états :

- la bipolarité, qui est toutefois dépassée en termes d'acteurs ;
- la multipolarité, qui fait intervenir les équilibres des pouvoirs avec, en plus, des puissances anciennes : la Chine, l'Inde et le Brésil ;
- le multilatéralisme où l'équilibre des pouvoirs perd au profit des règles et des normes du grand projet de régionalisation et où les techniques se sont dynamisées par le souffle politique avec des flux culturels plus ou moins denses.

En ce qui concerne le Maroc, le scénario le plus profitable serait le dernier. La part du Maroc dans le cas de l'unipolarisme serait minime, tandis que l'état du multipolarisme, caractérisé par l'instauration des règles et des droits, présente un projet fondateur pour une société civile.

Réflexions sur les tendances du cadre géostratégique mondial de la Méditerranée et du Maroc

Emilio FONTELA

Doyen de la Faculté de droit et d'économie, Université Antonio de Nebrija

LE PROCESSUS DE MONDIALISATION

Principes généraux

Sous la double impulsion de la généralisation des principes de l'économie de marché dans le nouveau cadre géopolitique et de l'expansion explosive des technologies de l'information et de la communication, on a assisté à la fin du XX^e siècle à une accélération de la mondialisation du système économique et financier et des problèmes écologiques associés à ce système.

On doit entendre par mondialisation ou globalisation une élévation des plateformes d'action de certains agents économiques et sociaux, d'intérêt public ou privé, au-dessus des pouvoirs souverains nationaux. Ces agents sont des entreprises multinationales ou des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, mais qui, en tout état de cause, agissent avec des stratégies supranationales, des stratégies qui ne tiennent pas nécessairement compte d'intérêts spécifiquement nationaux.

Le phénomène de la mondialisation économique se réfère principalement à quatre domaines : les finances, le commerce, la technologie et l'environnement. Il est accompagné d'un phénomène de mondialisation de la culture et de la conscience sociale qui n'est pas incompatible avec une montée de l'importance des racines locales des individus.

La mondialisation des finances

Les possibilités de circulation des capitaux financiers, et plus spécifiquement des capitaux à court terme, avaient été soumises à de nombreux contrôles après la Seconde Guerre mondiale. Dans l'esprit de Bretton Woods, ces mouvements de capitaux pouvaient être déstabilisateurs pour un système de changes fixes. Au cours des années 70, alors que s'effritait ce système et que les pays adoptaient des changes flottants, commença un processus de libéralisation des mouvements de capitaux qui fut rapidement appuyé par l'adoption de technologies électroniques facilitant le traitement des transferts en temps réel.

Les finances ont pour finalité essentielle l'intermédiation entre l'épargne et l'investissement. La mondialisation des finances équivaut donc à la création d'un marché unique universel où se rencontrent les besoins de rendement des épargnants et les besoins d'optimisation du financement par les investisseurs.

La mondialisation de la finance introduit de nouveaux éléments supranationaux pour la gestion des affaires économiques nationales. En effet, dans un contexte de libre circulation des capitaux, des pays pourront soutenir à long terme des situations de déficit extérieur en termes de

transactions courantes, si le dynamisme de leurs projets d'investissement est capable d'attirer l'épargne du reste du monde. Les Etats-Unis, mais aussi de nombreux pays en voie de développement offrant des perspectives de croissance élevée, par exemple en Asie ou en Amérique latine, témoignent déjà de cette nouvelle situation.

Les critères d'attraction de l'épargne mondiale introduisent automatiquement des contraintes dans la politique économique. La finance mondialisée exige des pays que, pour assurer le rendement des capitaux investis, ils adoptent les critères d'une « économie saine », c'est-à-dire qu'ils appliquent les principes de l'économie de marché et qu'ils évitent les déséquilibres internes, monétaires et budgétaires. De même, la finance mondialisée impose aux entreprises qui veulent accéder aux marchés financiers des règles de comportement qui poursuivent des objectifs de rendement et sont soumises à un contrôle permanent de performance.

En d'autres termes, la mondialisation de la finance conduit inexorablement à un modèle uniforme de gestion des affaires économiques par les Etats et par les entreprises. Ce modèle dérive tout naturellement de l'idéologie libérale de l'économie de marché caractéristique du nouveau cadre géopolitique.

La mondialisation des finances et la libéralisation généralisée des mouvements de capitaux à court terme introduisent des éléments nouveaux d'instabilité, en particulier dans les pays en voie de développement. La volatilité des marchés financiers et leur instabilité structurelle ont déjà mis en évidence leurs effets pervers dans ce domaine : effet tequila, crise du Sud-Est asiatique, crise brésilienne, crise argentine. Les taux de change deviennent un facteur de vulnérabilité qui, à son tour, exerce une pression pour une adoption des principes de l'« économie saine » par les pays en voie de développement, quel que soit le coût social intérieur des politiques monétaires restrictives.

La mondialisation du commerce et de la production

La philosophie de Bretton Woods, opposée à la libre circulation des capitaux, était par contre très favorable à la libéralisation du commerce mondial comme moyen d'augmentation de la croissance et de création de processus de rapprochement économique entre pays. C'est ainsi que, sous l'égide du GATT, les restrictions quantitatives et les droits de douane qui découlaient de politiques protectionnistes, voire parfois autarciques, furent progressivement démantelés. Ce mouvement s'est accéléré au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle sous l'impulsion de l'application du principe de la nation plus favorisée (qui étendait à d'autres pays les concessions commerciales existantes entre partenaires) et de l'extension du domaine couvert (jusqu'à inclure le commerce des services) et du nombre de pays intéressés par le processus, ce qui a abouti à la création d'une institution « mondiale », l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Progressivement, les accords internationaux conclus sous l'égide de l'OMC érodent les marges de manœuvre des politiques commerciales nationales et réduisent l'importance des options protectionnistes. Même si ces dernières continuent à exister, elles reposent chaque fois plus sur des obstacles non tarifaires (règlements techniques, règles d'origine, etc.) sur lesquels est déjà centrée l'activité de l'OMC, dont l'objectif final semble être l'établissement d'un marché unique mondial (suivant, en grande partie, l'exemple de l'Union européenne dans ce domaine).

Conséquence de cette évolution, le commerce mondial augmente toujours plus vite que la production mondiale, et on assiste donc à une progression de l'interdépendance économique.

En parallèle avec ce processus de libéralisation du commerce, on constate, à la fin du XX^e siècle, une augmentation du nombre d'entreprises qui produisent dans différents pays en fonction de stratégies qui ont un caractère mondial, c'est-à-dire supranational. Alors que les entreprises multinationales de l'après-guerre incorporaient différentes stratégies nationales selon les pays où elles étaient présentes, les nouvelles entreprises mondiales ou globales adoptent des stratégies mieux adaptées au fonctionnement mondialisé de la finance, optimisant l'ensemble de leur production, avec une référence chaque fois plus réduite aux contextes nationaux dans lesquels se concrétisent leurs activités. C'est ainsi que se développent rapidement le commerce international intra-entreprise et les opérations commerciales de perfectionnement.

C'est dans ce contexte qu'il faut donc situer les facteurs de localisation et l'importance croissante dans la stratégie des firmes mondiales des disponibilités de capital humain, de capital technologique et de capital organisationnel dans les territoires.

Une conséquence de la mondialisation de la production et du commerce est l'augmentation du poids économique de la Chine et des pays du Sud-Est asiatique. Dans ces pays, le passage de la planification à l'économie de marché est accompagné par une acceptation de la libéralisation des marchés du travail jusqu'à leurs ultimes conséquences (par exemple le travail des enfants), ce qui a facilité des processus de délocalisation d'entreprises japonaises, américaines et même, dans une certaine mesure, européennes.

Toutefois, la progression extrêmement rapide de la croissance de la production et des revenus dans ces pays met aussi en évidence une évolution vers des processus d'accumulation de capitaux intangibles (humain, technologique et organisationnel) qui maintient la compatibilité à long terme entre économie de marché et croissance, mais laisse ouvertes de nombreuses questions sur la durabilité de ces processus (inégalités sociales, surexploitation des ressources naturelles, accroissement des pollutions).

La mondialisation de la science et de la technologie

La science est un bien commun de l'humanité, et comme tel, elle a toujours été mondialisée. Toutefois, spécialement pendant la Guerre froide, s'étaient développées des tendances technonationalistes qui affectaient même les processus de diffusion de la science. Au cours des années 90, les barrières du techno-nationalisme ont été considérablement réduites, et l'accès à la science et à la technologie fondamentale a été facilité pour les chercheurs de tous les pays.

Reste le fait que la technologie, produit final de la recherche appliquée, est appropriable, c'est-à-dire utilisable par des entreprises spécifiques pour acquérir un avantage sur les marchés. Mais même dans ce domaine, on constate une accélération des transferts technologiques internationaux et une augmentation de la vitesse de diffusion des technologies à l'échelle mondiale, en particulier en liaison avec les flux d'investissements directs étrangers (IDE).

La mondialisation de l'environnement

La conscience des limites planétaires a augmenté au cours du dernier quart du XX^e siècle sous l'impulsion de l'opinion publique, mieux informée par les moyens de communication, et d'une augmentation de la réceptivité des Etats et de leur organisation internationale. Cette évolution a été particulièrement mise en évidence par les conférences mondiales sur l'environnement de Rio et de Kyoto, et elle reçoit le soutien d'un grand nombre d'organisations non-gouvernementales.

D'un côté, les ressources énergétiques non renouvelables et les ressources minières, ainsi qu'en général tous les facteurs de production primaires, sont disponibles en quantités qui, tout en étant probablement supérieures aux estimations possibles avec les moyens actuels de détection et d'évaluation, restent en tout état de cause naturellement limitées.

D'un autre côté, il est clair que l'activité humaine, sur le plan de la production et de la consommation, entraîne des émissions polluantes dont la régénération n'est pas toujours possible et dont les effets à long terme présentent des dangers certains pour l'humanité dans son ensemble (effet de serre, destruction de la couche d'ozone).

Cette conscience des limites planétaires et l'évidence que la solution des problèmes globaux de l'environnement passe nécessairement par des actions locales ont induit l'adoption progressive de la notion de développement durable. Cette notion requiert une attention spéciale des Etats pour qu'ils réduisent les consommations unitaires d'énergie et de matières premières ainsi que les émissions polluantes et, en général, pour qu'ils œuvrent pour un développement économique et social axé sur la qualité de la vie plutôt que sur une abondante consommation de biens matériels.

Il est clair aujourd'hui qu'une extrapolation du style de vie des pays industriels avancés au reste du monde se heurterait à des problèmes d'équilibre écologique insurmontables, d'où l'importance des efforts faits, d'un côté, pour modifier ces styles de vie dans le sens de la durabilité et, d'un autre côté, pour promouvoir des processus de croissance plus équilibrés dans les pays en voie de développement.

La notion de développement durable a un contenu éthique qui aide à prendre position en relation non seulement avec les problèmes des ressources naturelles et de l'environnement, mais encore avec la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle développe un concept de richesse du monde et de répartition équitable de cette richesse qui s'érige en contre-pouvoir face à la généralisation de solutions d'efficacité strictement économique et financière.

Aussi assiste-t-on à une mobilisation à l'échelle planétaire d'une société civile capable de contester ouvertement une mondialisation du commerce, de l'économie, des finances, de la science et de la technologie qui creuse au lieu de combler les déséquilibres sociaux existant entre pays et à l'intérieur même des pays. La mondialisation de l'éthique de la durabilité est une tendance émergente en ce début de XXI^e siècle.

La mondialisation en Méditerranée

Les effets de la mondialisation de la finance et du commerce sont déjà très sensibles en Méditerranée.

Les marchés financiers internationaux complètent la pression du FMI pour induire des transformations du financement de la dette publique ou pour obtenir des garanties de convertibilité pour les placements en portefeuille ou les investissements directs. Les entreprises productives étrangères ajoutent un souhait de simplification administrative et de dérégulation pour faciliter le fonctionnement des marchés.

Dans l'ensemble, la mondialisation a mis en concurrence les pays en voie de développement de la Méditerranée avec d'autres pays d'Asie ou d'Amérique latine, plus éloignés de l'Europe certes, mais qui ont adopté plus tôt les règles de l'économie de marché. Ainsi, le volume des investissements directs étrangers, américains ou européens, a été extrêmement faible et, sauf

de rares exceptions (Israël, Tunisie, par ex.), n'a pas contribué à la croissance comme il a pu le faire dans d'autres pays en phase d'industrialisation rapide.

La croissance induite par les investissements directs étrangers recherchant des conditions de localisation favorables (spécialement une main-d'œuvre abondante et peu rémunérée) pour produire des biens ayant pour débouchés les marchés des Etats-Unis, du Japon ou de l'UE, n'a pas pu prendre une ampleur suffisante ; en Méditerranée, l'investissement direct étranger reste encore essentiellement circonscrit au marché intérieur du pays récepteur, surtout lorsque celui-ci est fortement protégé commercialement, ou simplement à l'exploitation des ressources du sous-sol.

En fait, il apparaît que vis-à-vis du phénomène de mondialisation, les stratégies des entreprises à la recherche de conditions favorables de production en termes de facteurs traditionnels ont plutôt opté soit pour des pays membres de l'UE comme l'Espagne, l'Italie, la Grèce ou l'Europe de l'Est, soit pour des pays sous-développés de l'Asie offrant un cadre institutionnel libéralisé et peut-être plus permissif sur les conditions de travail que celui que l'on peut trouver au sud et à l'est du bassin méditerranéen. Il existe certes des exceptions (par exemple la présence des entreprises textiles européennes en Afrique du Nord et en Turquie, avec l'objectif de fournir le marché communautaire), mais il est clair que les grands secteurs qui ont aujourd'hui des stratégies mondiales (l'automobile, l'électronique, les communications, la métallurgie ou la chimie) n'interviennent que marginalement dans la zone en voie de développement de la Méditerranée.

Dans un contexte de finances mondialisées, les projets d'investissement rentables qui peuvent avoir recours au financement sont en concurrence permanente. Les investisseurs mondialisés répondent à des stratégies qui, en général, font abstraction des considérations nationales. Dans ce nouveau contexte, on peut se poser la question de savoir quelles sont les raisons qui expliquent les différences de développement des territoires.

Il est évident que la disponibilité de facteurs de production primaires, par exemple de pétrole en Algérie ou en Egypte, reste essentielle pour le développement d'industries de base qui utilisent les dérivés du pétrole ou qui requièrent une disponibilité d'énergie en abondance. Mais il semble aussi que dans les localisations de secteurs émergents interviennent des disponibilités locales d'une autre nature.

La main-d'œuvre constitue le véritable capital humain. Sa formation et l'accès aux connaissances technologiques dispensées par les universités et les centres de recherche sont primordiaux. Un rôle fondamental est joué par des facteurs divers liés au bon fonctionnement des systèmes opérationnels (en particulier des services publics) et à la qualité de vie. Le développement n'est plus un processus, souvent forcé, d'industrialisation dans les secteurs de base, il est devenu un problème plus complexe dans lequel interviennent massivement des facteurs sociaux et institutionnels.

Dans le contexte de la mondialisation, le succès des territoires dépend de leur capacité à assumer un véritable projet global, c'est-à-dire un projet qui incorpore l'évolution mondiale et les capacités locales d'accumulation de capitaux intangibles. Les pays méditerranéens membres de l'UE semblent avoir saisi cette opportunité, bien qu'ils continuent à souffrir de nombreuses carences, en particulier en matière de capital technologique. Mais la plupart des pays en voie de développement du reste de la Méditerranée sont loin d'avoir réalisé la transition de l'agriculture à l'industrie de base et aux manufactures que les nouvelles conditions de la compétitivité établissent comme un préalable.

Dans ces derniers pays, le développement de l'industrie reste très précaire, avec un important secteur informel de travailleurs autonomes et de nombreuses micro-entreprises qui ne sont pas préparées à faire face aux défis des nouvelles technologies et de la concurrence dans une économie de marché libéralisée.

LA MÉDITERRANÉE ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE

Le rôle des Etats-Unis

La chute du mur de Berlin en 1989 marque une date qui peut stigmatiser le profond changement de cadre géopolitique mondial qui a eu lieu à cheval entre la décennie des années 80 et celle des années 90. La construction socialiste d'économie planifiée régie par l'Union soviétique s'est effondrée, de même que le pouvoir politique de cette dernière. La Guerre froide, caractérisée par une confrontation permanente à l'échelle mondiale entre deux systèmes cohérents d'organisation sociale et politique et de fonctionnement opérationnel de l'économie, a pris fin de manière inopinée et surprenante.

En l'espace de quelques années, les Etats-Unis se sont retrouvés sans cet adversaire majeur qui, outre un important pouvoir militaire, offrait une solution alternative à l'économie de marché. Pendant la Guerre froide, le monde entier était divisé par deux grandes forces idéologiques, et la possibilité de faire basculer un pays d'un côté ou de l'autre de la barrière encourageait une escalade permanente qui ne se limitait pas uniquement aux questions militaires ; elle affectait aussi les politiques d'aide au développement et même les politiques culturelles.

A partir de 1990, les principes traditionnels d'Occident, le fonctionnement démocratique des institutions, le respect des libertés individuelles et le libéralisme économique traduit par l'économie de marché s'imposent ouvertement à l'échelle du monde. Les pays à économie planifiée commencent une transition plus ou moins marquée par la rupture vers l'économie de marché et la démocratie représentative.

Dans les autres pays du monde, qui n'avaient pas nécessairement adopté les principes de l'économie planifiée ou le régime communiste, mais à l'intérieur desquels le débat marché-planification était toujours vivant, on a aussi assisté à un vaste mouvement de dérégulation et de libéralisation pour améliorer le fonctionnement des marchés. Dans de nombreux cas, les fonctions des Etats-Providences qui avaient cherché une voie de conciliation entre socialisme, planification et libéralisation du marché ont été réduites, et, en particulier, les activités publiques à caractère monopolistique ont été ouvertes à la concurrence. Ce phénomène peut être constaté même au sein des Etats-Unis d'Amérique, renforçant ainsi la portée de l'idéologie sortie victorieuse de cette confrontation à l'échelle planétaire.

L'organisation économique internationale, et particulièrement le Fonds monétaire international, ont trouvé dans ce nouveau contexte l'occasion de diffuser le principe d'une « économie saine », une économie en équilibre du point de vue macroéconomique (stabilité des prix, équilibre budgétaire public, taux d'intérêts instrumentaux pour la politique anti-inflationniste), un secteur public de dimensions réduites et un commerce extérieur et des mouvements de capitaux libéralisés. Ces principes inspirent les recommandations d'ajustement structurel qui sont faites par ces instances aux pays en transition et aux pays en voie de développement.

Sur le plan de la géopolitique internationale, les Etats-Unis, soutenus en général par les partenaires occidentaux et par l'ONU, ont poursuivi une politique active d'intervention dans

les conflits régionaux (Guerre du Golfe, Balkans, Irak ou Palestine), cette fois normalement légitimée par l'absence des solutions alternatives qui pouvaient être avancées au moment de la Guerre froide. En parallèle, on a assisté à la consolidation du processus d'intégration de l'UE, surtout sur le plan économique (évolution vers un marché unique d'abord, vers une union monétaire ensuite), et à la montée de nouveaux pouvoirs en Asie, au Japon d'abord, en Asie du Sud-Est ensuite et, finalement en Chine et en Inde, confirmant ainsi la capacité de croissance et de développement de la région Pacifique.

Il est clair que ce changement de cadre géopolitique mondial, observé au cours de ces dix dernières années, conditionne, et va conditionner, le développement de tous les pays du monde, et en particulier de ceux qui ne disposent pas encore des infrastructures et des structures productives qui rendent aujourd'hui possible le bon fonctionnement des systèmes économiques et politiques dans les pays industriels avancés. La Méditerranée, un ensemble régional constitué de vingt-deux pays, dont certains sont membres de l'UE et d'autres en voie de développement, est une région stratégique qui vit intensément les évolutions économiques et géopolitiques du monde.

Pour diverses raisons, après la Seconde Guerre mondiale, une partie de la Méditerranée est restée sur le pied de guerre, avec une présence politique importante des deux pays hégémoniques, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, ainsi que des alliés européens de l'UE. La fin de la Guerre froide a été marquée initialement par l'apparition d'une zone conflictuelle nouvelle, celle des Balkans, par suite du démembrement de la Fédération de Yougoslavie, qui en est arrivée à des formes de violence militaire en Bosnie et au Kosovo et a requis l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés.

Pour les Etats-Unis, c'est l'ensemble du Moyen-Orient et de la Méditerranée qui requiert une attention stratégique prioritaire, surtout après la décolonisation européenne et l'augmentation du rôle des réserves pétrolières de la zone. On peut remarquer à ce propos le rôle essentiel des Etats-Unis dans la recherche de solutions (souvent, hélas, temporaires) après l'effondrement de l'Union soviétique (qui avait des intérêts stratégiques évidents dans la zone) et du fait d'une certaine faiblesse politique de l'UE sur ce terrain, malgré la proximité géographique et l'importance des enjeux économiques. En ce qui concerne cette dernière, sur le plan géopolitique, l'évolution vers une politique extérieure commune a été lente et difficile, les pays membres de l'UE préservant sur ce point des intérêts historiquement très différents. La grande diversité des nations européennes, qui constitue un atout dans un monde économique concurrentiel, représente un sérieux handicap lorsque sont abordées des questions relatives à la sécurité et aux relations politiques avec le reste du monde.

La zone méditerranéenne en proie à des conflits politiques

La zone méditerranéenne a été et est encore confrontée en permanence à des conflits politiques internes et externes qui rendent difficile le fonctionnement des institutions démocratiques et des mécanismes de l'économie sociale de marché. La conflictivité méditerranéenne a une solide base historique et, à la fin du XX^e siècle, les sources de tension et les confrontations sanglantes sont nombreuses :

- **le nombre d'Etats indépendants** ne cesse d'augmenter du fait de la tendance des groupes sociaux à se fragmenter, souvent pour des motifs économiques et religieux (par exemple, dans le cas de l'ex-Yougoslavie, entre la Serbie orthodoxe, la Croatie catholique et la Bosnie partagée entre orthodoxes, catholiques et musulmans) ;

- **les conflits régionaux internes** restent importants (indépendantisme corse en France, ou kurde en Turquie, recherche de nouvelles formes d'autonomie en Kabylie) ;
- **les conflits réels ou latents entre nations** restent une source d'instabilité politique : les relations d'Israël avec l'Autorité palestinienne, avec la Jordanie et l'Égypte ou encore avec le Liban et la Syrie ; celles entre l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental ; le partage de Chypre et les relations gréco-turques ; et même les problèmes potentiels des enclaves espagnoles au Maroc (Ceuta, Melilla) et de la situation anachronique de Gibraltar.

Bon nombre de pays méditerranéens du Sud étaient encore à une époque relativement récente contrôlés par des pays européens : le Maghreb, le Liban et la Syrie par la France ; l'Albanie et la Libye par l'Italie ; le Maroc par l'Espagne ; l'Égypte, Chypre et Malte par la Grande-Bretagne. Le retrait des pays européens a eu lieu pendant les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, et la Méditerranée est passée alors sous l'hégémonie des États-Unis, dont la VI^e flotte devait éviter toute extension du pouvoir soviétique dans la zone. Cet écartèlement entre le Nord et le Sud et entre l'Ouest et l'Est a contribué à établir le climat d'incertitude politique qui explique en bonne partie la faiblesse de la croissance économique. Il est difficile pour les capitaux privés (spécialement ceux venant de l'étranger) de s'investir dans une zone géographique à l'avenir politique incertain.

Le processus d'élargissement de l'UE est en train de créer une nouvelle tendance à la stabilité politique dans la zone. Chypre, Malte, la Slovaquie ou la Turquie ont déjà clairement opté pour l'UE ; les Balkans en général commencent à voir dans l'UE le point d'ancrage pour leurs nouvelles démocraties ; le Maroc et la Tunisie voient dans leurs accords avec l'UE le chemin de la modernisation ; l'Algérie et la Libye retrouvent avec la hausse des prix énergétiques de nouvelles raisons de se rapprocher du grand marché de l'UE. Lentement, la conflictivité de la Méditerranée semble se concentrer dans le voisinage d'Israël où, une fois encore, la paix et la stabilité pourraient être stimulées et garanties par un rapprochement conjoint avec l'UE.

Au début du XXI^e siècle, le facteur nouveau de la politique méditerranéenne est la progressive prise de conscience du fait que la régulation de la zone passe peu à peu des États-Unis à l'Union européenne, au moins sur le plan économique. Il est clair que sur le plan géopolitique, les États-Unis sont plus actifs que l'UE pour canaliser l'aide aux pays impliqués dans le conflit israélo-arabe (Israël, Égypte, Palestine, Jordanie) et que les parties balkanique et gréco-turque de la Méditerranée sont aussi largement dépendantes des politiques extérieures américaines. Mais les États-Unis ont montré à plus d'une reprise, ces dernières années, leur souhait d'un rapprochement de l'UE et de cette vaste zone encore sous leur influence hégémonique. C'est ainsi que, par exemple, ils ont favorisé l'adhésion de la Turquie à l'UE comme voie de consolidation de la présence de l'OTAN ou ont encouragé la politique de partenariat commercial d'Israël avec l'UE.

Il n'en reste pas moins que les États-Unis continuent de jouer un rôle déterminant par leur pouvoir militaire et leur capacité d'intervention pour résoudre les conflits en Méditerranée et au Moyen-Orient et par leur volonté de promouvoir l'« économie saine » et le multilatéralisme comme réponse à l'« économie sociale de marché » et au régionalisme que propose spécifiquement en Méditerranée l'Union européenne.

Enfin, il est nécessaire de signaler que, autant pour l'UE que pour les États-Unis, la Méditerranée a été, au cours du dernier quart du XX^e siècle, plus une zone à problèmes qu'une zone d'opportunités. Sur le plan des opportunités économiques et politiques, l'UE s'est orientée

plutôt vers l'Europe de l'Est, et les Etats-Unis vers le Pacifique, tous les deux ayant par ailleurs montré leurs intérêts en Amérique latine. C'est bien sur le plan des problèmes qu'il faut situer la conflictivité territoriale, la concentration de ressources énergétiques capables de déséquilibrer l'économie mondiale, ou les phénomènes migratoires. C'est la conscience de la nécessité de transformer ces problèmes en opportunités qui explique la nouvelle politique méditerranéenne de l'UE et, dans une moindre mesure, le soutien par les Etats-Unis et le FMI des politiques d'ajustement structurel de la zone.

Les tendances lourdes de l'intégration européenne

Entre 1985 et 2000, le processus d'intégration européenne a subi une accélération qui n'était pas prévisible à la lumière de l'évolution des décennies précédentes. L'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, d'abord, celle de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, ensuite, et la réunification de l'Allemagne ont élargi l'espace culturel et économique bien au-delà des simples quantifications des accroissements de population ou de marchés ; le marché unique de 1992 a confirmé l'importance d'étendre la libéralisation commerciale du Marché commun au-delà des principes du tarif extérieur commun, pour éliminer les barrières techniques aux échanges et pour ouvrir les portes aux mouvements des services, traditionnellement enfermés dans les frontières nationales ; et les accords de Maastricht ont introduit un processus transparent d'évolution vers une monnaie unique qui a révolutionné les habitudes des politiques économiques traditionnelles et a rapproché en peu d'années l'Union européenne du concept émergent d' « économie saine ».

L'Union monétaire européenne, avec la création d'une banque centrale et d'une monnaie unique, marque donc la réalisation du but final de toute intégration économique. Avec l'euro, l'UE a fait un pas décisif vers la supranationalisation de son économie. Les transferts de souveraineté nationale à l'échelon communautaire sont importants : les Etats-membres de l'UEM ne sont plus libres d'utiliser la politique monétaire pour stimuler la croissance ou freiner l'inflation, et ils sont fortement contraints par d'autres règles communes de stabilité pour ce qui est de leur politique budgétaire.

Au cours de cette période, l'UE a vécu un débat permanent entre la notion d'élargissement et celle d'approfondissement, dans la mesure où, pour de nombreux agents, ces deux stratégies d'évolution étaient incompatibles. En fin de compte, les changements en Europe de l'Est qui ont suivi la fin de la Guerre froide ont rendu inéluctable l'adoption d'un nouveau programme d'élargissement, alors que la réunification de l'Allemagne a servi de point d'appui à l'ambitieux programme d'approfondissement que constitue l'Union économique et monétaire. Restent les problèmes de compatibilité de ces deux programmes qui sont au cœur des réflexions prospectives actuelles sur la structure et le fonctionnement futur de l'UE.

En parallèle avec cette évolution stratégique et de manière implicite, l'UE a utilisé pour le développement de son système productif, outre le principe général du traitement de la nation la plus favorisée, un principe nouveau de reconnaissance mutuelle (le principe du « *cassis de Dijon* » : le produit qui remplit des conditions normatives minimales et qui est certifié acceptable dans un pays de l'UE l'est nécessairement dans les autres) qui a facilité l'élimination des barrières techniques aux échanges, mais qui, en même temps, a permis une structuration économique de l'Europe en base à une plus grande diversité, réduisant les processus d'harmonisation à des normes communes minimales.

En adoptant le principe de reconnaissance mutuelle et en généralisant son application bien au-delà des simples relations commerciales jusqu'à atteindre la reconnaissance mutuelle dans les domaines institutionnels, l'UE a sérieusement freiné les tendances centralisatrices, les remplaçant par des tendances favorisant la subsidiarité, et même la concurrence entre systèmes de régulation (par exemple dans le domaine fiscal). C'est ainsi que peuvent coexister au sein de l'UE des systèmes de protection sociale et des services publics très différents, avec des rapports dans les relations privé-public souvent divergents, ou encore, sur le plan des conditions de travail, une multitude de modes de fonctionnement.

On a pu constater ces dernières années que l'ouverture totale des marchés dans un cadre caractérisé par des systèmes opérationnels très différents stimule la suppression de l'inefficience, spécialement dans le secteur public, mais ne constitue pas une atteinte sérieuse aux conditions de la concurrence. La finance ou la production n'ont pas montré de tendances lourdes à se déplacer au sein de l'UE simplement par suite de différences dans les systèmes de régulation nationaux, dans la mesure où, dans la plupart des cas, il y a compensation entre avantages et inconvénients des systèmes offerts. L'UE a démontré que la gestion des économies modernes est très complexe et qu'il n'y a pas de solution unique à tous les problèmes qu'elle pose.

La diversité comme facteur d'intégration et de cohésion

Cette constatation a renforcé le concept de diversité comme facteur d'intégration et de cohésion et non pas, comme on aurait pu le supposer a priori, comme facteur de divergence. La diversité se réfère :

- aux styles de vie et aux fonctions de consommation et favorise le multiculturalisme et le régionalisme comme éléments complémentaires de l'euro-périsation et de la mondialisation ;
- aux systèmes productifs, en explicitant le rôle des spécialisations en fonction de facteurs de localisation (traditionnels ou modernes) ;
- et aux systèmes opérationnels, les infrastructures, l'aménagement du territoire, les services publics.

- **La diversité de la consommation** est complétée par des mécanismes de diffusion à l'échelle européenne d'éléments constitutifs des systèmes locaux, en s'appuyant sur les mouvements internes des populations, permanents ou temporaires, qui élargissent les composantes de l'offre de biens et services.

- **La diversité de la production** se réfère plus aux structures productives qu'aux productions spécifiques de certains biens et services pour lesquelles le marché unique offre des possibilités évidentes d'économies d'échelle et qui ont entraîné des concentrations et des délocalisations au niveau des grandes entreprises. La diversité des structures productives se réfère plutôt aux contextes plus associatifs et interdépendants des districts industriels, dans lesquels le tissu des PME acquiert sa véritable capacité compétitive.

- **La diversité des systèmes opérationnels** implique des mécanismes de conversion qui facilitent les connexions entre systèmes, comme c'est le cas pour les simples communications dans la diversité linguistique de l'Europe ou pour le transport et ses différentes composantes.

C'est sur la base de cette diversité de la consommation, de la production et des systèmes opérationnels que s'établit en grande partie la capacité compétitive de l'UE dans l'économie mondiale, où elle peut offrir à la fois des produits diversifiés, des conditions de production de tous types et des expériences multiples en matière d'organisation sociale. L'approfondissement de l'intégration institutionnelle sur la base du principe de subsidiarité pousse en même temps

vers la décentralisation et le renforcement de la diversité territoriale. De nouvelles forces interviennent aux niveaux régionaux et locaux, qui à leur tour rapprochent des citoyens les décisions relatives à la qualité de vie (santé, éducation, transports, etc.) et donnent du contenu au concept de développement durable et à celui de cohésion sociale.

D'une certaine manière, les Etats-membres de l'UE évoluent vers une position d'arbitres conciliateurs entre les tendances à l'uniformité supranationale et les tendances à la diversité subnationale. Cette transformation profonde du fonctionnement institutionnel des Etats européens touche profondément les membres de l'UEM, mais elle ne laisse indifférents ni les autres pays membres de l'UE, ni ceux qui ont demandé leur adhésion. L'UE est, au-delà d'un marché unique, une zone de stabilité et de principes communs de gestion économique qui imposent des conditions et ouvrent des opportunités communes, dans un cadre d'intégration qui toutefois permet et même encourage une grande diversité de stratégies.

La crédibilité de l'UE est associée à la précision avec laquelle les calendriers pour les extensions, le marché unique ou l'UEM ont été respectés par les Etats, souvent avec des coûts sociaux et politiques élevés (par exemple la récession à partir de 1993 pour répondre par des politiques monétaires restrictives aux conditions de stabilité adoptées à Maastricht).

Le rythme des engagements nouveaux à caractère communautaire est soutenu ; chaque présidence nationale (tous les six mois) s'efforce d'apporter un élément nouveau sous forme d'engagement à moyen terme devant consolider la construction européenne. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le développement de l'UE comme un Plan glissant qui obéit à la logique d'une intégration économique et à long terme d'une intégration politique.

Les dernières étapes de ce Plan ont déjà acquis cette confirmation communautaire qui, en quelque sorte, les rend inéluctables : c'est ainsi que l'euro a remplacé sur les marchés plusieurs monnaies nationales et que par vagues successives les pays d'Europe de l'Est se joignent à l'UE en suivant les calendriers établis ; c'est ainsi que se met en place une nouvelle architecture institutionnelle (Constitution européenne) redéfinissant les pouvoirs des organes comme le Parlement et la Commission.

On se rend compte ainsi que même si l'objectif ultime de l'intégration économique peut être considéré comme atteint avec l'union monétaire, il reste encore une abondante matière politique à développer pour faire de l'UE un centre de pouvoir comparable à celui des Etats-Unis. Implicitement, c'est là le nouvel objectif du Plan, un objectif chaque jour plus indispensable pour consolider l'acquis économique communautaire. Le Plan a une logique implicite qui permet de construire un futur commun, même si parfois il est nécessaire d'utiliser des géométries variables, c'est-à-dire de respecter la diversité et la subsidiarité jusqu'à ses dernières conséquences.

Dans ses relations avec le reste du monde, l'UE offre, de manière plus ou moins explicite, son organisation en base à la diversité et à la reconnaissance mutuelle comme modèle d'une éventuelle intégration mondiale et se situe donc à l'avant-garde et en prototype de l'évolution future de l'OMC. Dans ces conditions, le modèle européen est attrayant, car il propose aux nouveaux membres de l'Union les avantages d'une grande entité économique sans qu'ils doivent nécessairement abandonner leurs spécificités, même s'il est évident que le principe de reconnaissance mutuelle implique une mise à niveau qui pose des contraintes préalables de convergence parfois très astreignantes. Ainsi, l'UE garde la porte ouverte pour de nouvelles adhésions et développe en même temps un réseau d'accords avec d'autres pays permettant un plus grand rapprochement économique, politique et social avec le modèle européen.

Les accords avec des pays tiers ont évolué à partir de 1985, complétant les composantes initiales (ouverture unilatérale de certains marchés de produits manufacturés généralement dans le cadre du Système de préférences généralisées, ouverture commerciale étendue à l'agriculture avec certains pays des anciennes colonies et programmes d'aide sans contrepartie centrés sur l'assistance technique) par des cadres élargis de coopération incluant la coopération économique (soutien aux rapprochements d'affaires des entreprises), la coopération institutionnelle (transfert d'expériences en matière de fonctionnement des systèmes politiques, économiques et sociaux), la coopération scientifique et technologique (dans le sens de programmes de recherche communs) ainsi que la coopération politique. Ces dernières années, ces nouveaux accords ont été complétés par la proposition de zones de libre-échange (en général, avec d'importantes exceptions en matière de produits agricoles, mais en restant dans les concepts de libéralisation des échanges compatibles avec les règles de l'OMC).

Il faut remarquer que le concept de coopération institutionnelle est très vaste et peut incorporer les principes qui ont servi pour construire le Marché unique. En fait, implicitement, l'UE offre la possibilité aux pays tiers d'une véritable homologation de leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, avec le degré de diversité et avec les normes communes minimales du modèle européen.

Les discussions qui ont eu lieu à la fin des années 90 entre l'UE et les USA pour la création d'un Marché transatlantique, où les négociations en cours pour la création d'une zone de libre-échange interrégionale entre l'UE et le Mercosur ont bien montré le souhait européen de proposer ce concept de « marché unique » à tous les partenaires commerciaux qui seraient intéressés à renforcer leurs liens avec l'Europe.

L'UE a été créée comme une communauté de nations désireuses de mettre fin aux conflits sanglants qui les avaient opposées pendant la première moitié du XX^e siècle. Ces nations avaient opté pour une démocratie respectueuse des droits de l'homme et reposant sur un système d'économie sociale de marché. Les élargissements successifs de cette union et l'abandon par les Etats-membres de certaines prérogatives sur lesquelles reposait la souveraineté nationale ont servi pour constater le succès d'un processus d'intégration unique au monde.

L'acquis communautaire dans son sens le plus large, incluant la législation et les pratiques communes, mais aussi les principes fondamentaux des démocraties occidentales, a établi des conditions incontournables pour les nouvelles adhésions, même si les négociations devaient dans chaque cas prévoir des périodes transitoires d'adaptation. Les pays méditerranéens qui, de différentes manières, ont déjà exprimé leur souhait de s'intégrer dans l'UE et ceux qui envisagent cette éventualité dans leurs scénarios à moyen et long terme connaissent ces conditions et les contraintes qu'elles imposent sur leur situation actuelle.

L'intégration Nord-Sud en Méditerranée

Au cours de la période 1985-2005, certains pays méditerranéens ont fait pleinement partie de l'UE, adoptant la totalité de l'acquis communautaire et rééquilibrant vers le Sud, dans une certaine mesure, l'intérêt européen. Aujourd'hui, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Slovaquie, Malte et Chypre apportent 40 % du PIB de l'UE et constituent par ailleurs un pôle de croissance supérieur à la moyenne, ce qui explique que l'intérêt de l'UE pour la Méditerranée a de facto grandi.

Depuis 1970, date des premiers accords économiques avec la Turquie, le Maroc et la Tunisie, la Commission de l'UE a développé par étapes une politique de coopération (commerciale,

sociale et financière) qui trouve son aboutissement lors de la Conférence de Barcelone de 1995, au cours de laquelle le contenu de nouveaux accords a été défini : ces nouveaux accords, qui sont mixtes (c'est-à-dire qu'ils comportent des compétences à la fois communautaires et nationales), doivent aboutir à établir des zones de libre-échange entre l'UE et les pays signataires méditerranéens, à l'horizon 2010, avec la libre circulation des capitaux, la convertibilité monétaire et le respect des règles de la concurrence. Sur le plan de la coopération, ces accords ont renforcé les activités déjà existantes de nature économique, sociale et culturelle financées par des fonds communautaires.

L'expérience européenne a stimulé plusieurs initiatives au cours des dernières décennies dans les pays du sud de la Méditerranée :

- le Marché commun arabe fut créé au Caire en 1964, réactualisé en 1981, et a donné lieu à la Convention du Caire (17 février 1997) instituant la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) qui réunit 18 des 22 pays de la Ligue arabe (Méditerranée et Golfe) et se fixe comme objectif une libéralisation totale du commerce intra-arabe en 2008 ;
- au Maghreb, l'UMA (Union du Maghreb arabe) réunit à partir de 1989 l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie, autour d'un projet de libre commerce et de libre circulation des facteurs primaires, capital et travail (projet qui est aujourd'hui appuyé par les Etats-Unis comme voie de normalisation de l'offre de pétrole et de gaz de la zone) ;

Malgré cela, le commerce intra-arabe continue à être endémiquement faible et représente à peine 10 % du total du commerce de la zone.

Le processus d'intégration régionale Sud-Sud en Méditerranée a soudainement pris une nouvelle dimension avec la proposition européenne de créer une zone de libre-échange Nord-Sud. Depuis la Déclaration de Barcelone (1995) a pris forme une nouvelle tendance vers un rapprochement institutionnel des pays méditerranéens avec l'UE qui vient confirmer et renforcer ce qui était déjà une réalité commerciale. Cette évolution est favorable à une régionalisation de la Méditerranée puisque les accords de libre commerce avec l'UE doivent être complétés par des accords semblables entre les parties contractantes, c'est-à-dire que l'intégration Sud-Sud doit accompagner l'intégration Nord-Sud. Par ailleurs, la perspective du bloc régional nord-américain de l'ALENA (qui réunit aussi dans une zone de libre-échange des pays industrialisés et des pays en voie de développement) a relancé le débat stratégique entre ouverture multilatérale (mondialisation) et ouverture et intégration régionales (régionalisation).

VERS UNE PERSPECTIVE MÉDITERRANÉENNE

Atouts et contraintes de la Méditerranée

Certaines caractéristiques de la Méditerranée méritent d'être mises en évidence.

La Méditerranée comme bien commun

La région méditerranéenne, avec ses 22 pays, ses 420 millions d'habitants et ses 8,6 millions de kilomètres carrés, trouve son identité dans une mer au milieu des terres, la Méditerranée.

L'existence de cette mer intérieure est associée à de nombreuses activités productives : les services de transports, la pêche et le tourisme. Les transports maritimes enrichissent les ports et les activités productives qui leur sont reliés ; la pêche, même si elle n'est pas aussi abondante que dans les océans, justifie aussi une activité productive.

Ces deux types d'activités sont encore aujourd'hui générateurs de revenus et de postes de travail, mais ils ne peuvent plus être considérés comme des moteurs de croissance dans les économies contemporaines. Parfois, ils représentent même des freins à un développement durable lorsque les transports polluent le milieu maritime ou lorsque la pêche porte atteinte à des ressources non renouvelables.

Restent donc, comme principal atout de la région, l'existence du littoral méditerranéen et les conditions climatiques qui le caractérisent. Le tourisme constitue la principale activité directement reliée au littoral et au climat. Le tourisme de « soleil-plage » a constitué un puissant moteur de développement pour plusieurs pays méditerranéens, et en particulier pour ceux qui aujourd'hui font partie de l'UE. La demande internationale, et en particulier la demande provenant de l'UE, ne cesse de croître : le tourisme est un service dont la consommation augmente nécessairement plus que la moyenne de la consommation des ménages ; c'est un service d'ordre supérieur avec une élasticité-revenu élevée et qui peut occuper une partie chaque fois plus importante des budgets-temps à mesure que le temps disponible augmente (par l'augmentation de l'espérance de vie) et que les temps de travail se réduisent et se flexibilisent.

Il est clair que comme toute autre activité productive, le tourisme est soumis à des règles de concurrence et que le tourisme de base « soleil-plage » qu'offre le littoral méditerranéen est concurrencé par des offres similaires plus éloignées dans l'espace ou par des offres de tourisme « intérieur » qui répondent bien à la soif de connaissances de la population des pays industriels avancés. Il est tout aussi clair que le tourisme « soleil-plage » des années 60, qui exploitait directement les ressources naturelles sans souci de leur durabilité, est progressivement remplacé par un tourisme qui continue essentiellement à chercher une offre « soleil-plage » mais qui est soucieux de retrouver un environnement naturel bien préservé ; par ailleurs, il est évident que le tourisme « soleil-plage » est indirectement de plus en plus complété par des activités sportives, médicales, culturelles, etc. qui permettent de diversifier l'offre de services et de mieux la distribuer à l'intérieur de l'année, réduisant le caractère fortement saisonnier du tourisme « soleil-plage » traditionnel.

On commence ainsi à assister à une transformation progressive du littoral méditerranéen qui, tout en étant un important centre de loisirs pour touristes, devient un lieu de résidence pour retraités, mais aussi pour les travailleurs de la société de l'information, attirés dans certains endroits par un niveau élevé de qualité de vie et des services qui facilitent leur insertion. Ce dernier phénomène est déjà clairement perceptible dans le littoral des pays méditerranéens de l'UE. Comme l'indique l'exemple américain (Floride, Californie), un littoral offrant des possibilités touristiques et résidentielles adaptées aux besoins de la société moderne et situé dans un environnement bien préservé reste un atout de premier ordre pour un modèle de développement économique compatible avec l'environnement.

La diversité méditerranéenne

Si, sur le plan géographique, le littoral méditerranéen forme un ensemble relativement homogène, la population qui occupe ce territoire est très diverse au point de vue culturel et est extraordinairement fragmentée.

Les essais d'intégration du monde arabe, ou simplement du Maghreb, n'ont pas fait des progrès sensibles ces dernières années ; les pays arabes ont choisi des modèles très différents : le Maroc a présenté une demande d'adhésion à l'Union européenne ; l'Algérie, par contre, sous la pression permanente de l'intégrisme, semble s'enfermer sur un développement endogène ; la Libye

vit de la richesse de son pétrole ; l’Egypte cherche le soutien américain pour pallier les problèmes de pauvreté. Le Liban, la Syrie, la Tunisie, offrent encore d’autres réalités ; les pays arabes n’ont ni des visions géopolitiques communes, ni des modèles de développement similaires.

Par ailleurs, la fragmentation de la Méditerranée n’a fait qu’augmenter ces dernières années avec le démembrement de la Fédération yougoslave et la constitution de cinq nouveaux Etats indépendants. Cette disparité des pays peut apparaître comme anti-économique. Les multiples marchés avec des dimensions restreintes ne facilitent pas des productions qui pourraient bénéficier d’économies d’échelle et rendent presque impossibles les innovations technologiques qui, en général, se dirigent vers des marchés de pointe au sein de grands marchés unifiés (cas des USA et de l’UE).

Mais par d’autres aspects, au sein d’un monde qui cherche par la voie de l’économie de marché à augmenter le degré d’intégration, la diversité est plutôt un atout. Comme le montre l’exemple de l’UE, la disponibilité dans un même ensemble, d’une grande diversité de consommation, des productions et des systèmes opérationnels peut être un facteur de compétitivité dans un contexte économique qui cherche, chaque fois plus, une maximisation de la satisfaction de besoins personnels de nature très différente.

En d’autres termes, l’utilisation par une entreprise de l’espace des pays méditerranéens pour développer une stratégie productive devrait contribuer à augmenter sa capacité compétitive en utilisant les éléments de diversité et leurs aspects de complémentarité. Encore une fois, l’expérience récente des pays méditerranéens de l’UE a un caractère exemplaire, avec le développement rapide d’activités productives compétitives dans des domaines traditionnels divers allant de l’habillement à l’alimentation et qui ont des racines locales bien distinctes.

L’utilisation par l’entreprise de l’atout méditerranéen de la diversité est encore sans doute embryonnaire, mais les opportunités ne cesseront de croître, en particulier si les schémas de fonctionnement de l’interdépendance sont simplifiés à l’avenir. C’est ainsi qu’en principe le développement d’une zone de libre-échange entre l’UE et le reste des pays méditerranéens devrait avoir des effets dynamiques, en grande partie par suite d’un meilleur usage compétitif de la diversité méditerranéenne.

La société multiculturelle

En promouvant la mondialisation, l’économie de marché est aussi en train de promouvoir une société multiculturelle. Dans un monde ouvert aux transports et à la communication de biens et services et aux mouvements de capitaux et de personnes, il sera chaque jour plus difficile d’identifier une forme de culture avec un territoire donné. On peut déjà observer comment, du fait des mouvements migratoires, les USA et l’UE sont en train d’accueillir des ressortissants de milieux culturels très divers et construisent de facto des sociétés multiculturelles.

La Méditerranée est un point de rencontre privilégié entre l’islam et la chrétienté et reste sur ce plan exemplaire, malgré le degré de conflictivité qui a souvent accompagné dans le passé cette rencontre des cultures. Le multiculturalisme de la région, dans la mesure où elle saura organiser un dialogue efficace entre les cultures, doit être considéré en principe comme un grand atout pour le développement, au même titre que la diversité économique évoquée ci-dessus, même si aujourd’hui il est vu surtout comme une contrainte.

Le processus d'intégration

L'existence d'un processus d'intégration commerciale entre les pays méditerranéens et la croissance relative des échanges entre l'UE et la Méditerranée constituent en soi un facteur dynamique du processus de croissance.

Comme les exemples de l'Asie du Sud-Est ou du Mexique le montrent, la proximité des pays en voie de développement avec des zones industrielles avancées stimule les investissements directs étrangers et crée donc directement ou indirectement des opportunités d'affaires.

Cet atout de la Méditerranée n'a pas encore été exploité à sa juste mesure, mais les tendances institutionnelles des relations avec l'UE (adhésions, accords de libre-échange) devraient provoquer une intensification des flux d'investissements intra-méditerranéens, appuyant ainsi un modèle de développement cohérent avec les principes de la division internationale du travail. Si nécessaire, de nouvelles institutions régionales pourraient renforcer ce processus.

Les modèles de développement durable

Si la compétitivité impose des conditions d'accumulation de capitaux humains, technologiques et organisationnels, qui ne sont pas encore suffisamment établis dans la région en voie de développement de la Méditerranée, l'exigence de durabilité du modèle de croissance n'est pas vue comme un atout mais plutôt comme une contrainte dans ces mêmes pays.

S'il est vrai que l'absence relative d'industries limite les possibilités de pollution dans les pays les moins développés, il n'en reste pas moins que l'usage de l'énergie et de l'eau est loin d'être efficient dans ces mêmes pays, et en général les pollutions ont tendance à augmenter plus vite que les productions.

Le modèle de développement durable contemporain contemple en parallèle :

- **l'équilibre écologique** sur le plan de l'utilisation des ressources non renouvelables et du contrôle des émissions polluantes de l'environnement ;
- **une économie saine**, au sens d'une macroéconomie en équilibre et en croissance, et un fonctionnement adéquat des marchés sur la base de la sélection naturelle qu'impose la compétitivité des entreprises ;
- **et un système social qui offre des garanties de sécurité individuelle** face aux risques des marchés et des services sociaux qui conditionnent la qualité de vie.

Les pays les plus avancés de la Méditerranée s'approchent de ce concept de développement, même s'ils en sont encore loin, spécialement sur le plan de l'équilibre écologique ; mais la situation est moins favorable dans le reste des pays méditerranéens, et cette situation s'inscrit dans un cercle vicieux qui à son tour réduit les chances de la croissance économique.

Dans l'ensemble, cet examen synthétique de la position de départ de la Méditerranée face au futur qui l'attend au cours des premières décennies du XXI^e siècle montre que, bien qu'il existe des atouts importants sur lesquels peut reposer un développement équilibré de la zone, on est loin de constater que ces atouts sont déjà en voie d'utilisation productive, en particulier dans les pays du Sud, où, par ailleurs, le poids des contraintes est aussi le plus lourd. Alors que les pays de l'UE méditerranéenne sont déjà engagés dans un processus de croissance qui sait exploiter les atouts méditerranéens et minimiser les contraintes, la plupart des autres pays méditerranéens, et en particulier les plus arriérés, cherchent encore le chemin d'un véritable développement durable.

Si les atouts et les contraintes de la Méditerranée sont en principe les mêmes pour son nord comme pour son sud, pour les pays membres de l'UE comme pour les autres, il est clair qu'il existe aujourd'hui un fossé dans le développement de ces deux zones et que tout porte à penser que le Nord saura mieux profiter des atouts disponibles pour répondre aux défis du futur, alors que les contraintes sont déjà moins lourdes que dans le Sud.

Avançons-nous dès lors vers un creusement ultérieur des écarts dans la distribution territoriale de la richesse en Méditerranée ? C'est la question qui est posée à l'analyse prospective.

Partenariat Euromed : scénarios

L'étude des facteurs de changement à l'échelle planétaire des deux dernières décennies (après l'échec de la planification collectiviste) met en évidence :

- la force du concept d' « économie saine » (équilibre macroéconomique, commerce extérieur et mouvements de capitaux libéralisés), concept particulièrement contraignant pour les pays moins développés ;
- l'importance économique croissante de l'UE avec une optique de régionalisation (en Méditerranée, en Amérique latine) et en même temps avec un modèle mondialiste qui théoriquement fait force de la diversité (généralisation des principes du marché intérieur) ;
- les résultats assez décevants des intégrations Sud-Sud (et en particulier en Méditerranée) ;
- l'identification des zones de libre-échange comme axe déterminant des intégrations Nord-Sud (ALENA, AAMed).

Ces facteurs de changement n'ont pas contribué (pour le moment ?) à transformer la « zone de problèmes » (conflits, exclusions) de la Méditerranée en une « zone d'opportunités ». La politique européenne née de la Conférence de Barcelone en 1995 n'a pas servi d'ancrage pour les réformes structurelles nécessaires à une croissance équilibrée dans le Sud méditerranéen ; elle a manqué d'ouverture commerciale compensatoire, et les contributions financières ont été assez peu significatives.

L'UE a eu un agenda très chargé d'approfondissement (euro) et d'élargissement (Europe de l'Est), et ce n'est que récemment que l'intérêt a grandi pour les relations de bon voisinage. En acceptant le principe que la voie de l'élargissement continuera encore au cours des prochaines années avec la présence au sein de l'UE de l'Europe de l'Est et de la Méditerranée (Turquie, Balkans), le concept de « voisinage » s'applique :

- à la Russie (et à d'autres pays de l'ex-URSS) ;
- au Moyen-Orient ;
- et au sud de la Méditerranée.

La partie commune de cette relation de voisinage se réfère à l'offre d'homologation de systèmes politiques, économiques et sociaux lorsqu'ils atteignent le degré moyen de diversité « européenne » et qu'ils remplissent les normes communes minimales du modèle européen. C'est une offre d'« européisation » systémique, étant entendu que la diversité européenne homologue en même temps des systèmes comme le suédois, le grec ou le britannique dont les philosophies sous-jacentes sont souvent profondément différentes et que, en conséquence, les marges de manœuvre sont considérables.

Il n'en reste pas moins que les trois zones de « voisinage » ont des problématiques géostratégiques qui ne sont pas bien comparables ; à l'Est, la Russie devrait être une ligne de contact avec les nouvelles puissances asiatiques (Chine, Inde), une plaque tournante essentielle dans un monde multipolaire ; au Moyen-Orient, c'est la réalité du conflit palestinien à l'épicentre des ressources énergétiques qui réclame la présence politique de l'UE ; en Méditerranée, et en particulier en Méditerranée occidentale, c'est l'économie et la démographie qui demandent une politique de développement consciente aussi de l'arrière-pays africain.

En novembre 2005, « Barcelone +10 » offrira l'opportunité de redéfinir la spécificité de la politique européenne de partenariat tout en faisant un bilan de l'expérience des accords en cours d'exécution. L'UE fera sans doute sentir ses nouvelles préoccupations concernant le terrorisme, le crime organisé, les drogues ou les armes ; c'est donc la coopération politique et de sécurité qui sera renforcée.

En ce qui concerne le partenariat économique et la création d'une zone de prospérité partagée, les nouvelles propositions ne pourront que suivre la ligne du renforcement de l'existant, dans l'espoir que la pauvreté des résultats soit simplement interprétée comme une question de délais naturels (les flux d'investissements et de technologie sont plus difficiles à stimuler qu'on ne le pensait initialement, et la perspective du libre-échange et des accords d'association tarde plus que prévu à mobiliser l'entreprise privée). Lorsqu'on laisse agir le marché, il faut (dira-t-on) se résigner à attendre qu'il réagisse.

C'est donc vers la coopération culturelle et humaine, vers la jeunesse et l'éducation qu'on devra finalement orienter le nouveau partenariat, en essayant d'éviter que l'écart économique et le découragement provoqué par les délais du processus ne finissent par transformer la Méditerranée en « zone frontière » de l'UE plutôt qu'en zone de bon voisinage.

Pour essayer de redonner un sens porteur au partenariat économique dans « Barcelone +10 », il est nécessaire de repenser en termes d'analyse prospective la stratégie implicite dans le développement de l'UE et les scénarios possibles pour la Méditerranée (occidentale). Pour cette analyse, on distinguera trois zones : le centre, la zone d'intégration (Z1) et la zone de voisinage (Z2).

Le centre de l'UE n'a pas une définition géographique stricte ; il résulte d'un « approfondissement à géométrie variable » avec deux ensembles particulièrement marqués institutionnellement (la zone euro et Schengen) et d'autres plus flous (régions d'innovation, grands centres urbains de décision d'entreprises, densités des réseaux, etc.).

La Z1 est formée de pays et régions qui ont adhéré à l'Union, ont adopté l'acquis communautaire et convergent vers le centre (trajectoire de l'adhésion espagnole comme exemple).

La Z2 est conçue comme une zone d'intégration commerciale avec l'UE, avec des relations rapprochant les pays du concept « mondialiste » de « marché unique » (en fait ces « voisins de la Z2 » peuvent très bien ne pas avoir de frontière commune avec l'UE, comme ce pourrait être le cas du Mexique ou du Mercosur, intégrés commercialement par des accords de libre-échange).

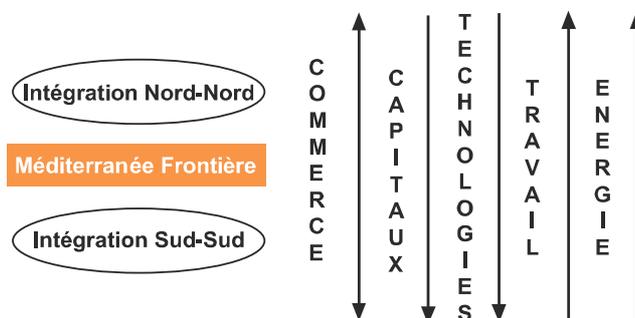
Par le partenariat méditerranéen, les pays d'Afrique du Nord sont partie prenante avec l'offre européenne de la Z2. A l'avenir, on peut envisager le passage de la Z2 à la Z1 par la voie toujours ouverte de futurs élargissements. Mais on doit alors se poser raisonnablement la question de savoir si un élargissement continu de la Z1 ne finira pas par poser un problème

de tension entre le centre (progressivement plus replié sur lui-même et plus inaccessible) et la Z1. L'UE est une institution faite pour régler les relations Nord-Nord. Pourrait-elle devenir une institution d'intégration Nord-Sud ? Le succès des États-Unis d'Amérique réside dans la capacité institutionnelle de l'Union à effacer les divergences N-S ou O-E. Peut-on concevoir une évolution de ce genre dans le contexte institutionnel européen ?

Si, devant les difficultés (qui ne manqueront pas avec les adhésions nouvelles de la Turquie, des Balkans ou de l'Europe de l'Est, plus pauvre), l'UE venait à arrêter définitivement le processus d'élargissement, la Méditerranée deviendrait plus clairement qu'aujourd'hui une frontière géographique Nord-Sud, et les pays africains se situeraient au sein d'une Z2 soumise à la mondialisation (surtout si l'OMC poursuit à l'échelle planétaire l'extension du concept européen de « marché unique »).

Scénario 1

Partenariat de voisinage



On voit bien que la notion de voisins-partenaires commerciaux, qui a un sens lorsque derrière il existe des intérêts économiques et politiques majeurs (Russie, Moyen-Orient), est insuffisante comme ligne d'action européenne en Méditerranée et que le scénario qui en découle n'est pas le plus souhaitable (à moins que – tout est possible même si peu probable – les capitaux privés européens ne trouvent en Afrique du Nord les conditions qu'ils cherchent aujourd'hui en Chine ou que les Américains trouvent aussi au Mexique).

Si l'on se concentre sur la Méditerranée, l'existence d'une relation classique Nord-Sud porte à penser que le soutien financier (aide et prêts) pourrait servir à différencier la situation de voisinage géographique (par rapport aux partenaires commerciaux plus éloignés). On ne peut oublier que le soutien financier américain à l'Égypte est, par exemple, plus du double de celui qu'apporte l'UE à l'ensemble de l'Afrique du Nord, ce qui montre bien qu'il existe une marge importante d'augmentation du côté européen ; on est loin aujourd'hui des ambitions d'un Plan Marshall européen pour la zone méditerranéenne, et on est aussi loin d'avoir une conception claire des priorités et des projets nécessaires pour que le soutien européen, bien que limité, soit au moins efficace.

Afin de donner un contenu économique nouveau au partenariat méditerranéen, il est essentiel de définir des priorités et des projets dans un contexte à long terme, c'est-à-dire avec l'appui d'une analyse prospective rigoureuse.

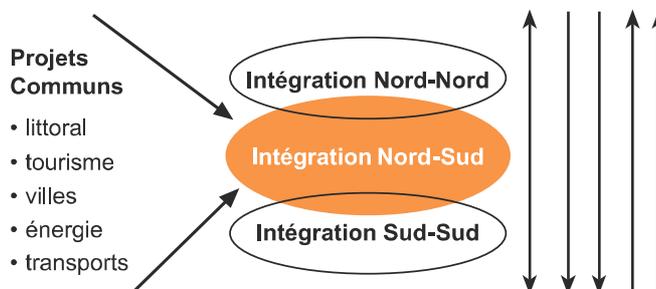
Le Plan Bleu (PAM-PNUE) est l'organisme institutionnel qui a centré son activité dans le domaine de la prospective participative du bassin méditerranéen à l'horizon 2025, et même si à l'origine la préoccupation essentielle de cette initiative était la défense et la protection de l'environnement physique, elle a progressivement évolué pour définir une prospective du développement durable de la zone (avec les trois piliers que sont l'économique, le social et

l'environnemental). La thématique du Plan Bleu sera reprise à d'autres moments dans le Forum de manière détaillée, mais ce qu'il faut retenir sur le plan géostratégique, c'est que la durabilité pourrait très bien devenir le concept central d'une relation de codéveloppement Nord-Sud dans une région (la Méditerranée) où l'aspect environnemental est le principal point commun des pays directement concernés.

Autour de l'identité géographique de la Méditerranée (la mer commune, le climat, les traditions alimentaires, l'agriculture, le tourisme, la sécheresse...) et du concept de développement durable, on pourrait explorer un scénario alternatif à celui de l'eupérisation au Nord et la mer comme frontière physique avec le Sud. Ce serait alors un scénario d'intégration spécifique entre pays riverains qui bénéficierait du soutien de l'UE mais répondrait plus directement aux besoins de la zone. Dans un contexte de « régionalisme ouvert », les pays européens riverains participeraient à la fois de la dynamique d'intégration Nord-Nord de l'UE et de la nouvelle dynamique d'intégration Nord-Sud.

Scénario 2

Partenariat de co-développement



Tout processus d'intégration se caractérise par son évolution double d'élargissement et d'approfondissement. On pourrait donc concevoir comme point de départ de ce scénario alternatif des accords partiels avec un groupe réduit de pays des deux rives (comme ce fut le cas en Europe avec la CECA) sur des sujets concrets (par exemple l'exploitation du littoral et le tourisme), mais dans un cadre institutionnel qui permette une généralisation progressive vers le codéveloppement durable. Il s'agirait en quelque sorte de mettre en marche en Méditerranée un modèle exemplaire d'intégration économique, sociale et environnementale Nord-Sud.

Bien qu'il y ait de multiples initiatives institutionnelles pour mettre sur la voie de la coopération des ensembles plus ou moins larges de pays riverains de la Méditerranée, le scénario alternatif qui vient d'être évoqué n'a pas encore été analysé dans sa totalité. Pourtant, il s'agit bien d'un développement nécessaire si l'on veut éviter les risques de « frontière » inhérents à une politique européenne qui, tout en étant généreuse, reste marquée par le clivage Nord-Sud. Et c'est un développement possible qui s'intégrerait sans trop de difficultés dans le processus de « Barcelone +10 », car peut-on concevoir meilleur soutien au changement structurel que celui qui vise prioritairement l'intégration Nord-Sud ?

Commentaire

de

M. Bachir HAMDOUCH

Professeur à l'Institut National de Statistiques et d'Economie Appliquée

Abordant le même sujet, M. Hamdouch a mis l'accent sur les facteurs de changement à l'échelle mondiale et a émis certaines constations sur le processus de Barcelone.

En matière de changement mondial, le concept de l'économie saine est important mais semble occulter plusieurs volets de développement. Le passage d'une intégration horizontale (Nord-Nord ou Sud-Sud) vers une intégration de type vertical (Nord-Sud) est indispensable. Les Accords de libre-échange en sont l'exemple le plus frappant.

Le rôle des politiques de voisinage dans la réussite d'une intégration Nord-Sud ne semble pas être aussi efficace. En effet, la deuxième zone ou cercle d'amis qui sont des pays non-membres, mais qui doivent adopter des normes économiques et sociales équivalentes ou semblables à celles de l'Union, ne reçoivent pas les contreparties qu'ils espèrent.

Il est indispensable de restituer les politiques de voisinage entre l'Europe et la Méditerranée, étant donné que plusieurs questions ne peuvent être traitées que dans un cadre de coopération, notamment en ce qui concerne les échanges agricoles (y compris la pêche), les problèmes d'émigration dans son côté positif, souvent négligé (investissements des résidents à l'étranger), et la sécurité commune.

Une intégration plus développée du Nord (Europe) vers les pays du Sud (Méditerranée) permettra de résorber le gap entre les deux zones. L'Union est appelé à s'engager davantage afin de faire de la Méditerranée un espace de coopération et de développement.

Cela dit, certaines questions restent posées :

- Le deuxième scénario proposé par M. Fontela est-il réalisable ? Que faut-il faire pour le rendre probable ? Faut-il faire le choix de la sortie de l'impasse de Barcelone ? Est-ce la seule alternative ?
- Le deuxième scénario est-il synonyme d'un véritable partenariat ?
- L'intégration Sud-Sud n'est-elle pas incontournable et n'est-elle pas un préalable à l'accompagnement du partenariat euro-méditerranéen ?

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA PREMIÈRE SÉANCE

Le débat suscité par les interventions a été prolifique et s'est articulé autour d'un certain nombre de questions avec des suggestions et des recommandations qui peuvent être résumées comme suit :

- Il est nécessaire d'établir une liaison entre les aspects économiques et géopolitiques dans toutes les démarches d'analyse du contexte international.
- Le partenariat euro-méditerranéen doit inclure et négocier toutes les politiques, en particulier celles qui ont trait à l'agriculture et à l'émigration.
- Face au défi à relever que représente la montée en puissance de l'Asie, en particulier la Chine, la relance de la coopération euro-méditerranéenne s'avère un jeu gagnant. Il faut donc surmonter les réticences pour confronter les vrais problèmes, tout en révisant les approches de coopération, en optant pour une politique de spécialisation des économies nationales, car les opportunités offertes par l'ouverture sont réelles à condition d'avoir l'audace et la volonté de les saisir.
- Avec le démantèlement de l'Accord Multifibre, le secteur textile euro-méditerranéen se trouve confronté à la rude concurrence de la Chine, qui est en train de submerger tous les marchés, et, vu la vitesse du changement, il est impératif de trouver des réponses immédiates à ces défis et chercher une solution pour l'ensemble de la région.
- L'avantage d'un pays comme le Maroc est dans le renforcement de la coopération à la fois horizontale et verticale au niveau régional (voire même dans un espace à géométrie variable), en visant la complémentarité et non la concurrence.
- Dans l'exercice de la prospective et surtout dans la phase d'élaboration des scénarios, il faut dépasser le normal et le possible et imaginer même des scénarios complètement chaotiques.

DEUXIÈME SÉANCE

L'Afrique subsaharienne : fin de la marginalisation ?

Jacques GIRI

Président du Centre International de Formation et d'Echange dans les Sciences de la Terre

La situation géographique du Maroc qui possède une double façade maritime, méditerranéenne et atlantique, fait que ses échanges sont aujourd'hui beaucoup plus orientés vers l'Europe et l'Amérique du nord qu'ils ne le sont vers l'Afrique au sud du Sahara. La barrière saharienne n'est cependant plus infranchissable depuis longtemps ; elle l'a été de moins en moins au cours des dernières décennies du XX^e siècle, et elle le sera encore moins dans les années à venir : l'ouverture prochaine d'une route complètement bitumée entre Tanger et Dakar rendra les échanges, économiques et culturels, entre les deux rives du désert encore plus faciles. Une réflexion sur les futurs possibles du Maroc en 2030 ne peut donc pas négliger cette partie du continent africain.

Le futur à long terme de celui-ci a déjà donné lieu à plusieurs réflexions prospectives. Certaines sont dues à des organisations internationales. D'autres l'ont été par les Africains eux-mêmes. Plusieurs États, dont le Sénégal et le Mali, proches du Maroc, ont effectué des études prospectives nationales. Enfin, le projet Futurs africains a mené une réflexion sur l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, réflexion qui a été publiée en 2003 sous le titre Afrique 2025. Quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ? On utilisera les résultats de ces différents travaux dans la présente communication.

Un sous-continent qui va continuer à se peupler

L'Afrique au sud du Sahara a été souvent décrite comme une région du globe qui échappait à la transition démographique. Il semble qu'il n'en soit rien : les taux de fécondité y ont commencé à décroître presque partout dans les dernières années du XX^e siècle. Cependant, à cause de la grande inertie des phénomènes démographiques et en dépit des ravages du SIDA, notamment dans le cône sud de l'Afrique où l'endémie a pris des proportions dramatiques, la population va continuer de croître rapidement dans les premières décennies du XXI^e siècle.

Les projections effectuées par les Nations Unies font passer la population du sous-continent de 640 millions en 2000 à un nombre compris entre 1 090 et 1 220 millions en 2025. Cela signifie que, à l'horizon 2030, avec une population qui sera probablement de l'ordre de

1,2 à 1,4 milliard, l'Afrique subsaharienne sera aussi peuplée que ne l'est la Chine. Une telle évolution aura inévitablement des conséquences géostratégiques, et elle mérite donc d'être prise en considération dans une réflexion prospective sur le futur du Maroc.

Un sous-continent qui s'est mal inséré dans un monde en changement rapide

Au temps de la décolonisation, vers 1960, l'Afrique au sud du Sahara ne semblait pas mal partie. La Côte d'Ivoire avait alors un PIB par tête supérieur à celui de la Thaïlande, le Cameroun, un PIB par tête supérieur à celui de la Corée du Sud. Pendant les décennies 60 et 70, les taux de croissance de plusieurs pays africains, la Côte d'Ivoire par exemple, ont été supérieurs à ceux des pays qui sont maintenant des pays émergents.

Cependant, le sous-continent avait des handicaps évidents. L'éducation y était moins avancée que dans les autres parties du monde. Les pays sahéliens ne scolarisaient alors qu'une faible proportion d'une classe d'âge, surtout chez les filles. Dans d'autres régions où l'éducation de base était plus développée, la qualité de l'enseignement laissait à désirer : un pays aussi vaste que la République démocratique du Congo n'avait pas un seul diplômé de l'enseignement supérieur au moment de l'indépendance. De très gros progrès ont été accomplis depuis quarante ans. Il n'empêche que dans ce domaine l'Afrique au sud du Sahara reste (avec l'Asie du Sud) une région en retard sur le reste du monde.

Les infrastructures, notamment dans le domaine des transports et des télécommunications, étaient insuffisantes. Dans ce domaine aussi, en dépit des progrès considérables accomplis, les handicaps demeurent.

Enfin, l'Afrique noire, isolée pendant des siècles du reste du monde ou n'étant reliée avec lui pendant longtemps que par des liens ténus, a développé des cultures originales qui ont à peine été perturbées par les chocs extérieurs : traite des esclaves, colonisation, décolonisation. Au début du XXI^e siècle, elles sont certes influencées par la mondialisation, mais elles ont gardé beaucoup de traits spécifiques, en particulier une forte priorité donnée à l'établissement de liens entre les hommes et un faible intérêt pour l'accroissement de la productivité du travail. Afrique 2025 a analysé cette spécificité et y a vu une des raisons majeures qui expliquent que le jeu des acteurs économiques et des acteurs politiques n'a pas conduit au développement qu'ont connu beaucoup d'autres régions du monde.

Au mieux, les pays africains n'ont connu qu'un développement économique lent, voire très lent. Les pays qui, comme la Côte d'Ivoire, avaient connu un véritable boom pendant les années 60 et 70 sont ensuite passés par des crises aiguës qui ont fait que, mesurée sur une période d'une quarantaine d'années, leur croissance a été loin d'atteindre celle des pays émergents. Ce qu'il faut souligner aussi est que le sous-continent est resté essentiellement un exportateur de matières premières pas ou peu transformées et qu'il est pratiquement absent des marchés aujourd'hui porteurs : ceux des produits manufacturés et des services. Et on soulignera enfin qu'il est resté largement à l'écart de l'afflux des investissements venant d'autres continents qui a contribué à la croissance des pays émergents.

Au pire, des régions entières ont sombré dans une violence qu'il n'est pas besoin de décrire, une situation où les ressources naturelles sont pillées par les détenteurs du pouvoir et où l'économie de la majorité de la population est une économie de survie. La conséquence est que certains pays sont aujourd'hui dans une situation pire que celle qu'ils connaissaient au temps de la décolonisation.

Quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ?

Futurs africains propose quatre scénarios pour encadrer les futurs possibles pour le sous-continent. On se limitera à donner les grands traits de l'image en 2025 à laquelle conduit chacun de ces scénarios, auxquels on a donné des noms imagés.

Les lions pris au piège

Ce scénario se situe dans le prolongement des tendances constatées depuis une quarantaine d'années, ce qui ne signifie pas que le sous-continent restera semblable à ce qu'il est actuellement. Il a beaucoup changé au cours de la période écoulée, il changera certainement encore beaucoup au cours des vingt-cinq prochaines années. Mais les sociétés ne changeront pas au point que les obstacles au développement identifiés soient éliminés. Les comportements des acteurs économiques et politiques ne changeront pas suffisamment pour que ces obstacles soient supprimés. La productivité du travail n'augmentera qu'à un rythme très lent. Les investissements étrangers seront toujours peu enclins à s'intéresser à cette région du monde. Les lions africains ne se seront pas libérés du piège dans lequel ils étaient enfermés.

Cela signifie que la croissance sera toujours lente et que, vers 2025-2030, la grande masse de la population ne sera pas parvenue à sortir de la pauvreté et qu'une partie vivra dans une situation précaire, aux limites de la survie. Mais cela signifie aussi que les sociétés africaines s'adapteront à un monde qui changera, évitant les catastrophes comme beaucoup d'entre elles l'ont fait, avec plus ou moins de succès, au cours de la période écoulée.

Cela signifie encore que l'Afrique au sud du Sahara n'aura pas trouvé la place dans le monde à laquelle elle aspire.

Cela signifie enfin que les frustrations dues à l'élévation très lente du niveau de vie de la plupart des gens, à des inégalités croissantes, au fossé qui se sera élargi entre l'Afrique subsaharienne et le reste du monde et dont les populations seront de plus en plus conscientes se seront amplifiées. Aussi est-il possible que, dans certaines régions au moins, ce scénario s'avère instable et que certaines régions basculent dans un deuxième scénario, encore moins souhaitable que le premier.

Si ce scénario devait devenir réalité, le Maroc aurait à ses portes une énorme masse humaine qui ne constituerait qu'un marché médiocre pour ses produits. Il aurait à ses portes des sociétés où les tensions internes iraient en croissant et où une partie croissante de la population chercherait à s'expatrier.

Les lions faméliques

Les années 80 et surtout 90 ont amplement montré qu'il suffisait d'un choc, externe ou interne, pour que certaines sociétés africaines deviennent la proie d'une violence généralisée. On ne peut pas exclure que de telles situations se reproduisent au cours du prochain quart de siècle. On peut imaginer de multiples causes qui les engendreraient : une forte réduction de l'aide internationale, un effondrement du cours des matières premières faisant suite à une période de hauts cours, une détérioration du climat, une dégradation accélérée des sols agricoles dans certaines provinces, etc. La fragilité accrue des sociétés africaines pourrait même multiplier l'émergence de ces situations. De même, le développement du commerce illégal des armes et des drogues dans le monde, le développement des réseaux mafieux pourraient aussi les favoriser.

On ne peut donc pas exclure un scénario-catastrophe, caractérisé par l'existence de zones de non-droit, sans Etat ou pourvus d'un Etat-fantôme, où ne règne que la loi du plus fort, où les ressources naturelles sont pillées au profit des maîtres du moment, où la majorité de la population cherche à échapper à la violence et à trouver les moyens de survivre. Si ces zones devaient prendre de l'extension, les conséquences en seraient difficilement prévisibles mais probablement peu favorables pour le Maroc.

Les lions sortent de leur tanière

Des scénarios plus souhaitables sont heureusement envisageables. Les sociétés de l'Afrique subsaharienne sont aujourd'hui traversées par tellement de courants qu'une nouvelle génération d'acteurs économiques et politiques peut émerger, caractérisés par des comportements plus favorables au développement économique. Les changements intervenus au cours des dernières décennies ne rendent pas utopique une telle émergence. On voit du reste apparaître de tels acteurs.

On peut donc imaginer un scénario de croissance de type productiviste à l'instar de ce qu'ont connu un certain nombre de pays, notamment en Asie. Dans un tel scénario, une grande partie de l'Afrique subsaharienne de 2030 aura connu une forte augmentation de la productivité et un bon développement économique ; elle sera devenue exportatrice non seulement de matières premières mais aussi de biens manufacturés et de services ; les investissements étrangers auront contribué à ce développement ; la pauvreté aura beaucoup reculé, et les zones de violence seront devenues marginales. Mais, dernière région du monde à emprunter la voie classique du développement économique, l'Afrique au sud du Sahara n'aura pas comblé les retards qu'elle avait accumulés. La productivité du travail et donc les salaires réels demeureront inférieurs à ce qu'ils sont dans les régions voisines.

Dans ce scénario, le Maroc a à ses portes des économies qui se sont profondément transformées, qui certes se posent en concurrentes grâce à des salaires très bas, mais qui offrent aussi des marchés importants et des occasions de partenariat fructueux. Cependant, toujours selon ce scénario, la croissance économique ne s'est pas faite sans que les inégalités à l'intérieur des sociétés africaines n'aient augmenté, sans que les relations sociales soient devenues moins conviviales et que les solidarités, autrefois très fortes, ne se soient relâchées. Les tensions se sont accrues et la nostalgie d'un passé, idéalisé, s'est répandue. Aussi est-il possible que ce scénario soit mal accepté et qu'une partie au moins de l'Afrique subsaharienne évolue vers un autre, sensiblement différent.

Les lions marquent leur territoire

Futurs africains a donc esquissé un quatrième scénario. Le scénario précédent supposait qu'une forte priorité soit donnée à l'accroissement de la productivité, à la compétitivité et donc à la compétition entre acteurs. Celui-ci est basé sur l'hypothèse qu'un nombre croissant d'acteurs du développement cherchent un mariage entre une logique purement économique et des valeurs plus traditionnelles et qu'ils parviennent à réaliser un mariage heureux.

Ce scénario est celui d'une voie originale de développement dont on perçoit aujourd'hui quelques esquisses, mais qui reste largement à imaginer, une voie où la croissance économique est réelle mais moins forte que dans le scénario précédent, plus soucieuse de l'environnement et du maintien d'une forte cohésion sociale, où les entrepreneurs culturels jouent un plus grand rôle.

Dans ce cas, le Maroc aurait à ses portes un partenaire économique certainement moins important que dans le scénario précédent. Mais on voit aujourd'hui surgir, au moins dans certaines parties du monde, des interrogations sur les finalités de la croissance économique. Si de telles interrogations s'amplifient et remettent au moins partiellement en question les finalités, cette recherche d'une autre voie de développement ne pourra laisser le Maroc indifférent.

Vision prospective de l'Afrique et objectifs du Millénaire pour le développement

Antoinette DINGA DZONDO

Economiste en chef à la Banque Africaine pour le Développement

Le Groupe de la Banque africaine pour le développement est la première institution africaine de financement du développement. Son objectif est de promouvoir le développement économique et le progrès social des pays africains pris individuellement et collectivement. A cet effet, elle cherche à stimuler et à mobiliser les flux de ressources extérieures et intérieures, aussi bien publiques que privées, à promouvoir l'investissement ainsi qu'à fournir une assistance technique et des conseils pratiques aux pays membres africains.

A la Banque, nous estimons que l'exercice pour lequel nous sommes réunis ici devrait avoir pour principal objet d'explorer les voies et moyens de mener les politiques économiques et sociales qui conduisent à l'amélioration des conditions de vie des Marocains. Car la Banque place l'homme (la femme et l'homme) au centre de ses préoccupations.

En souscrivant au consensus international qui est d'aider les pays-membres régionaux, elle œuvre à réduire la pauvreté et à réaliser les objectifs du développement du millénaire d'ici l'an 2015. Ces objectifs, fixés en 2000, sont au nombre de huit, et nous souhaitons les rappeler ici :

- éradiquer la pauvreté et la faim ;
- scolariser tous les enfants de tous les pays dans l'enseignement primaire ;
- progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- réduire la mortalité infantile ;
- améliorer la santé maternelle ;
- lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ;
- assurer la durabilité de l'environnement ;
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement économique.

Face à la persistance de la faiblesse des indicateurs macroéconomiques et la dégradation des indicateurs sociaux, la réduction de l'Aide publique au développement, la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, la Banque, comme beaucoup d'autres institutions, a lancé un cri d'alarme en disant que si les tendances actuelles se poursuivent, exception faite de l'Afrique du Nord et de l'Afrique du Sud, très peu de pays atteindront l'objectif lié à la réduction de moitié, avant 2015, du nombre de personnes vivant dans la pauvreté. Toutefois, certains pays pourraient progresser vers la réalisation de quelques ODM liés à l'éducation et à la santé.

Les chefs d'Etat africains ont affirmé, lors de la réunion de Ouagadougou tenue l'année dernière (2004), que la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs de développement du

millénaire (ODM) demeureront au centre de leurs efforts de développement. Toutefois, pour réduire de moitié le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté avant 2015, on estime que les taux de croissance économique des pays africains devraient augmenter davantage pour se situer de manière soutenue entre 6 et 8 % en général, 5 % pour les pays d'Afrique australe et du Nord, pays relativement mieux lotis, et 8 % au moins pour les autres pays. A cet effet, il convient d'adopter des politiques appropriées pour faire en sorte que de tels taux de croissance se traduisent par la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la distribution des revenus.

Les chefs d'Etat ont mis en place le NEPAD dont les principaux axes sont le développement des infrastructures, le secteur financier, le développement du secteur privé et l'amélioration de la gouvernance. A cet effet, ils ont instauré et adopté le Mécanisme d'examen par les pairs (APRM) afin d'examiner leurs propres performances. Ce mécanisme consiste à veiller à ce que les politiques et les pratiques des pays participants soient conformes aux valeurs, aux codes et aux normes politiques, économiques et de gouvernance énoncés dans la Déclaration sur la démocratie, la bonne gouvernance politique, économique et d'entreprise.

Aussi – et beaucoup l'ont souligné ce matin – la Banque encourage les pays à persévérer dans les réformes déjà engagées et à approfondir leurs programmes de réformes qui contribuent à l'amélioration des perspectives de croissance et de développement de la région. En particulier, les politiques macroéconomiques prudentes, les réformes visant le renforcement et la modernisation des institutions, la décentralisation et la délégation des pouvoirs, l'administration locale, le renforcement du système judiciaire et du système financier, l'amélioration de l'environnement des affaires jouent un rôle crucial dans la mobilisation des ressources intérieures et extérieures. La réduction des inégalités entre le monde rural et le monde urbain, la poursuite des investissements dans la valorisation des ressources humaines, le développement et la modernisation des infrastructures de base et sociales, l'éradication de l'analphabétisme et la promotion de la participation de la femme figurent parmi les actions qui favorisent la cohésion sociale. En outre, les gouvernements devront prendre des mesures visant à réduire les taux d'accroissement démographique élevés qu'affichent encore de nombreux pays.

Une performance exceptionnelle de l'Afrique en 2004

Grâce aux réformes engagées, à la reprise économique au niveau mondial et au bon comportement des prix des matières premières, l'Afrique a enregistré, en 2004, une performance exceptionnelle, ce qui est un signe encourageant. En effet, le taux de croissance du PIB de la région a atteint en moyenne 4,5 % en 2004, soit une croissance du PIB par habitant de 2,3 %. Cette performance est à comparer avec le taux de croissance du PIB de 4,1% et le taux de croissance par habitant de 1,8 % enregistrés en 2003. Il s'agit des taux les plus élevés qui aient été enregistrés sur le continent depuis 1996, et, s'agissant du taux de croissance global, il est nettement supérieur à la moyenne de 3,4 % affichée pendant les cinq dernières années. Il est également important de souligner que c'est la première fois depuis plus de deux décennies que le continent a enregistré des taux de croissance supérieurs à 4 % par an pendant deux années consécutives. Bien que ces résultats soient, dans une grande mesure, imputables à une évolution favorable des cours des matières premières, au niveau de la Banque nous espérons néanmoins que cette tendance se poursuivra à l'avenir. Cependant, nous n'oublions pas non plus que cette performance est fragile en raison de la volatilité des cours des matières premières, des aléas climatiques et de l'environnement international.

A l'évidence, pour que l'Afrique réalise des progrès sur le plan économique et social, il convient de maintenir la paix et la stabilité. A cet égard, beaucoup a été réalisé ces dernières années

en Angola, au Burundi, au Congo, dans la région des Grands lacs, au Libéria et en Sierra Leone. En outre, nous saluons l'accord signé à Nairobi en janvier dernier par le gouvernement du Soudan et le SPLA ainsi que l'accord conclu récemment en vue de mettre un terme au conflit dans la région de Casamance au Sénégal. Néanmoins, des conflits ont éclaté dans d'autres régions, et il faudra absolument déployer des efforts en vue de les résoudre. A cet égard, nous sommes encouragés par l'engagement de l'Union africaine et de plusieurs chefs d'Etat pour trouver une issue pacifique à certains de ces conflits.

Un appui international aux efforts de développement de l'Afrique

Les pays africains continueront d'avoir besoin de l'appui de la communauté internationale pour maintenir la dynamique de leur progrès économique et social et pouvoir avancer dans la réalisation des Objectifs de développement du millénaire. Les concours de la communauté internationale demeurent donc cruciaux, en particulier pour ce qui est de l'aide publique au développement (APD), de la réduction de la dette et de l'accès au marché pour les exportations des pays africains.

A cet égard, à la Banque nous sommes encouragés par nombre d'initiatives dont principalement :

- la proposition de la France, dont M. Christian de Boissieu a parlé ce matin ;
- la proposition du Royaume-Uni de lancer un « Plan Marshall » pour l'Afrique et de placer le développement du continent au centre des préoccupations du G8 ;
- les tendances observées au cours des deux dernières années montrent une augmentation considérable de l'APD en faveur de l'Afrique, passant de 15,8 milliards de dollars en 2001 à 24,7 milliards de dollars en 2003, bien qu'une bonne partie de cette augmentation représente des réductions de dette ;
- la mise en place du Millenium Challenge Account par les Etats-Unis en vue d'augmenter leur APD ;
- les initiatives parrainées par le Royaume-Uni et la France en vue de créer le Mécanisme de financement international (IFF), dans le but d'accroître l'APD à court et à moyen termes.

Par ailleurs, les institutions chargées du financement du développement ont désormais une obligation de résultats sur le terrain. En particulier, un mécanisme d'évaluation de la performance et de l'impact sur le développement des organisations de financement multilatérales, appelé MOPAN (Multilatéral Organisation Performance Assessment Network), a été mis en place.

La contribution de la Banque africaine de développement

En ce qui concerne la Banque, elle poursuivra son soutien à travers les prêts, les dons, les appuis institutionnels, les conseils, etc.

En outre, conformément à la demande du Comité des Chefs d'Etat chargé de la mise en œuvre du NEPAD, la Banque s'est vue confier le rôle de chef de file dans le domaine des infrastructures et des normes bancaires et financières. Elle travaille également en étroite collaboration avec la CEA dans le domaine de la gouvernance économique et institutionnelle.

La Banque a également élaboré un Plan d'action à court terme pour l'infrastructure (STAP), qui présente les projets et programmes d'investissement prioritaires pour la période 2002-2007 dans les secteurs suivants : énergie, transports, eau et assainissement et technologies de l'information et de la communication.

En outre, la Banque a lancé une étude en vue d'élaborer un cadre stratégique à moyen et long termes pour l'infrastructure régionale, en étroite collaboration avec le Secrétariat du NEPAD, les communautés économiques régionales (CER), la Banque mondiale et l'Union européenne. Ce plan devrait couvrir toutes les sous-régions du continent et tous les secteurs d'infrastructure.

Parallèlement à l'octroi de prêts et de dons, la Banque a continué à accorder des allègements de dette au titre de l'Initiative PPTE. Avec l'appui des donateurs du FAD et un financement partiel du guichet BAD, le Groupe de la Banque a, à ce jour, accordé un allègement de dette nominale d'un montant de 4,2 milliards de dollars à 23 pays, y compris des concours en faveur de la République démocratique du Congo au cours de l'année écoulée d'un montant de plus de 1,8 milliard de dollars. À cet égard, il convient de souligner qu'environ 80 % du coût des réductions de dette accordées par la Banque au titre de l'Initiative PPTE sont pris en charge par des fonds mobilisés auprès de donateurs par le biais du Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale.

Deux grandes initiatives de la Banque mondiale

En 2004, la Banque a également lancé deux grandes initiatives. La première est son **Initiative sur l'alimentation en eau** et l'assainissement en milieu rural, qui a pour objectif de permettre aux populations des zones rurales en Afrique d'avoir rapidement accès à une alimentation en eau et à un assainissement durables en portant le taux de couverture à 80 % avant 2015. L'investissement nécessaire à l'horizon 2015 se chiffrerait, d'après nos estimations, à plus de 14 milliards de dollars qui devraient être mobilisés en levant des ressources additionnelles auprès de sources multilatérales, bilatérales, ainsi qu'auprès de sources nationales, privées et communautaires. Cette proposition bénéficie de l'appui de nombre de gouvernements dont le Canada, la France, les Pays-Bas, la Norvège et l'Union européenne.

La deuxième grande initiative est la mise en place du **Mécanisme de la Banque en faveur de pays sortant d'un conflit**. Ce mécanisme est doté d'une enveloppe de 100 millions d'UC sur trois ans, provenant du revenu net de la Banque et d'une allocation additionnelle de 100 millions d'UC provenant du Fonds africain de développement. Des efforts seront déployés en vue de mobiliser des ressources additionnelles provenant du revenu net du guichet de la BAD ainsi que d'autres donateurs, y compris des contributions provenant du Fonds spécial du Nigeria, des donateurs bilatéraux et de l'Union européenne. Ces fonds serviraient, au cas par cas, à venir en aide aux pays sortant d'un conflit qui réunissent des critères précis. Deux pays – le Burundi et le Congo – ont déjà bénéficié du Mécanisme. Leurs arriérés envers le Groupe de la Banque ont été apurés au moyen des ressources du Mécanisme et en mobilisant des fonds auprès de l'Union européenne et des donateurs bilatéraux.

Enfin, je vous ai dit tantôt que la Banque a une obligation de résultats sur le terrain. Dans ce cadre, elle a pris et est en passe de prendre des mesures en vue d'améliorer la qualité et l'impact de ses opérations sur le développement, en étroite coopération avec ses autres partenaires. Il s'agit d'un plan sur trois ans qui comprend notamment :

- l'approfondissement des études économiques et sectorielles de la Banque ;
- le renforcement des capacités dans ses pays-membres régionaux et du rôle de la Banque dans la recherche économique et sur le développement en Afrique ;
- l'instauration d'un système de gestion axé sur les résultats en vue de suivre l'évolution des indicateurs de performance et d'évaluer les résultats. Pour ce faire, des indicateurs clairs

et mesurables des résultats attendus sont désormais partie intégrante de tous les documents de projets et de programmes. En outre, un cadre est en cours d'élaboration pour restructurer le Groupe de la Banque afin d'ancrer la Banque dans la culture de la gestion axée sur les résultats ;

- la rationalisation et l'harmonisation, avec les autres partenaires, des procédures d'attribution de marchés et de décaissement, le suivi et l'évaluation, le respect des normes environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que la responsabilité financière et l'alignement sur les systèmes utilisés par les pays bénéficiaires. Cette initiative a pour objectif de réduire sensiblement la charge des coûts de transaction que le respect des multiples systèmes d'attribution de marchés et de communication financière des différents donateurs impose aux pays bénéficiaires ;
- la décentralisation accélérée de la Banque par notre conseil d'administration, qui a pour but d'augmenter considérablement le nombre de bureaux extérieurs au cours des deux prochaines années. Je reviendrai sur ce programme de manière plus détaillée un peu plus tard.

Le défi pour l'Afrique est de saisir l'occasion offerte par l'embellie actuelle, où les perspectives de développement sont probablement plus prometteuses qu'il y a dix ans, par la disposition des pays industrialisés à augmenter l'APD et par l'obligation de résultats faite aux institutions de financement du développement.

Le Maghreb et son continent dans un monde qui se rétrécit : au centre ou à la périphérie ?

William ZARTMAN

Directeur des Etudes Africaines et Professeur à l'Université Johns Hopkins

Je commencerai par dire : le futur a-t-il un avenir ou est-il simplement une reconduction de l'actualité? Autrement dit, le présent est-il une répétition de l'avenir, ou l'avenir une répétition du passé? Je voudrais répondre à ces questions sur trois niveaux en parlant d'abord du système mondial, de l'Afrique et, enfin, du Maghreb.

L'ordre mondial

Je commence avec l'ordre mondial. Il y a cinq éléments essentiels dans l'ordre mondial qui seront toujours présents dans vingt-cinq ans.

- D'abord, je crois qu'on va continuer à trouver la **prééminence américaine**, contestée mais incontestable. Tout permet aussi de croire que les concurrents dont je vais vous parler n'auront pas rassemblé les éléments suffisants pour contester cette prééminence. Peut-être dans un quart de siècle se trouvera-t-on dans un système multilatéral avec plusieurs acteurs importants et sur un pied d'égalité, mais je crois plutôt qu'il y aura un supergrand ou un hypergrand parmi nous.

Il n'est pas certain que les Etats-Unis sachent quoi faire de cette prééminence. Il y aura des changements de politiques mais aussi des constantes, une position de force (pas la force militaire mais la possibilité simplement de pouvoir agir seul), mais en même temps la nécessité d'agir avec les autres, donc de travailler avec d'autres pays, eux aussi leaders mais peut-être pas prééminents, sur les plans à la fois politique, sécuritaire et économique.

Il y aura des concurrences plus fortes sur le plan commercial, comme on le voit déjà entre les Etats-Unis et l'Europe, des guerres de concurrence, soit au sein de l'organisation du commerce mondial soit dans des secteurs précis comme le tissu, par exemple, ou le pétrole. Une concurrence acharnée remplacera les concurrences militaires du passé.

Il faut se rendre compte aussi, je crois, qu'au sein de cette concurrence, on continuera à avoir un système de communauté sécuritaire atlantique qui, peut-être, on peut le souhaiter, s'étendra à d'autres continents et à d'autres régions. Cette communauté d'Etats regroupera des concurrents acharnés sans que la guerre soit possible, cette égalité de concurrence se manifestera par d'autres moyens.

La communauté sécuritaire qui existe maintenant dans l'ère atlantique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est insolite dans l'histoire mondiale. C'est un confort pour ceux qui pensent que l'évolution est quelque chose de positif et pas simplement un changement de moyens et de rapports. On souhaite que cette situation, cette communauté sécuritaire, s'étende à d'autres régions. Elle n'a encore atteint effectivement ni le Moyen-Orient, ni l'Afrique, ni l'Asie, ni l'Amérique du Sud, mais il y a des éléments, par exemple en Amérique latine,

qui permettent de croire que ce rapport entre pays pourra exister dans le quart de siècle à venir.

- Deuxièmement, des **régimes collectifs** continueront à étendre leur contrôle sur des éléments de notre vie quotidienne. Le nombre de nos activités gérées par des régimes ou des accords entre Etats est incroyable. L'activité d'un Etat s'insère dans les activités des autres Etats, que ce soit dans les domaines économique ou politique, militaire ou même social.

Le débat sur la peine de mort, par exemple, est un régime en formation, une idée qui se répand à travers le monde atlantique. Cela veut dire que dans l'ère d'activité commune à tous les pays de l'Atlantique du Nord, on finira par se mettre d'accord, au moins dans le sens européen, sur l'abolition de la peine de mort.

Ces régimes collectifs commencent d'abord avec l'ONU qui continuera d'exister parce qu'on a besoin d'elle et qu'elle étendra ses activités, ses contrôles, ses ingérences dans les politiques des Etats. Mais il y aura également des régimes régionaux, des coalitions et des alliances des Etats pour une action multilatérale et pour le contrôle par réglementation, par attente, par norme, de beaucoup de secteurs d'activité.

Je crois que ces rapports entre la prééminence américaine et l'existence des régimes collectifs tels que l'ONU doivent se comprendre très bien au Maghreb. Dans les pays du Maghreb, il y a un pouvoir central et un parlement qui coexistent et travaillent souvent ensemble. Parfois, le pouvoir central travaille tout seul, et il y a une certaine tension, productive évidemment : on la souhaite entre ces groupements multilatéraux et la puissance au milieu. C'est une image de ce qu'on trouvera avec la puissance d'un seul Etat, d'une part, et l'activité collective, d'autre part. L'ONU étendra ses activités, sa puissance même et le contrôle qu'elle exerce sur l'action des Etats, et il y aura une tension continue entre celui qui agit, seul ou en cherchant d'autres partenaires, et le parlement.

Dans un sens géopolitique, les Etats-Unis, pays au milieu d'une grande île, ont un certain choix d'alliances vis-à-vis du grand continent, l'Eurasie avec l'Afrique attachée. Les Etats-Unis peuvent avoir une alliance avec l'Angleterre, le Japon, Taïwan ou encore l'Europe, même dans le cas où la Chine aurait une alliance avec le pouvoir central géopolitiquement parlant, c'est-à-dire la Russie. En termes de géostratégie, ces choix d'alliance donnent un certain pouvoir aux pays insulaires : ce n'est pas simplement une prééminence par les éléments de puissance que peuvent avoir les Etats-Unis mais aussi une prééminence par la dynamique, la mobilité des alliances qui peuvent s'établir.

- Troisième élément, de **grands ensembles** de grande puissance se construisent, des contre-pouvoirs en développement tels l'Europe et la Chine. C'est un peu curieux de voir la destruction et le morcellement d'un pays comme la Yougoslavie ou le désarroi de l'Afrique, alors qu'en même temps de grandes puissances se forment, un peu comme les étoiles se sont formées après le big bang, en agrégeant plusieurs éléments dans un nouvel ordre souverain.

Il y a des gens qui ont hâte de voir l'Europe se constituer, mais la population européenne des Etats – toujours souverains – résiste à la formation d'un Etat qui ferait contrepoids aux Etats-Unis. Il faudra du temps pour que la construction européenne s'achève.

Chez nous, il a fallu presque un siècle avant nos guerres civiles et un demi-siècle ensuite, pour que le système ou la partie fédérale du gouvernement deviennent la partie puissante à l'égard des Etats composants. Je ne pense pas que vingt-cinq ans soit trop longs pour voir l'Europe ou la Chine se constituer en véritable puissance de contre-poids. La Chine a

énormément de poids quant à sa population, mais celle-ci constitue aussi un fardeau quand il s'agit de distribuer les bénéfices du produit national, par exemple.

Il y a d'autres Etats en consolidation comme l'Inde ou le Brésil, par exemple, qui vont peu à peu gagner en puissance. Tout cela rappelle un jeu que nous connaissons très bien par notre histoire européenne et aussi par celle de l'Afrique ou du Moyen-Orient. C'est la balance du pouvoir, une dynamique dans les relations internationales où les pays majeurs se réunissent, s'alignent contre une puissance montante. Dès que d'autres éléments comme l'Europe et la Chine se constitueront en contre-poids, il y aura ces jeux mobiles, instables mais garantissant une certaine indépendance des acteurs. Ce même mécanisme va s'effectuer au sein d'autres groupements tels l'Afrique ou l'Amérique latine.

- Un quatrième élément est la **mondialisation**. La mondialisation économique et culturelle est un fait nouveau dans le monde, peut être semblable à l'extension de l'empire romain en son temps. La mondialisation rétrécit le monde, nous sommes tous voisins, on se ressemble de plus en plus, on porte les mêmes jeans, on écoute la même musique, il y a des langues universelles qui s'imposent.

Plus cette globalisation se répand, plus elle suscite une contraction, une réaction, une résistance des gens qui veulent rester eux-mêmes. Il se produira donc encore des réactions culturelles. La plus grande que nous ayons pour le moment est Al-Qaïda, mais il y a aussi l'exemple de la Birmanie qui veut simplement se retirer du monde et ainsi éviter les effets de la globalisation. Donc, il y a un refus actif de l'expansion de la mondialisation. Il y a la réaction négative, si on veut, c'est-à-dire se retirer du monde, refuser d'entrer dans le jeu de construction de murs. Au lieu de rester simplement culturel, ce jeu d'expansion, d'homogénéisation et de réaction va simplement amener des protestations, de l'ingérence d'un côté comme de l'autre. Ce ne sera pas une division du monde en quartiers linguistiques et religieux ou ethniques, mais plutôt une réaction culturelle face à un monde qui se rétrécit.

- Le cinquième élément est la **persistance des Etats**. On a beaucoup parlé du fait que les Etats vont disparaître. Mais le fait est que les Etats produisent des éléments qu'aucune autre institution ne peut produire. Ils sont une nécessité. Il faut un Etat pour composer, pour se coordonner avec les autres Etats. Il faut un Etat pour organiser la vie à l'intérieur de ses frontières. Les Etats peuvent s'agglomérer comme font les Etats en Europe ou dans d'autres régions du monde. Mais si les Etats disparaissent, ce sera pour en créer d'autres où on se retrouvera avec ses voisins dans un nouvel ensemble.

Je ne prétends pas avoir énuméré toutes les caractéristiques de cet ordre mondial, mais je crois que ce sont des caractères saillants.

L'ordre africain

Je voudrais passer à l'Afrique, à l'ordre africain, et là je suis, à mon désespoir, un peu plus pessimiste. L'Afrique est entrée dans une période de troubles, c'est actuellement un continent en décomposition. Il y a des problèmes, des phases par lesquelles les pays africains sont obligés de passer avant d'atteindre les niveaux d'institutionnalisation qu'ils cherchent.

- La première caractéristique est la **construction de l'Etat**. Les Etats africains sont en train de se construire, et, comme nous le savons tous, la construction d'un Etat comporte des étapes parfois pénibles qui prennent du temps et probablement d'autres choses aussi. Cette construction difficile passe par la consolidation d'un pouvoir central qui gère l'Etat puis par la constitution d'un contre-poids au sein de la société. Historiquement, dans la construction

des Etats, il faut un contre-poids qui puisse travailler avec ou contre le pouvoir central. Le destin de l'Etat dépend de la composition de ce pouvoir, ces contres poids, que ce soit des élites du terroir, des élites urbaines ou des élites bourgeoises.

Les rapports entre la puissance centrale et les élites qui grandissent autour de lui déterminent la nature et l'évolution de cet Etat. Mais ces élites de contre-poids ne peuvent vivre que de puissances politiques. Il faut qu'ils vivent dans un système de production qui les soutienne et d'où ils tirent leur puissance.

- L'Afrique est toujours en train de développer **son système de production**, que ce soit la production industrielle, de services ou agricole, qui servirait de base pour des élites qui entourent le pouvoir central. Si le pouvoir central n'est pas contrôlé par un contre-poids, il n'a aucune contrainte et se réduit à un pouvoir personnel sans se livrer à la construction de l'Etat. Nous avons vu un exemple terrible : au Zaïre, Mobutu avait privatisé tout l'Etat, il avait mis dans sa poche les élites qui l'entouraient. Cela a entraîné toute l'Afrique centrale dans un trou noir, un vide politique, économique et social d'où ils ont du mal à sortir.

Economiquement, y aura-t-il des tigres en Afrique, des tigres économiques, c'est-à-dire des pays qui volent de leurs propres ailes comme les tigres de l'Asie ? Rien ne permet de l'affirmer. Ce n'est pas impossible, mais rien n'indique d'où, socialement ou économiquement, un pays peut tirer sa force économique pour devenir tigre et se distinguer des autres. Les pays africains sont, après tout, diminués par la baisse des cours matières premières. Les éléments du pouvoir économique ne sont pas chez eux pour le moment, et rien n'indique qu'ils le seront dans un avenir proche.

Par la même occasion, on peut avoir des ensembles régionaux. Parmi les Etats qui se construisent, des pôles de dominance et d'attraction se dessinent autour de pays un peu plus grands, plus lourds et peut-être plus riches que d'autres et qui pourront donner une certaine structure aux grandes régions, comme le fait le Nigeria actuellement en Afrique de l'Ouest ou l'Afrique du Sud en Afrique méridionale, et comme le ferait un jour, s'il n'était pas encore dans le tombeau de Mobutu, le Congo en Afrique centrale.

Ces pôles de dominance ne vont pas créer une intégration régionale, justement parce que l'enjeu dans la région est la construction de l'Etat. Les Etats presque indépendants (c'est drôle de parler en ces termes parce que cela fait environ quarante ans que les Etats sont indépendants) cherchent leur consolidation, protègent leur souveraineté, et leurs élites ne cherchent pas d'avenir dans une intégration avec d'autres élites dans la région.

A côté de cela, il y a la construction continentale. L'Union africaine ou le NEPAD essayent de donner une structure, une coordination aux Etats en construction, et donc renforcent ce mouvement.

Cette région n'a pas assez d'importance aux yeux du reste du monde pour attirer une vraie ingérence afin de surmonter la décomposition et le désordre qu'elle produit. Le scénario qui va probablement se dérouler est semblable à celui de l'Amérique latine dans le siècle qui a suivi son indépendance (guerres mais aussi consolidation de l'Etat dans son continent).

- Troisièmement, en Afrique il y a des **foyers d'insécurité** qui grandissent. Ils ne risquent pas de durer, mais le fait de voir ce qui se passe en Afrique occidentale (où il y avait des pôles de stabilité comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana) frappe les esprits. C'est la même chose pour l'Afrique centrale. Quant à l'Afrique du sud, elle n'a pas encore vu sa révolution. Elle a vu un miracle, un transfert du pouvoir politique de la minorité vers la majorité sans guerre,

sans effusion de sang. Mais la pression de la population pour bénéficier de l'économie va certainement mener à une révolution soit violente, soit, selon le modèle américain, jacksonienne, c'est-à-dire par les élections (la masse va prendre le pouvoir et exiger la répartition des biens immédiatement).

On sait qu'après cette mobilisation nouvelle du produit économique, il y a un temps de baisse de la productivité et une montée de la tension au sein de la population, des foyers d'insécurité qui s'élargissent à travers le continent.

- Quatrièmement, cela va entraîner **la fuite de la population**. On sait que la population de l'Afrique diminue à cause du SIDA, mais elle part également chercher d'autres lieux où vivre. Aux Etats-Unis, il y a déjà une population noire locale très importante. Elle est aujourd'hui augmentée par une population venant d'Afrique ; des gens très énergiques, qui travaillent, aptes à se faire une bonne place dans l'économie et la société. La fuite des cerveaux hors d'Afrique est certaine. Les tensions vont accompagner ces migrants dans les pays d'accueil. On le remarque à propos des Hispanophones aux Etats-Unis. Donc, il y a un morcellement, une tension d'identité qui est une caractéristique de ce monde en construction.

Le Maghreb bascule-t-il vers les caractéristiques de son continent ou est-il plus influencé par les caractéristiques qu'on a notées dans l'ordre mondial (et de l'Atlantique du Nord) ?

L'ordre maghrébin

- Une des caractéristiques du Maghreb est aussi **la construction de l'Etat**. Mais cette phase est beaucoup plus avancée, que se soit sur le plan identitaire ou de la structure politique, et même de la structure économique. Les pouvoirs centraux existent, tout comme une pluralité d'élites basées sur les systèmes de production.

Cela veut dire que dans la région il y a un affermissement de l'identité et donc qu'on est aussi entré dans une phase de concurrence entre ces Etats en construction. On crée une identité séparée, on trace une frontière là où on ne saurait pas où s'arrête le Maroc, l'Algérie ou la Tunisie.

- Deuxièmement, il y a des **voies en concurrence**, et il y a la construction de la région qui est nécessaire pour surmonter les différences et divergences.

Ce qui est important, c'est que la construction régionale donne un projet en commun pour les Etats de la région. Ce projet est difficile parce qu'on ne peut pas construire l'ensemble sans qu'il existe les Etats pour rassembler. Il y a néanmoins la vision d'un ensemble sociogéographique, une région contenue par une mer de sable et une mer d'eau. Il s'agit d'une région naturelle où on peut se comprendre, où il n'y a pas de différence de religion, où la seule différence est l'identité étatique. Ce qui est problématique, c'est que les projets en commun menés sont toujours motivés soit par une catastrophe interne soit un ennemi extérieur.

La grande question reste : est-ce qu'on est condamné à répéter ces expériences historiques ? Peut-on construire une nouvelle région, un nouvel ensemble, en commun, sans impulsion interne ou externe ?

On n'est pas condamné à répéter le passé, mais il faut être conscient des leçons de l'histoire. Ce qui laisse optimiste, c'est que la guerre froide se soit terminée sans guerre.

Nous sommes dans un nouvel ordre, un ordre qui n'est pas encore défini, qui n'est pas encore aussi clair que le système bipolaire, mais nous sommes entrés dans un nouvel ordre mondial

sans guerre. Les pays du Maghreb ne peuvent pas rester seuls. Ils doivent accorder leurs marchés intérieurs pour les élargir, pour faire face à l'extérieur et pour devenir une économie de production. En Amérique latine, ces défis n'ont pas été surmontés : on a essayé à plusieurs reprises de créer un ensemble économique, mais on n'a pas réussi parce que la construction de l'Etat a primé sur les constructions économiques régionales.

Le Maghreb peut-il surmonter ces défis ? Je me souviens d'un colloque en Tunisie où un collègue militaire avait parlé de cette idée de communauté sécuritaire. Tous les militaires regardaient le plafond et le sol car pour eux, c'était impensable de concevoir que cette région ne puisse pas prendre des armes si nécessaire. C'est une étape où il faut réfléchir pour vraiment construire l'ensemble régional utile au bien-être de la population du Maghreb.

- Troisièmement, il y a un **rapprochement entre le Maghreb et l'Europe et les Etats-Unis**, c'est-à-dire la communauté atlantique. Est-ce que ce rapprochement se fera en coopération ou en concurrence ? On sait que les pays du Maghreb se sont toujours concurrencés pour frapper les premiers aux portes de l'Europe. Or, un front commun est nécessaire pour faire face à ces deux grands ensembles. Cela n'a pas encore été fait. Actuellement, nous avons trois associations individuelles des pays de l'Afrique du Nord avec l'Europe. L'entrée de la Turquie en Europe n'est pas simplement un défi économique ou démographique, mais c'est aussi culturel. L'entrée de la Turquie est tout à fait dans la logique modernisante de l'Europe et complètement contre sa logique traditionnelle et culturelle. La réponse qui sera faite à la Turquie sera d'une grande importance pour le Maghreb et surtout pour le Maroc, puisque le Maroc avait déjà posé sa candidature pour entrer dans l'Union il y a quelques années.
- Quatrièmement, la **succession des générations** permet de faire avancer les choses. Les générations sont marquées et apportent de nouvelles idées, de nouvelles façons d'agir. Le Maroc a vu avec la succession monarchique l'arrivée d'une nouvelle génération qui agit au niveau économique même si cela tarde au niveau politique. La succession des générations est importante pour libérer les pays des anciennes habitudes et faire face à aux défis définis auparavant.
- Cinquièmement, il y a au Maghreb des **tensions d'identité**. Que veut dire être "citoyen" d'un pays ou d'un autre ? On sait qu'il y a une diaspora grandissante des pays du Maghreb, à la fois économique, sociale et culturelle. Il y a des tensions d'identité qu'il faut prendre en considération. Les gens ne sont pas sûrs de ce qu'ils sont, et on ne peut pas rentrer dans une ère moderne sans identité marquée.
- Sixièmement, **le manque d'eau et d'énergie** sera un véritable problème pour l'amélioration économique dans cette région. Il faudra donc trouver – et vite – de l'eau pour les villes et pour l'agriculture, secteur important dans cette région. Il y a de l'énergie en Algérie, mais cela signifierait un partage des ressources énergétiques. Cela signifierait une coopération pour l'essor et l'expansion économique pour ces populations en développement.

Je pense qu'il y a plus de questions que de réponses ; mais à l'aide de ces éléments, certaines voies inéluctables se dessinent pour le futur. Pour répondre à ma première question, on peut affirmer qu'avec beaucoup d'attentions, la Méditerranée sera comblée et le Sahara élargi au cours du prochain quart de siècle.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA DEUXIÈME SÉANCE

Les principales questions soulevées lors du débat ont porté sur :

- la nécessité de prendre en considération les contraintes structurelles et les points d'inflexion dans l'élaboration des scénarios ;
- le renforcement de la bonne gouvernance et du rôle des élites nationales dans le façonnement de l'avenir de l'Afrique qui se fera par la mise en place des mécanismes de responsabilisation et de réédition des comptes ;
- l'impact de l'Afrique sur l'environnement mondial qui ne sera pas déterminant ;
- la construction de l'UMA qui est incontournable pour des raisons économiques et géostratégiques ;
- le processus d'ouverture des économies maghrébines, associé au renouvellement des générations, et d'émergence d'une société civile active qui laisse augurer des perspectives prometteuses devant la construction de l'UMA ;
- les blocs régionaux qui n'ont pas seulement une importance économique mais, de plus en plus, sécuritaire ;
- l'intégration réduite qui peut être considérée comme une première étape sur la voie d'un éventuel élargissement progressif, pour la constitution des ensembles régionaux ;
- la zone MENA comme espace élargi de coopération pouvant contribuer à diluer les problèmes actuels de l'UMA.

TROISIÈME SÉANCE

L'Asie : quel poids futur dans le monde ?

Jacques GRAVEREAU

Président de l'Institut HEC-Eurasia, France

Aujourd'hui déjà, le bloc asiatique est "monstrueux" sur le plan mondial ; demain, il le sera encore plus : il représente la moitié de la population mondiale, soit 3,3 milliards d'habitants, des masses économiques considérables ; le Japon, par exemple, a le deuxième PIB du monde (5 000 milliards de \$). Considérons les trois blocs dits émergents : la Chine, qui a dépassé la France fin 2004 en termes de PIB (bien sûr, le résultat sera différent avec le PIB par habitant !) ; l'Inde, avec un PIB à 600 milliards de dollars, c'est-à-dire 100 milliards de dollars de moins que la Corée du Sud ; puis un ensemble un peu disparate de dix pays qui forment l'ASEAN, et qui, ensemble, ont aujourd'hui un PIB de 780 milliards de dollars, supérieur à celui de l'Inde.

On a sous les yeux depuis quarante ans, donc depuis une génération, une expérience en grandeur nature d'un succès considérable qui s'est passé en Asie et nulle part ailleurs. Alors je voudrais quand même me pencher un tout petit peu là-dessus parce que même si on peut se poser des questions sur la résilience, sur la poursuite infinie des courbes, je ne suis pas du tout un adepte de la Banque mondiale de ce point de vue-là. Il y a tout de même un certain nombre de fondamentaux, de caractéristiques, etc., qui font que cette zone du monde a réussi et s'apprête, je pense, à réussir encore dans les trente années qui viennent. Si ça s'est passé en Asie et nulle part ailleurs, si ça s'est passé malgré des crises (crise asiatique, par exemple), malgré des systèmes politiques qui en Asie sont tout à fait différents d'un pays à l'autre (on va du régime autoritaire militaire – je parle historiquement – à la démocratie en passant par le communisme), s'il y a eu des schémas communs, cela renvoie peut-être aussi à un modèle culturel et à des fondamentaux qu'on pourrait méditer.

Dans une perspective historique, les Etats-Unis étaient déjà très puissants en 1950, et ils continuent de l'être. L'Europe en était alors, en termes de PIB par tête, à la moitié de celui des Etats-Unis, et elle a eu la progression confortable que l'on sait, même si aujourd'hui elle pose les questions de modèles, de structures, etc. Si nous prenons d'autres pays tels que le Japon, Hong Kong et Singapour, qui ont des structures similaires, et le Brésil, on constate qu'en 1950, ils étaient exactement sur les mêmes points de départ, les mêmes "starting blocks".

A l'arrivée, naturellement, on enregistre le décollage incroyable du Japon à partir des années 60. Le PIB par tête japonais en 1960, je vous le rappelle, était celui d'un Grec ou d'un Mexicain de l'époque ; quinze ans plus tard, c'était le 2^e PIB du monde par tête.

On a donc une réussite où tout a commencé au Japon, il ne faut jamais l'oublier, même s'il est aujourd'hui un animal repu ou fatigué comme en témoignent ses performances macroéconomiques récentes. Après ça, on a eu les 4 dragons, c'est-à-dire la Corée, Taïwan, Hong Kong et Singapour, là encore, quels que soient les modèles, quelle que soit la politique, quelles que soient les options (les options ultralibérales dans le cas de Hong Kong, les options de concubinage notoire entre l'Etat et les groupes dans le cas de la Corée, etc.).

Et puis après, il y a quelques pays comme la Malaisie, la Thaïlande et, aujourd'hui, la Chine.

Il n'y a pas de fatalité. Je resserre la focale en éliminant le Japon et la Chine, pour me pencher sur quelques pays. Le décollage de Taïwan et de la Corée est absolument considérable. Plus tard, avec des pentes un peu moins fortes, la Malaisie et la Thaïlande ont suivi ce décollage, et aujourd'hui c'est la Chine.

Alors faut-il parler du vol des oies sauvages ? C'est un économiste japonais qui le premier cité la chose, je n'aime pas trop cette image parce qu'elle renvoie à des images purement de stratégie industrielle, tout cela, c'est de la technique économique.

J'ai également pris le Brésil pour prendre un pays d'une autre zone. Le Brésil part « gentiment » comme la Malaisie et la Thaïlande, dans les années 60-70, et puis il est cassé par les problèmes de la dette publique dans les années 80, et ensuite, il a eu des séries de chocs récurrents. Il faut voir que les chocs brésiliens, les chocs argentins, qui sont des chocs de la dette publique, contrairement à la crise asiatique de 1997 qui est un choc de la dette privée, sont une maladie sud-américaine qui existait déjà en 1850. Tout se passe comme si les Latino-américains avaient tout vu et rien compris. On n'avait pas intégré les erreurs, si vous voulez, faites collectivement.

On a aujourd'hui évidemment un animal qui nous intrigue tous, parce que : (i) il va très très vite, (ii) il est très très gros, cet animal c'est la Chine.

Quand Deng Xiao Ping est monté à la tribune en 1984 pour dire : « On va quadrupler le revenu national en quinze ans », un certain nombre de gens, y compris votre serviteur, ont pris la plume pour dire : « Ils font forts quand même ! » Savez-vous en combien de temps ils ont quadruplé le revenu national ? En quatorze ans.

Méfiez-vous, quand les Chinois disent quelque chose, en général, ils le font. Ils le font avec un mouvement brownien qui est parfois difficile à suivre, ce n'est pas très cartésien, mais c'est le charme de la pensée chinoise. Quand ils disent qu'aujourd'hui « on va quadrupler le revenu national chinois d'ici à 2020 », méfiez-vous, parce qu'il y a des chances qu'ils le fassent. Comment ? Pourquoi ? N'est-on pas à l'abri de crises majeures, etc. ? Je n'ai pas le temps d'élaborer le sujet, mais les perspectives d'avenir de la Chine sont énormes. Ainsi, j'en arrive au sujet pour lequel on m'a sollicité qui est la prospective. On a une Asie qui croît très fortement, qui va continuer à croître, même si le Japon a des taux de croissance un peu décevants. On a dans ce paysage asiatique, évidemment, la Chine qui va continuer à défrayer la chronique.

L'Inde n'est pas mal partie, depuis quelques années, il y a une sorte d'*aggiornamento* indien qui fait qu'on a balayé un certain nombre de fondamentaux devant la porte. Quand M. Giri évoquait hier le « Hygien Dram » de Mirdal (Mirdal parlait essentiellement de l'Inde dans son livre, plus que du Sud-Est asiatique ou de la Chine), c'est clair qu'on a devant nous une « dynamo » chinoise qui bouscule beaucoup de paradigmes, pas seulement dans la zone mais aussi sur le plan mondial.

Voilà cette Asie qui va continuer à évoluer. Le Japon n'est pas mort, il va continuer pendant quinze ans au moins à être la deuxième puissance économique mondiale, et puis l'ASEAN est là.

La Banque mondiale s'amuse à tirer des traits de façon un petit peu linéaire et vous décrète tout de go qu'en 2015 la Chine aura dépassé les Etats-Unis. Attention, non ! La Chine n'aura pas dépassé les Etats-Unis en 2020, même si on manipule des chiffres économiques un peu secs et si on intègre d'autres éléments de la puissance que sont la puissance technologique, la puissance éducative, etc.

C'est un peu décevant, quand on fait un exercice prospectif, de dire qu'au fond, on a une photographie du monde où aujourd'hui les Etats-Unis sont une superpuissance. Les Etats-Unis dans vingt ans seront encore une superpuissance, au moins l'horizon est à peu près balisé. La Chine a dépassé en 2004 la France en termes de poids économique, elle dépassera l'Allemagne l'année prochaine, et elle dépassera le Japon en 2020. Enfin, en 2025, la Chine aura sans doute un PIB de 8 000 milliards de dollars, le Japon 6 000 milliards, l'euro-zone 13 000 milliards et les Etats-Unis 20 000 milliards. Alors cela donne un poids considérable. Mais ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant le poids absolu que la vitesse relative.

Il y a vingt ans exactement, l'Asie, Japon compris, représentait 10 % du PIB mondial, Aujourd'hui, elle en représente 25 %, dans vingt ans, elle en représentera probablement 30 %. Parce que, entre temps, je l'espère, nous n'aurons pas démérité. Ceci veut dire qu'on a un animal, Japon compris, qui n'existait pas il y a vingt-cinq ans dans le paysage mondial et qui, aujourd'hui, est en train de bouleverser notre vision du monde. C'est très nouveau pour nous, c'est très nouveau pour eux aussi parce que cela leur pose des quantités de problèmes. Regardez aujourd'hui la Chine qui se retrouve avec le communisme plus internet !

Si on reste dans l'exercice statistique, on remarque que toute l'Asie (Chine, Inde, Sud-Est asiatique, Japon) qui a aujourd'hui un PIB de 8 700 milliards, aura légèrement dépassé l'Amérique du Nord en 2025.

Un bloc est en train de se former. Je n'aime pas beaucoup ce terme de "bloc" parce qu'il renvoie à une notion d'homogénéité. Car on continuera à avoir dans cette zone un Japon et une Chine qui se regarderont en chiens de faïence, un Sud-Est asiatique qui sera alarmant et une Inde qui sera sur des pentes différentes. Dans la tectonique des plaques économique et politique, les frères ennemis dans cette zone me semblent être davantage Chine-Inde que Chine-Japon.

Je m'interroge pour savoir si ce succès considérable de l'Asie va perdurer et satisfaire cette projection que nous venons de voir.

On a un modèle ouvert en Asie, c'est-à-dire que l'ASEAN s'est développée très clairement en référence au marché américain, rien d'autre. Aujourd'hui, la Chine est en train de s'ouvrir. Il y a vingt ans, c'était un pays parfaitement autarcique, complètement fermé. Aujourd'hui, elle est devenue le 3^e exportateur mondial avec 1 000 milliards de dollars de change. On a eu 157 milliards d'exportations supplémentaires (trois fois le PIB marocain) l'année dernière.

Cela va-t-il durer ? Oui cela va durer, et pour beaucoup de raisons. D'abord parce que la Chine a inscrit l'industrie manufacturière dans son plan de développement, c'est-à-dire que c'est le « tout industrie ». Contrairement à l'Inde qui a une approche beaucoup plus soft sur la question des services, la Chine est encore sous-développée sur ce plan-là ; cela se rattrapera, mais pour l'instant, c'est le tout industriel.

La deuxième raison, c'est que non seulement les Chinois investissent dans leur propre industrie, mais nous, les Occidentaux, nous investissons dans leur industrie. Je voudrais donner deux ou trois éléments pour que vous compreniez. Depuis trois ans, la Chine est le premier récipiendaire mondial des investissements directs étrangers (60 milliards de dollars d'investissements directs réalisés l'an dernier). Ces investissements sont réalisés à 85 % dans l'industrie, pas dans la spéculation, pas dans des hôtels, dans l'industrie. Mais il faut savoir que cela ne représente que 10 % des investissements fixes réalisés en Chine. Cela veut dire que ce sont les Chinois eux-mêmes qui investissent d'abord dans leur économie (90 % des investissements faits en Chine le sont par des Chinois). Plus encore, dans les 60 milliards de dollars, qui sont les premiers investisseurs ? Ce ne sont pas les Américains ou les Européens etc., ce sont : (i) les Chinois de Hong Kong, (ii) les Chinois de Taïwan, et (iii) les Chinois du Sud-est asiatique. Donc le rôle des diasporas s'est avéré fondamental dans le cas du développement de la Chine.

Troisième raison, il y a un pragmatisme phénoménal en Chine, quelle que soit la couleur avec laquelle on peint le drapeau. Pourquoi allons-nous en Chine et pas en Indonésie ou au Bangladesh, où les salaires sont pourtant deux fois inférieurs à ceux de la Chine ? Parce que, comme on dit, le mix d'attraction des investissements et de création d'entreprise est très supérieur en Chine à ce qu'il peut être en Indonésie ou même dans les maquiladoras mexicaines. Donc c'est pour de bonnes raisons et pas pour de mauvaises (délocalisations sauvages par exemple) que nous investissons en Chine.

On investit en Chine aussi parce qu'il y a un marché colossal. Aujourd'hui, il y a 335 millions de téléphones portables (145 millions aux Etats-Unis et 42 millions en France), on en vend 5 millions de plus chaque mois. Ceci pose des problèmes tout à fait intéressants. On a une censure de la presse encore absolue à cause du monopole du parti communiste. Quand il y a des manifestations parce que les salariés des entreprises de l'Etat n'ont pas été payés, la presse n'en parle pas, mais vous imaginez bien que cinq minutes plus tard, avec 335 millions de portables, tout le monde le sait, y compris moi-même à 10 000 km de distance. Cela pose donc des problèmes de transition tout à fait intéressants.

Evidemment, la Chine nous effraie. En janvier-février, l'Europe a importé, par rapport à la même période de l'année précédente, + 792 % de pantalons, + 613 % de pull-overs, etc. Vous avez du souci à vous faire, nous avons du souci à nous faire, la déferlante textile est là. Depuis le 1^{er} janvier 2005, on a démantelé les quotas textiles. On est tous en train d'exploser.

Le grand débat d'aujourd'hui, que les politiciens nous infligent, est le fameux débat sur les délocalisations. Mais il faut savoir que les vraies délocalisations (c'est-à-dire je ferme mon usine et je vais en Chine pour réimporter), cela ne touche que 5 % des investissements réalisés dans le monde. On est dans un système où la Chine est d'abord un marché avant d'être une menace. Nous avons perdu en France dans les dix dernières années probablement 400 000 emplois dans la chaussure, le textile, etc., au profit de la Chine, mais parallèlement, nous avons gagné 700 000 emplois en vendant des airbus d'Alstom, etc.

Le problème qui se pose est un problème de formation, d'éducation, de reconversion pour qu'une ouvrière du textile ou une ouvrière de Moulinex puissent devenir ouvrières chez Alstom ou pour qu'un village ne soit pas sinistré quand une usine ferme. Sur le plan macro-économique, nous avons plus à gagner à l'augmentation du gâteau mondial qu'à perdre, simplement. Le problème est de faire de la prospection pour se pencher sur nos avantages comparatifs, ce sur quoi nous pouvons jouer.

Pour le meilleur et pour le pire, la Chine est aussi en train de devenir un acteur numéro un dans à peu près tous les registres du jeu mondial. Prenons par exemple le pétrole. La Chine était un acteur dans ce domaine dans les années quatre-vingt-dix, aujourd'hui, elle consomme un million de baril-jour de plus par an, et elle n'a pas de pétrole (elle en a très peu et est donc obligée d'en importer). Elle a beaucoup de charbon, mais on ne peut pas faire rouler les voitures au charbon. Toujours est-il que, sur le marché mondial, la Chine a déjà depuis deux ans dépassé le Japon comme importateur de pétrole brut. La Chine va bouleverser l'ensemble de l'équation mondiale non seulement dans sa zone mais aussi au Moyen-Orient.

Là, je fais un exercice prospectif tout à fait imbécile parce qu'évidemment les Chinois, les paysans au fond de leur campagne, peuvent rêver d'accéder au niveau de vie américain, mais cela sera atroce parce que si chaque Chinois consommait autant qu'un Américain, la Chine en serait à 90 millions de barils-jour. Chacun sait que la production de l'année dernière a été de 84 millions de barils/jour, et si en plus vous prenez en compte l'Inde qui arrive dans le jeu du développement, on ne sait pas où on va. La Chine est déjà le 2^e producteur mondial de CO₂ et le premier producteur mondial de NO₂. Dans dix ans, elle sera de loin le premier producteur mondial de CO₂. Et il n'y a pas d'eau dans tout le nord de la Chine.

Le modèle poursuivi par les Chinois, qui est un modèle de rattrapage de l'Occident, n'est pas un modèle viable à terme, selon les paradigmes que nous avons connus historiquement. Je vais conclure, rassurez-vous, je reste dans le champ purement économique, celui qu'ont poursuivi les Asiatiques, à l'exclusion de tout autre, au cours des quarante dernières années. Le Japon est un nain politique et un géant économique, les quatre dragons aussi. Qu'en est-il de la Chine ?

Je me situe délibérément en dehors des scénarios de crises politiques majeures. La seule crise politique majeure qui pourrait intervenir dans la zone serait l'implosion de la Corée du Nord selon un scénario dur qui pourrait être un choc important pour l'Asie. Pour le reste, je n'en vois pas qui soit de nature à déstabiliser gravement les choses. Le paradigme nucléaire continuera à s'exercer par le jeu des traités, qu'au fond personne n'a sérieusement remis en cause. Quant aux crises financières, la crise asiatique de 1997-1998 a été une crise d'ajustement d'un système qui s'était libéralisé trop vite et dans lequel les Etats, au fond, n'avaient pas su gérer leurs systèmes monétaires de façon cohérente. Mais quand on prend une photographie de l'Asie aujourd'hui, Corée comprise (la Corée étant le pays qui a le plus souffert de la crise), la crise asiatique est un souvenir ancien. Il y a un seul pays qui a eu un élan cassé (à cause d'un problème de leadership, donc de pouvoir politique), c'est l'Indonésie, dans lequel les investisseurs reviennent moins qu'avant la crise asiatique.

Je conclus en essayant de réfléchir aux fondamentaux. Pourquoi ces gens-là ont-ils réussi, alors que dans d'autres zones du monde tous les ingrédients possibles et imaginables, pourtant connus, n'ont pas été mis en œuvre ? J'en suis arrivé à six critères ; ce sont les miens, ils sont discutables, mais ils sont aussi le résultat de trente-cinq années d'observation sur le terrain.

Les 6 critères de réussite

1. L'entreprise comme sport national. Il y a un réflexe en chacun, qu'une bonne idée être faite pour être mise en musique sur les plans économiques. Et les banques sont comme chez nous, c'est-à-dire qu'elles prêtent aux riches et pas aux pauvres. Quand vous avez une très bonne idée et que vous êtes un jeune entrepreneur, à moins de rencontrer Mohammed Younous, patron de la Graming Bank, au coin d'une rue, ce qui peut vous arriver au Bangladesh, mais

peu en Chine ou au Japon, eh bien, on se débrouille tout seul. On se débrouille en Asie par la tontine, c'est-à-dire qu'on va taper les copains, la famille, etc. Cela marche formidablement bien !

2. Une ouverture délibérée à l'extérieur. Le benchmark a été fait tout de suite, immédiatement sur l'extérieur. L'extérieur, c'est quoi ? C'est l'Amérique. C'est le marché américain, la technologie américaine, l'éducation américaine, etc. Ce sont des modèles ouverts. Pour des raisons que l'on devine aisément dans le cas de petits pays comme la Malaisie, le marché intérieur ne suffit pas pour avoir les bases d'une industrie nationale, on est donc obligé de l'élargir. En plus de cela, au démarrage du développement, le marché national est trop faible, on est donc obligé d'aller chercher la valeur ajoutée ailleurs. Toujours est-il que, pas seulement en termes de quantité, mais aussi en termes de qualité, on va aller regarder à l'étranger : on produit de la qualité aux standards américains ou européens, et après ça, cela sera bon pour les locaux quand ils auront le pouvoir d'achat.

3. L'attention extrême portée à l'éducation, c'est le réflexe confucianiste classique, c'est-à-dire l'idée simple qu'on peut s'élever socialement par l'éducation. Vous avez des pays dans lesquels les hiérarchies économiques nobiliaires sont fortes, d'autres moins, mais il y a cet espèce de réflexe farouche de toutes les mères en Asie de pousser leurs gamins à passer des examens, retourner à l'école le soir, etc. Cela aboutit parfois à des paradoxes incroyables : il y a aujourd'hui plus de doctorats scientifiques à Taiwan que Taiwan ne peut en absorber. Où sont ces diplômés en excédent ? En Californie naturellement !

4. Un pragmatisme formidable des Etats. On est ébahi quand on voit le Japon qui est une sorte de démocratie, la Chine, qui est un pays communiste, la Corée, qui a longtemps été un pays de dictature militaire, l'Indonésie un pays autoritaire. Quels que soient les systèmes, on a toujours eu des Etats extraordinairement pragmatiques. Le pragmatisme chinois est stupéfiant dans tous les registres du jeu. On ne parle pas de privatisation (on n'emploie pas de mots qui fâchent) mais on la fait. On privatise même la douane chinoise, imaginez-vous, fonction régaliennne s'il en est !

5. La religion de la croissance. Au fond, la plupart du temps, on fonde le développement sur des idées très simples. Les Japonais d'abord, le Sud-Est asiatique ensuite, maintenant les Chinois (et dans une certaine mesure les Indiens) ont pour slogan « la croissance à tout prix ». Pourquoi ? Parce qu'il faut des croissances très fortes pendant longtemps. Les savantes dissertations sur « faut-il une croissance de 4 %, 5 % ? » sont balayées d'un revers de main par les Asiatiques qui nous disent : « Nous, c'est plus de 10 % pendant quinze ans au moins qu'il nous faut pour gravir la marche suivante. »

En plus de cela, les croissances fortes aident à résoudre les problèmes patents de l'emploi, de la migration rurale, de tout ce que vous voudrez. C'est une sorte de religion simple qui est la « religion de la croissance ».

6. La création de classes moyennes est un succès. Il y a vingt-cinq ans, on était dans des sociétés très inégalement pauvres. Aujourd'hui, on est dans des sociétés où la classe moyenne est le phénomène dominant, en Chine aussi, bien que le pays soit communiste. Le concept de classe moyenne est un concept flou, difficile à maîtriser. Je vais en donner une définition simple qui, encore une fois, est la mienne. Une personne qui appartient à la classe moyenne est quelqu'un qui a un peu de biens, c'est-à-dire qui a mis vingt ans à acquérir sa boutique et son vélomoteur et qui ensuite va mettre cinq ans pour acquérir sa première voiture, etc.

On n'a pas forcément besoin de démocratie pour nourrir le capitalisme, il y a un livre de Benjamin Barber là-dessus qui est parfaitement clair. Par contre, il y a une demande de justice, il y a une demande de règle du jeu stable, c'est-à-dire qu'on ne veut pas que les puissants, les féodaux, changent les règles du jeu tous les jours. Quand on a soi-même durement travaillé pour acquérir des biens, on veut pouvoir passer quelque chose à ses enfants.

En conséquence, le phénomène de classe moyenne est un phénomène absolument déterminant. Au fond, je crois qu'il y a une erreur colossale commise par les américains quand ils prêchent la démocratie à tout le monde et en tout lieu. Il faut se souvenir que nous autres Français, nous avons acquis la démocratie moderne avec des règles du jeu, des alternances seulement au fil du XIX^e siècle, et que les deux seuls pays qui en Asie ont acquis la vraie démocratie dans les quinze dernières années sont Taïwan et la Corée du Sud, rien d'autre ; cela dérange Pékin qui est une société chinoise qui se démocratise, mais c'est Taïwan et la Corée du Sud après que leur PIB par tête a dépassé les 6 000 à 7 000 \$, au moins dans les villes. En-dessous d'un certain seuil (que je ne connais pas d'ailleurs), c'est de la littérature, ou des prêches si vous voulez, au-dessus, on commence à pouvoir en parler.

Last but not least, on a des fondamentaux économiques bien tenus, c'est-à-dire que si vous prenez la totalité des pays de l'Asie, à l'exception des Philippines, peut-être, et de l'Inde qui moi me pose problème, vous avez dans l'ensemble, quand vous regardez des problèmes de balance de paiement d'équilibre, de réserves de change, etc., des fondamentaux macroéconomiques qui sont bien tenus. Donc « il y a un pilote dans l'avion, ça tient derrière ».

Alors je terminerai en disant : cela va-t-il durer ? Eh bien oui, cela va durer, pas pour des raisons forcément de grande macroéconomie ou de grande géopolitique, mais parce qu'on a un moteur interne que j'ai essayé de représenter sous la forme du triangle d'or « épargne-entrepreneuriat-éducation ».

Essai de prospective sur l'Orient arabe contemporain

Henry LAURENS

Professeur au Collège de France

Cette région, appelée couramment Mashreq en arabe, comprend l'ensemble de l'Asie arabe plus l'Égypte. Elle forme une réelle unité culturelle et historique en dépit de ses fortes diversités internes qui peuvent être caractérisées par un ensemble méditerranéen prolongé par l'Irak ayant formé, jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'essentiel des provinces arabes de l'Empire ottoman et par un autre regroupant les divers États de la Péninsule arabique où l'influence ottomane a été beaucoup plus faible, voire inexistante, et par la force des structures propres à la société bédouine et tribale.

Sex-ratio et pourcentage de la population urbaine

	Estimation population 2004 (en milliers)	Sex-ratio (nombre d'hommes pour 100 femmes)	Croissance annuelle de la population en % 2000-2005	Pourcentage de la population urbaine 2003	Pourcentage de moins de 15 ans en 2004	Densité d'habitants par km ²
Arabie saoudite	24 919	116	2,92	88	39	10
Bahreïn	739	135	2,17	90	29	983
Égypte	73 389	100	1,99	42	34	67
É. A. U.	3 051	185	1,94	85	25	38
Irak	25 856	103	2,68	67	41	55
Jordanie	5 613	108	2,66	79	37	58
Koweït	2 595	151	3,46	96	26	131
Liban	3 708	96	1,56	87	28	434
Oman	2 935	134	2,93	78	37	8
T. palestiniens	3 685	104	3,57	71	46	–
Qatar	619	172	1,54	92	26	55
Syrie	18 223	102	2,38	50	37	92
Yémen	20 732	103	3,52	26	48	35

Source : PNUD, Rapport sur le développement arabe, 2005.

Population de l'Orient arabe à la mi-2003 (Israël est indiqué à titre comparatif)

	Superficie en milliers de km ²	Population en millions	Taux de natalité pour 1000 habitants	Taux de mortalité pour 1000 habitants	Projection de la population en millions pour 2025	Taux de mortalité infantile pour 1000 naissances	Indice synthétique de fécondité (enfants par femmes)	Moins de 15 ans en %	Plus de 64 ans en %	Espérance de vie à la naissance hommes	Espérance de vie à la naissance femmes	PNB par habitants en parité de pouvoir d'achat 2001 en \$	Qualité de l'information en ordre décroissant de A à D
A.Saoudite	2152	24,1	35	6	46,1	25	5,7	43	3	71	73	13 290	C
Bahreïn	0,7	0,7	21	3	1,0	8	2,6	28	3	73	75	15 390	B
Égypte	1003	72,1	27	6	103,2	44	3,5	36	4	66	70	3 560	B
É.A.U.	84	3,9	16	2	4,7	8	3,0	26	1	73	77	-	B
Irak	439	24,2	35	10	41,5	103	5,4	47	3	56	59	-	D
Israël	21	6,7	21	6	9,3	5	2,9	28	10	77	81	19 630	A
Jordanie	89	5,5	29	5	8,7	22	3,7	40	5	69	71	3 880	B
Koweït	18	2,4	18	2	4,6	10	4,0	26	2	77	79	21 530	B
Liban	10	4,2	21	7	5,2	33	2,4	-	7	72	75	4 400	C
Oman	213	2,6	28	4	4,4	16	4,1	34	3	72	75	10 720	B
T. palestiniens	6	3,6	39	4	7,4	26	5,7	46	3	71	74	-	B
Qatar	11	0,6	20	4	0,8	12	3,5	26	1	70	75	-	B
Syrie	185	17,5	28	5	27,6	18	3,8	40	4	69	71	3 160	B
Yémen	529	19,4	43	10	39,6	75	7,0	48	3	58	62	730	B

Source : INED Population et Sociétés n°392, juillet-août 2003.

En dépit de la forte hétérogénéité des indicateurs, la principale caractéristique du tableau démographique est l'entrée de l'ensemble de la région dans la seconde phase de la transition démographique dont les traits principaux sont une diminution régulière de la natalité (certains pays comme le Liban ou le Koweït ont déjà des taux analogues à ceux des pays industrialisés),

une forte proportion de très jeunes et de jeunes adultes et une faible composante de gens âgés. Cette situation a un impact positif grâce à la diminution à venir des charges d'éducation de la jeunesse et d'entretien des âgés inactifs et établit en même temps un marché du travail difficile à gérer avec une croissance continue de la proportion d'adultes à la recherche d'un emploi. La conséquence immédiate est la permanence d'un important chômage en partie combattu par la force des solidarités familiales et l'existence de courants migratoires forts soit à destination des économies pétrolières du Golfe soit vers les pays industrialisés. Comme ces pays ont édicté des législations restrictives des migrations de travail, beaucoup de migrants ont opté pour la définition de « demandeurs d'asile » que facilite par ailleurs l'état politique de la région.

Dans un second temps, le déséquilibre de la structure démographique conduira à un vieillissement rapide de la population qui, s'il diminuera la pression exercée sur le marché de l'emploi et les courants migratoires, aura pour conséquence d'imposer de nouvelles charges sur les transferts entre classes d'âge et groupes sociaux. En cela, l'Orient arabe ne fera que rejoindre d'autres régions du monde connaissant ce problème.

La seconde phase de la transition démographique est aussi liée à l'achèvement d'une bonne part de l'exode rural qui a conduit à l'émergence de vastes mégapoles à populations pluri-millionnaires. L'autoritarisme de la société, la force des structures familiales et des valeurs morales ont permis à ces pays d'échapper largement (à l'exception de l'Irak) à une délinquance généralisée et à une situation de violences urbaines et d'insécurité. Le contraste est frappant avec les mégapoles équivalentes d'Afrique noire et d'Amérique latine. En général, les villes de l'Orient arabe peuvent être considérées comme plus « sûres » que les agglomérations de taille équivalente dans les pays industrialisés.

Les écarts dans le sex-ratio ne correspondent pas à une prédominance imposée des naissances masculines comme en Asie (particulièrement en Chine et en Inde) mais aux migrations de travail endogènes et exogènes. Les pays d'économie pétrolière ont limité fortement les migrations de travailleurs féminins, sauf pour les travaux domestiques et sont hostiles à tout ce qui pourrait être du regroupement familial. Contrairement aux pays industrialisés, le travailleur étranger n'a aucune vocation à s'implanter définitivement, à faire souche et à faire partie du corps social. Cela implique un fort contrôle policier et collectif de la population étrangère et souvent à de véritables formes d'asservissement de la population étrangère des plus humbles. On notera une situation inverse au Liban où le sex-ratio est de 96, ce qui s'explique à la fois par l'exportation de travailleurs masculins et l'importation de main-d'œuvres domestiques exogènes (les « Sri-Lankaises », terme générique qui peut s'étendre aux Philippines, Éthiopiennes, Vietnamiennes et autres).

Si le revenu moyen est très variable en fonction des retombées de la rente pétrolière, les ressources sont aussi inégalement réparties entre les groupes sociaux. De plus, les pays riches cherchent à interdire toute implantation durable des migrants et ont donc tendance à avoir recours à une main-d'œuvre non-arabe plus contrôlable et moins susceptible de chercher à s'établir durablement. Il en résulte donc que la région connaît une importante migration entrante venue du subcontinent indien, des pays bordant le Pacifique (Vietnam, Philippines) et maintenant de l'ensemble de l'Afrique noire, en même temps qu'une émigration sortante à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Cette dernière a vocation à s'implanter durablement et à se transformer en diaspora. Elle correspond à un départ de cadres éduqués, caractéristique du Liban, et à une main-d'œuvre moins qualifiée (Kurdes de Syrie et d'Irak rejoignant les migrants kurdes de Turquie en Europe, migration plus récente d'Égyptiens

après la fermeture des débouchés de travail dans les pays du Golfe). On trouve évidemment des situations intermédiaires.

Alphabétisation et scolarisation

	% d'alphabétisation des plus de 15 ans		% d'alphabétisation des 15-24 ans		% scolarisation primaire		% scolarisation secondaire	
	1990	2002	1990	2002	1990/91	2001/02	1990/91	2001/02
A. saoudite	66,2	77,9	85,4	93,5	59	59	31	53
Bahreïn	82,1	88,5	95,6	98,6	99	91	85	81
Égypte	47,1	55,6	61,3	73,2	84	90	–	81
E.A.U.	71	77,3	84,7	91,4	100	81	58	72
Irak	–	–	–	–	–	91	–	–
Jordanie	81,5	90,9	96,7	99,4	94	91	–	80
Koweït	76,7	82,9	87,5	93,1	49	85	–	77
Liban	80,3	–	92,1	–	78	90	–	–
Oman	54,7	74,4	85,6	98,5	69	75	–	68
T. palestiniens	–	–	–	–	–	95	–	81
Qatar	77	84,2	90,3	94,8	89	94	70	78
Syrie	64,8	82,9	79,9	95,2	92	98	43	39
Yémen	32,7	49	50	67,9	52	67	–	35

Source : PNUD, Rapport sur le développement arabe 2005.

Le principal acquis des dernières décennies est le progrès de l'alphabétisation et de la scolarisation. On notera dans ce domaine les belles performances de la Jordanie, voire de la Syrie en dépit de la faiblesse des ressources disponibles, alors que manifestement l'Égypte et le Yémen sont plutôt à la traîne. Une grande part de l'effort porte sur l'éducation primaire et secondaire, avec pour conséquence une vraie alphabétisation des classes d'âge les plus jeunes qui constituent une part considérable de la population totale. Il en résulte sur le plan culturel une situation actuelle de primo-alphabétisation d'une large partie de ces classes d'âge, c'est-à-dire des enfants alphabétisés de parents analphabètes, accompagnée pour l'éducation secondaire et supérieure d'une primo-accession à ce type d'enseignement, c'est-à-dire d'enfants arrivant à un niveau d'instruction inconnu de leurs parents.

Il s'ensuit la création d'un important écart entre les nouvelles générations et les anciennes marqué par l'apprentissage de la culture écrite par rapport à une culture précédente essentiellement orale. Certes, les médias audiovisuels ont largement compensé cet écart dans les décennies précédentes, mais cela créé néanmoins une situation de rupture dans la transmission familiale de la culture. Ce n'est qu'une étape transitoire puisque les prochaines générations ne connaîtront pas une rupture aussi massive. Cette éducation de masse dont les résultats globaux ne sont pas déshonorants souffre d'une utilisation généralisée du "par cœur" et de l'absence d'esprit critique, ce qui conduit à une médiocre assimilation des contenus

du savoir. Les réformes de l'éducation et en particulier de la pédagogie sont l'enjeu central des débats actuels de société dans cette région, mais toute transformation drastique se heurte à des positions acquises et à de très fortes inerties, ce qui, là encore, n'est pas le propre de cette région du monde.

L'IDH prend en compte non seulement les données économiques (PNB par habitant), mais aussi les acquis sanitaires, éducatifs, sociaux ainsi que la participation politique et la place des genres sexués. La différence de rang entre le PNB par habitant et l'IDH permet de discerner la performance positive ou négative de l'État et de la société.

Classement selon l'indice de développement humain (IDH) 2002

	IDH	Rang mondial (1)	Différence de rang (2)
Israël	0,908	22	+ 5
Bahreïn	0,843	40	- 4
Koweït	0,838	44	- 6
Qatar	0,833	47	- 21
E.A.U.	0,824	48	- 26
Oman	0,770	74	- 26
Arabie saoudite	0,768	77	- 33
Liban	0,758	80	+21
Jordanie	0,750	90	+14
Territoires palestiniens	0,726	102	+21
Syrie	0,710	106	+ 4
Égypte (3)	0,653	120	- 12
Yémen	0,482	149	+ 16

	IDH
Monde	0,729
Pays en voie de développement	0,663
Pays arabes	0,651
Afrique subsaharienne	0,465
Asie de l'Est et pacifique	0,740
Asie du Sud	0,584
Amérique latine et Caraïbes	0,777
Europe de l'Est et CEI	0,796
OCDE	0,911

Source : *Rapport mondial sur le développement humain 2004.*

(1) 177 pays classés en 2002, l'Irak est exclu du classement.

(2) Différence de rang entre le revenu *per capita* et l'IDH.

(3) 0,680 en 2003 après un recalcul des données de référence.

L'indice composite de développement humain classe tous les pays de la région, à l'exception du Yémen, dans les catégories de développement humain élevé (indice supérieur à 0,800) ou de développement humain moyen (entre 0,800 et 0,500). Sauf pour l'Égypte et le Yémen, les pays de l'Orient arabe se trouvent dans une position largement supérieure à celle des pays en voie de développement, sans pourtant qu'ils soient considérés comme des pays « émergents ». Cette comparaison permet d'écarter la variable religieuse puisque les performances sont semblables ou supérieures à celles de pays non-musulmans de tailles équivalentes ou supérieures.

La différence de rang permet de discerner l'efficacité de pays non pétroliers comme le Liban, la Jordanie, les Territoires palestiniens d'avant la seconde Intifada, le Yémen et plus faiblement la Syrie. En revanche, la très mauvaise performance de l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, d'autres États pétroliers montre l'importance des gaspillages engendrés par l'utilisation de la rente pétrolière.

Si politiquement, on peut parler de décennies perdues dans l'autoritarisme et la violence, le dernier quart de siècle voit partout une progression continue du mieux-être global mesuré par l'IDH, ce qui permet de mieux comprendre le passage dans la seconde phase de la transition démographique.

Évolution de l'IDH							
	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2002
Israël	0,794	0,818	0,839	0,857	0,880	0,907	0,908
Bahreïn	–	0,746	0,779	0,808	0,825	0,835	0,843
Koweït	0,761	0,776	0,778	–	0,810	0,834	0,838
Qatar	–	–	–	–	–	–	0,833
E.A.U.	0,744	0,777	0,785	0,805	0,803	–	0,824
Oman	0,493	0,546	0,640	0,696	0,733	0,761	0,770
A.saoudite	0,602	0,656	0,671	0,707	0,741	0,764	0,768
Liban	–	–	–	0,673	0,732	0,752	0,758
Jordanie	–	0,639	0,663	0,682	0,707	0,741	0,750
T. palestiniens	–	–	–	–	–	–	0,726
Syrie	0,534	0,576	0,611	0,635	0,663	0,683	0,710
Égypte	0,438	0,487	0,539	0,577	0,608	–	0,653
Yémen	–	–	–	0,392	0,435	0,469	0,469

L'ensemble de ces performances montre l'importance des acquis des dernières décennies en dépit du coût des différents conflits régionaux et des dépenses d'armement. Contrairement aux sociétés industrielles occidentales qui ont connu le passage progressif et cumulatif d'une société de l'écrit à une société de l'audiovisuel (l'alphabétisation était déjà réalisée avant l'apparition de la radio et du cinéma), les sociétés de l'Orient arabe ont connu à la fois l'alphabétisation de masse et l'introduction des médias audiovisuels. On a pu ainsi caractériser la période nassérienne comme celle des radios-transistors, celle de la révolution islamique iranienne par les cassettes audio et la période actuelle par les télévisions satellitaires. En même temps, l'exposition aux médias étrangers a été considérable à un moment où l'alphabétisation

n'était qu'à moitié réalisée. La situation de dépendance envers les technologies étrangères s'est accompagnée de l'apprentissage des langues correspondantes (l'anglais aujourd'hui et dans une très moindre mesure le français). Il s'y ajoute aujourd'hui le poids des diasporas dans le monde industriel. Il s'en suit que l'ouverture sur l'étranger est particulièrement forte et que le bilinguisme est une réalité dans une large fraction supérieure de la société.

Le développement le plus récent est le basculement dans la société de l'information, totalement réalisée maintenant dans le secteur des télévisions satellisables, alors que l'écrit reste pour une bonne part soumis aux censures étatiques et que l'usage de l'internet se trouve limité, officiellement pour des raisons techniques, mais surtout en raison des réticences des appareils d'État. Dans ce dernier domaine, les choses peuvent rapidement changer, comme le montre la Jordanie qui généralise internet dans l'ensemble du secteur de l'éducation. Depuis 2003, le conflit irakien s'accompagne d'une véritable guerre dans le « cyberspace », ce qui est certainement une première dans l'histoire.

L'histoire économique régionale a connu une succession de modèles économiques contradictoires depuis la fin du XVIII^e siècle. On a d'abord eu une économie autocentrée traditionnelle dans le cadre de l'Empire ottoman, puis la création d'une économie de la dépendance et de la marginalisation dans le cadre imposé par la domination impériale directe ou indirecte européenne. Cette économie a été caractérisée par l'échange entre produits manufacturés européens et produits agricoles standardisés (cotons, agrumes en particulier) et produits miniers. Mais en même temps, l'économie de la dépendance a permis le développement de voies de communication modernes (routes, ports, chemins de fer) et la mise en place d'une infrastructure financière d'abord exogène puis en partie endogène (développement des banques arabes à partir des années 20).

À partir de l'entre-deux-guerres, dans les pays bordant la Méditerranée, s'est développé un projet d'industrialisation par substitution des importations grâce aux acquis de la période précédente en matière d'infrastructure. Grâce à la mise en place d'un système douanier protecteur qui devenait par ailleurs une des principales ressources de l'État s'est développé un capitalisme privé particulièrement dynamique dans les années 40 et 50. Les révolutions socialistes ou socialisantes ont voulu poursuivre l'effort en en donnant le monopole aux secteurs publics. Il s'agissait de susciter un « décollage » économique selon les doctrines économiques alors en vigueur. Il s'en est suivi une grave perte de capitaux et surtout de compétences. Ce modèle de développement étatisé, après des succès initiaux, a connu de graves déboires. En donnant la priorité au marché intérieur, il tend à la production de produits de qualité médiocre non exportables sur le marché mondial. Dès lors, il conduit paradoxalement à reproduire une situation de dépendance envers l'extérieur, définie à la fois par le besoin croissant d'aides étrangères obtenues le plus souvent grâce à la géopolitique de la Guerre froide et par la possibilité de n'exporter que des produits primaires (comme le coton pour l'Égypte nassérienne). Le monopole étatique intérieur devient une rente pour l'État, tandis que les besoins en devises fortes passent par la constitution de nouvelles rentes comme celles des retours des travailleurs émigrés ou le tourisme.

L'économie de la rente pétrolière

Ce modèle économique se trouve alors à la fois contesté et prolongé par l'économie de la rente pétrolière qui s'installe définitivement dans les années 50. D'un côté, elle capte à son profit les compétences de l'ancien secteur privé arabe, mais en opérant en même temps une ponction sur lui. En effet, les non-natifs du Golfe ne peuvent disposer de véritables droits

de propriété et doivent passer par des « sponsors » locaux à qui ils doivent verser une rente. Il s'ensuit une faiblesse permanente du réinvestissement dans l'économie locale et une exportation continue des capitaux que compense pendant un temps la croissance de la rente. En même temps, la classe dirigeante exerce aussi une très large ponction sur la rente qui débouche sur des dépenses somptuaires. Les sociétés des pays producteurs se trouvent elles aussi « achetées » par une redistribution de la rente et la multiplication des sponsors. Enfin, les autres pays de la région sont financés par les diverses retombées de la rente sous forme d'aides directes, du financement de l'effort de guerre contre Israël, d'envois de travailleurs immigrés et par le tourisme. Dans une première phase, marquée par le choc pétrolier de 1973, on perd totalement la rationalité des calculs économiques, et on multiplie les dépenses improductives. En même temps, les migrations de main-d'œuvre qualifiée appauvrissent en fait les pays d'origine en dépit du bénéfice apparent des envois de travailleurs. Ainsi, on a pu dire que le développement d'une industrie pétrochimique dans le Golfe s'est accompagné d'une désindustrialisation relative des pays d'origine, cas classique « d'industrie désindustrialisante » que l'on retrouve dans d'autres pays de la rente pétrolière.

Le modèle de l'économie de la rente s'est ainsi généralisé à l'ensemble de la région. Les États monopolisent la plus grande partie de ces rentes qui est ensuite redistribuée à la fois à l'intérieur de la classe dirigeante sous forme de corruption multiforme faisant du pouvoir la source de richesse et non l'inverse, et à l'ensemble de la société pour acheter la paix sociale. L'absence relative de taxation permet de contrer l'exigence de représentation. Le régime autoritaire arabe à partir des années 70 repose ainsi sur le recours à la violence d'État dont le besoin est diminué par la redistribution de la rente. L'Irak de Saddam Hussein en a été la caricature. Dans un premier temps et durant la première guerre du Golfe (la guerre avec l'Iran), il a usé de la rente pour anesthésier la société. Puis, lourdement endetté et dans une période de contre-choc pétrolier, il s'est lancé dans l'occupation du Koweït pour se trouver de nouvelles rentes. Chassé par la coalition de la seconde guerre du Golfe (1990-1991), privé de rentes et soumis à l'embargo international, il s'est maintenu par la terreur qu'atténua à la fin l'accord d'échange pétrole contre nourriture. L'occupation américaine de 2003 (troisième guerre du Golfe) a été marquée par l'impossibilité pour le nouvel arrivant de rétablir une économie de la rente, victoire essentielle de la guérilla qui le combat. Autant qu'on puisse le savoir, cette guérilla est financée par le reste caché des produits de la rente du régime tombé et par les contributions privées de musulmans bénéficiant de la rente dans les pays du Golfe.

L'économie de la rente pétrolière dans la Péninsule arabique a ainsi créé une sorte de mini-mondialisation avant la généralisation du terme. Elle est marquée par un déplacement considérable de main-d'œuvre et par des mouvements de capitaux, mais non par une hausse correspondante de la production régionale des biens qui ont alors été massivement importés des pays industriels. Dès les années 70, elle a montré sa perversité en se déclinant en cycle de chocs et de contre-chocs pétroliers produisant des secousses terribles sur l'ensemble des sociétés où les niveaux de vie ont connu de fortes oscillations, à la hausse et à la baisse. Elle est devenue un facteur important d'instabilité sociale, économique et politique. Les guerres successives du Golfe depuis 1980 ont été des guerres de la rente pétrolière, dont les coûts humains ont été particulièrement lourds. Il s'en est suivi pour les économies non productrices de pétrole des fuites en avant vers un endettement croissant accompagnées de mesures de restructuration imposées par les institutions financières internationales. Il n'en reste pas moins la difficulté pour des pays comme l'Égypte d'opérer une véritable libéralisation de leur économie. La faiblesse de leur appareil économique ne leur permet pas d'être compétitif sur le marché mondial, d'où le maintien d'une certaine protection douanière ; et la privatisation

des grandes entreprises d'État tend à transférer les monopoles publics vers le privé. On peut alors parler de transfert de rentes plutôt que de création d'instruments productifs.

Le cycle actuel marqué par une hausse continue du prix du pétrole dans un contexte défini par le 11 septembre 2001, la guerre contre le terrorisme et l'invasion américaine de l'Irak donne des résultats contrastés. Il accélère l'évolution des dernières années d'un certain nombre de petits États du Golfe vers une économie de services mondialisée et d'un plus grand réinvestissement dans l'économie régionale. Dubaï et son insolente réussite de grand centre mondial de commerce en est l'éclatante illustration et annonce ce qui pourrait être l'après-pétrole. On y voit ainsi l'abandon lent du sponsorat en raison de son impact négatif. En revanche, l'Arabie saoudite s'enfonce dans une crise intérieure que dissimule la hausse de ses revenus. Elle doit faire face à l'existence d'une jeunesse dans l'ensemble mal formée et à qui manque une véritable culture du travail, et elle ne peut résoudre la question du chômage de masse en dépit des mesures de saoudisation de l'emploi qui sont le plus souvent plus apparentes que réelles. La question essentielle est bien la réforme de l'éducation, mais le blocage idéologique lui interdit une véritable transformation.

Le reste de la région est marqué par une révolution fiscale imposée par les accords d'association avec l'Union européenne et de libre-échange avec les États-Unis. La tendance lourde est la réduction des droits de douane sur les importations, compensée par la mise en place de la TVA. La Jordanie mène depuis les dernières années du règne du roi Hussein une politique intelligente de restructuration libérale de son économie aidée par les subventions américaines et européennes. Elle se dote ainsi de QIZ (Qualified Industrialized Zones) sorte de parcs industriels dont les produits accèdent au marché américain sans droit de douanes s'il y a au moins 8% d'entrants israéliens. Les exportations jordaniennes vers les États-Unis, très faibles il y a quelques années ont été ainsi de l'ordre de 2 milliards de \$ en 2004. Les Chinois commencent à investir de façon importante dans ces QIZ. Les États-Unis poussent l'Égypte à créer ses propres QIZ, mais cela suscite de fortes résistances dans le pays. De façon générale, les besoins en devises étrangères suscitent dans l'ensemble de la région, sauf en Arabie saoudite, le développement d'une industrie touristique fortement consommatrice de main-d'œuvre et qui a besoin pour fonctionner d'une stabilité politique. La dépendance envers le tourisme est ainsi un facteur de stabilisation, mais en même temps cette activité est extrêmement vulnérable face aux bouleversements politiques, comme on l'a vu en 2003, et aux actes de terrorisme.

La politique interétatique régionale est régulée depuis plus de deux siècles par l'intervention étrangère. Comme soumis à une forme de compulsion de répétition, le schéma habituel est celui d'un ou de plusieurs acteurs locaux en train de perdre pied face à un compétiteur local plus puissant. Il fait alors appel à des intervenants extérieurs et tente d'obtenir ainsi un renversement des rapports de force. Ces dernières années fournissent de nombreux exemples : Saddam Hussein appelant l'Occident à son secours lors de la première guerre du Golfe, l'Arabie saoudite et le Koweït faisant de même durant la seconde guerre du Golfe, Arafat ayant recours à l'Europe et aux États-Unis pour modifier le rapport de forces avec Israël, le Liban se libérant de la tutelle syrienne grâce à l'intervention conjointe des États-Unis et de la France. Ce recours à l'intervention étrangère est en même temps contrebattu par un recours au discours de la libération contre l'étranger. Le système suscite et combat à la fois l'intervention étrangère. On est à la fois manipulé et manipulateur. Le conflit israélo-arabe en donne un bon exemple. Les parties concernées ne se trouvent jamais seules et ont l'art d'y faire intervenir en permanence le maximum d'acteurs extérieurs.

Sur le plan intérieur, le modèle politique dominant depuis plus de deux siècles a été engendré par la prise de conscience d'un retard sur l'Occident et la nécessité de le rattraper. Dès lors et en fonction des besoins internes des sociétés, on a eu recours à de grandes doctrines idéologiques dont le trait essentiel a toujours été leur instrumentalisation. Elles ont été ainsi plus vues comme des recettes que comme des ensembles de valeurs, même si elles ont eu des tenants des plus sincères. On a ainsi successivement recours au libéralisme européen du XIX^e siècle, puis aux différentes formes de nationalisme et de socialisme. L'islamisme d'aujourd'hui, en dépit de son authenticité apparente, obéit à la même logique. Le volontarisme politique a eu rapidement recours à la force pour briser les obstacles dans la voie du rattrapage. L'autoritarisme est ainsi apparu indispensable pour accéder rapidement à la voie du progrès. La violence nécessaire pour arriver à la libération nationale s'est tournée contre l'ensemble de la société. L'effort de guerre contre Israël a suscité la militarisation des sociétés. Le tout a conduit à l'adoption du révolutionnarisme à l'euro-péenne facilitée par l'aide du bloc de l'Est durant la guerre froide. Après 1979, avec la révolution iranienne, les islamistes ont adopté à leur tour le modèle révolutionnaire.

La redistribution de la rente et le recours à la répression ont accompagné la dégénérescence des régimes nés de la lutte pour l'indépendance, de l'action pour le développement économique et de la lutte contre Israël. Ce qui frappe est moins la persistance d'une pseudo-culture islamique incompatible avec l'ordre démocratique libéral que l'effrayante succession de cycles économiques et politiques déstabilisant en permanence les sociétés.

Aujourd'hui, ce qui est le plus marquant est l'épuisement de la formule du nationalisme arabe autoritaire et développementaliste qui a très largement dégénéré en appareil de corruption, tout en conservant néanmoins une certaine vision de l'intérêt général représenté par l'État. Le plus dur héritage est la constitution d'une puissante culture du ressentiment née d'un dialogue malheureux et brutal avec le monde occidental. On construit une histoire mythologique de conflit permanent de civilisation depuis les Croisades jusqu'à nos jours, qui prend souvent la forme de la permanence d'un vaste complot. Le conflit israélo-arabe avive en permanence cette culture du ressentiment puisqu'il possède à la fois une dimension religieuse et une dimension politique.

Comme le montrent les indicateurs de développement humain, jamais les structures sociales et économiques n'ont été aussi favorables à une pratique de la démocratie. Les télévisions satellitaires ont rouvert un vaste espace de débat pluriel qui s'étend à l'ensemble du monde arabe, et les régimes méditerranéens ont réintroduit des formes électorales ayant au moins un aspect formel de pluralisme. Les pays de la Péninsule arabe ont un net retard dans ce domaine, avec un style de réformes appartenant plus pour l'instant au domaine du despotisme éclairé que de la demande sociale.

Les principales expressions politiques d'aujourd'hui sont d'abord l'islamisme, idéologie qui veut représenter de façon incontestable l'authenticité de la civilisation arabo-islamique et qui appartient à la classe des idéologies authentitaires opposées aux idéologies de progrès. Il faut distinguer en fait un nationalisme islamique luttant d'abord pour l'indépendance nationale, dont les meilleures expressions sont le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais. Ces forces politico-militaires limitent explicitement leur action au territoire national et se posent en résistance et non en terrorisme. Les mouvements plus anciens comme les Frères musulmans en sont tout à fait proches. Le jinisme, c'est-à-dire les tenants du jihadisme international, est au contraire un mouvement sectaire voire nihiliste dont le combat porte tout aussi bien contre la société d'accueil que contre tous les ennemis de l'Islam sur ses marges

géographiques (Occident, Russie, Inde). Curieusement, il n'est pratiquement pas présent dans le conflit israélo-arabe. Les nationalistes islamiques participent au jeu politique quand ils sont dans un système politique pluraliste comme au Liban et en Palestine où ils sont présents dans les compétitions électorales. Une évolution du nationalisme islamique vers une forme d'« islamo-démocratie » où il rejoindrait le courant équivalent dans la République de Turquie paraît possible sans être nécessairement inscrit dans les faits. Sur le plan économique, le nationalisme islamique, tout en insistant sur les solidarités indispensables entre les groupes sociaux, est un tenant de l'économie privée et du respect du droit de propriété. On a vu récemment en Égypte les Frères musulmans appuyer les changements de la réforme agraire nassérienne dans un sens d'accroissement des droits des propriétaires. De même, des formes nouvelles de « finances islamiques » sont apparues et jouent un rôle certain dans l'économie régionale. En cas de compétition politique pluraliste, le principal champ de bataille portera sur le domaine des mœurs, en particulier sur le statut de la femme. Il s'agit moins de sa position socio-économique que de la question de la « moralité publique » et de l'aspect vestimentaire.

Si le nationalisme arabe autoritaire apparaît comme une forme politique dépassée, le sentiment national arabe demeure. Comme l'islamisme, il peut s'alimenter de la culture du ressentiment. Le risque est de voir l'autoritarisme se renouveler dans les conflits nés de l'intervention américaine en Irak. Si le mot d'ordre de démocratisation est à l'ordre du jour, il ne peut réussir qu'en captant à son profit les différentes formes de nationalisme. L'exemple récent du Liban en est la démonstration. Le courant progressiste existe toujours, même s'il est devenu très minoritaire. Il est présent dans un certain nombre de milieux intellectuels et peut redevenir une force politique en raison de la fermeté de sa position « anti-impérialiste ».

En fonction des épisodes historiques précédents, on peut considérer qu'une « démocratie arabe » serait surtout représentée par des chefs politiques de nature populiste ayant des appuis populaires et des bases locales fortes. La succession familiale à la tête de ces organisations serait plutôt la règle. Face à ces forces populistes apparaîtraient régulièrement des mouvements de forte nature idéologique qui les contesteraient, mais dont le destin à long terme serait de leur ressembler.

Deux grands projets politiques venus de l'extérieur et à la fois concurrents et complémentaires concernent la région, même si leur domaine d'application est plus vaste, le partenariat euro-méditerranéen et le Grand Moyen-Orient d'inspiration américaine.

Le partenariat euro-méditerranéen, dit processus de Barcelone, est de nature conservatrice puisque sa première ambition est d'assurer la stabilité du voisinage sud de l'Union européenne. Il prend la forme de multiples entreprises de coopération allant dans le sens d'une mise à niveau et de la rationalisation des structures administratives et économiques et s'accompagne de la conclusion d'accords d'association avec l'Union européenne. Son champ géographique doit être modifié puisque des pays comme Malte ou Chypre ont intégré l'Union européenne, que la Turquie pour le moins aura un partenariat privilégié et que la cohabitation entre Israël et les États arabes dans le partenariat a été difficile après le déclenchement de la seconde Intifada. De fait, le processus de Barcelone tend à devenir un partenariat euro-arabe et pourrait s'étendre à l'ensemble de la Péninsule arabique. Son influence est considérable, mais une des conditions de son efficacité est sa discrétion relative qui permet d'éviter d'éveiller les susceptibilités nationalistes.

En revanche, le Grand Moyen-Orient qui veut démocratiser l'ensemble de l'espace entre le Maroc et le Pakistan appartient plus au domaine du discours et de la pression politique ostensible. C'est un instrument complémentaire de la guerre contre le terrorisme. Il suscite

un réel intérêt de la part des milieux réformistes, mais il provoque aussi de fortes réactions nationalistes. Alors que souvent l'Union européenne apparaît comme un recours, les États-Unis provoquent d'intenses sentiments contradictoires de haine et de fascination. Le projet de démocratisation qui repose sur un rôle croissant des sociétés civiles risque de déstabiliser les régimes autoritaires alliés des États-Unis au profit des différentes formes de nationalisme anti-américain. Le postulat qu'une démocratisation de la région ferait naturellement émerger de nouveaux régimes favorables aux intérêts américains apparaît pour le moins contestable, à moins de considérer que le vrai critère de démocratisation est l'alignement sur la politique américaine...

Commentaire

de

M. Abdelouhab MAALMI

Ancien Ambassadeur, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de Casablanca

Discutant la contribution de M. Laurens, M. Maalmi a souligné qu'une distinction entre le Grand Moyen-Orient, le Monde arabe et le Monde islamique, est nécessaire pour une meilleure analyse de la situation dans le Monde arabe.

Le Monde arabe a fait un grand effort dans le domaine des réformes politiques après la fin de la Guerre froide, mais il n'a pas encore réussi son intégration dans un bloc Nord-Sud. Aujourd'hui, il opte pour plusieurs projets de partenariat, notamment les projets avec le Grand Moyen-Orient, avec l'Europe et avec son voisinage.

Cependant, le Monde arabe présente un ensemble de signes contradictoires (des guerres, des chutes de gouvernement, des élections, des crises...) qui fait de cette région une des plus instables et des plus difficiles à saisir en termes de prospective.

Concernant sa position dans le monde Arabe en dépit de sa modeste importance sur le plan économique et au niveau du développement humain (où il se situe à la fin de la catégorie moyenne), le Maroc occupe une position importante sur le plan stratégique. De plus, avec l'intronisation du Roi Mohamed VI, trois espaces ont été bien développés, à savoir le partenariat, le voisinage et la solidarité.

Dans les vingt-cinq années à venir, le monde s'intéressera davantage à la région du Monde arabe du fait de l'importance de sa production et de ses réserves énergétiques. La géographie politique de la région sera encore plus stable si on considère l'exemple de la fédération en Irak qui montre que l'intégration des minorités est possible dans cette région. De même, les groupements régionaux seront renforcés, alors que les disparités entre pays riches et pays pauvres persisteront.

Pour conclure, M. Maalmi a précisé que le Monde arabe fait face à trois grands défis, à savoir l'extrémisme religieux, les rapports avec l'Occident et le poids de la société civile.

SYNTHÈSE DU DÉBAT DE LA TROISIÈME SÉANCE

- La sécurité est une dimension qui ne peut être sous-estimée dans le jeu des acteurs et dans la prise de décision et qu'il est nécessaire d'inclure dans la vision du futur. La dimension sécuritaire est d'autant plus importante à cause de l'implosion des deux régimes : celui trouvant sur la « diagonale de l'horreur » (Amérique latine, Afrique, Russie) et celui se situant sur la « diagonale des fous » (Yougoslavie, Asie centrale, etc.). En outre, il existe des frustrations tant en Chine qu'au Moyen-Orient à l'égard de l'Occident qui remontent aux quatre siècles passés et qu'il faut régler parce qu'en cas d'accidents, ces frustrations prendraient d'autres tournures. (Xavier Guilhou)
- La sécurité dans la région du Moyen-Orient est une donnée incontournable, mais la question est : comment participer à la définition de la politique sécuritaire et devenir partenaire, au lieu d'en être seulement objet ? D'un autre côté, la question de la démocratie dans la région et du type de réformes à adopter pour mieux entretenir le contrat Etat-société reste posée. (Mohamed R. Amrani, professeur universitaire)
- La croissance signalée en Chine semble être artificielle au vu d'un ensemble d'indicateurs qui montrent que la situation n'y est pas tellement saine, tels le taux de change maintenu fixe, le taux d'intérêt maintenu stable, le système bancaire dans le coma et la persistance des séquelles de la politique économique communiste antérieure. Par conséquent, il faut s'attendre à des surprises en Chine, et s'il devait y avoir une crise, elle serait mondiale et de grande envergure. (Emilio Fontela)
- L'implosion de la Chine est une éventualité à prendre en compte en cas de démocratisation et d'une éventuelle demande de la population chinoise pour le droit à la citoyenneté. (Najib Akesbi, professeur universitaire)
- La soutenabilité de la structure démographique chinoise pose et posera d'énormes problèmes vu les déséquilibres démographiques massifs (plus de naissances de garçons que de filles) et l'adoption de la politique de l'enfant unique. (Henry Laurens)
- Quels changements pourraient avoir lieu au Moyen-Orient suite à l'insertion d'Israël dans la région ? Et quelles pourraient être les implications de ces changements sur le Maroc ? (Ahmed Lahlimi)
- Quels sont les mécanismes de gestion politique à mener par la Chine pour assurer la stabilité politique due au passage d'un Etat marxiste et bureaucratique à un Etat ouvert ? (Ahmed Lahlimi)
- Quel modèle alternatif pourra s'imposer lorsque le citoyen chinois exigera un niveau de vie comparable à celle du citoyen américain ? (Ahmed Lahlimi)
- La période la plus difficile se situera entre 2008 et 2010, car il y aura davantage de tensions sur le marché des matières premières en raison du cumul de l'explosion de la demande et de la régression de la production. Ceci ne pourra se faire sans un dérapage sécuritaire au Moyen-Orient. (Xavier Guilhou)

- Le conflit israélo-palestinien, hérité de l'Histoire, reste très important vu l'intervention de plusieurs acteurs. Pourtant, il existe un chantage sur la sécurité au Moyen-Orient, car ce conflit repose sur une inadéquation entre les dividendes de la paix et ceux de la guerre. (Henry Laurens)
- Le rôle de la culture n'est pas si essentiel, mais la prolifération du jihadisme est extrêmement dangereuse car c'est un processus de désintégration et de destruction des cultures et, en premier lieu, de la culture arabe. (Henry Laurens)
- Le développement économique et social chinois restera soutenable à l'horizon 2030 et ne sera pas affecté par la politique de change ou d'autres politiques, car les équilibres macroéconomiques sont bien tenus et le contrat social entre le pouvoir et la société bien respecté. Malgré la présence d'une autorité unique dont découle automatiquement la corruption, le pouvoir ne sera pas remis en cause tant que la croissance sera maintenue et que les villes progresseront. Ainsi, à l'horizon 2010, la Chine connaîtra un progrès économique considérable sans qu'il soit donné une grande importance au politique, et ce, grâce à deux éléments essentiels : la présence d'un seul pilote en économie et la volonté du peuple chinois de faire des expériences. (Jacques Gravereau)

QUATRIÈME SÉANCE

L'intégration régionale dans les Amériques : enjeux et perspectives 1994-2030

Dorval BRUNELLE

*Directeur de l'Observatoire des Amériques, Directeur intérimaire du Centre des études
internationales et mondialisation, Université du Québec à Montréal*

Mon exposé sera divisé en quatre sections. Je voudrais, dans un premier temps, effectuer un rappel historique, puis je présenterai successivement deux initiatives d'intégration économique à grande échelle issues de l'Amérique du Nord et deux initiatives issues du Sud. Enfin, en conclusion, je risquerai quelques éléments de prospective dans le court et dans le long terme.

Un rappel historique

Les Amériques ont été, au lendemain des premières indépendances (Etats-Unis, 1776 ; Haïti, 1804 ; Venezuela, 1811 ; Grande Colombie, 1819 ; Mexique, 1821 ; Pérou, 1821) soumises à de nombreuses guerres de conquête entre le Brésil et Buenos Aires (1825-28), entre le Chili, la Bolivie et le Pérou (1837-39), ainsi qu'à des fractionnements multiples aux dépens du Mexique (1836, puis 1846-1848), de la Grande Colombie (1830) et de la Fédération de l'Amérique centrale (1837-1839). Pourtant, malgré ces conflits et ces affrontements qui conduisirent rapidement à la multiplication des États, on assista très tôt à la définition de deux grands projets géopolitiques visant à favoriser les rapprochements et une plus grande intégration entre les nouvelles entités politiques. Le premier en date de ces projets fut celui du président James Monroe (1823) ; l'autre, celui de Simon Bolivar, fut débattu lors d'un congrès hémisphérique convoqué à Panama, en 1826, congrès auquel les Etats-Unis ne furent conviés qu'après d'âpres débats et auquel ils ne furent pas en mesure d'assister. Cette opposition entre le modèle bolivarien et le modèle des États-Unis d'intégration des Amériques traverse l'histoire, toute l'histoire du continent, c'est pourquoi elle mérite qu'on s'y arrête quelques instants.

On peut sans doute voir dans le Traité de Gand de 1814 l'origine lointaine d'une coupure profonde qui sépare depuis lors l'Amérique du Nord, c'est-à-dire les Etats-Unis et le Canada, d'un côté, du reste des Amériques, de l'autre. Le Traité est négocié entre la Grande-Bretagne et les États-Unis en même temps que le Congrès de Vienne, au cours duquel les puissances victorieuses de Napoléon I^{er} procèdent au remembrement de la carte de l'Europe. Parallèlement, la fin des guerres napoléoniennes conduit à la dissolution de l'empire espagnol des Amériques

engagée sous la poussée des insurrections montées, entre 1815 et 1822, par José de San Martin en Argentine, Bernardo O'Higgins au Chili et Simon Bolivar au Venezuela. Pour leur part, les Etats-Unis, en principe favorables à cette poussée, une fois conclu avec Napoléon (1803) l'achat de la Louisiane pour 15 millions de dollars et des Florides avec l'Espagne (1819 et 1821), reconnaissent les nouvelles républiques américaines de l'Argentine, du Chili, du Pérou, de la Colombie et du Mexique, la même année, en 1822. Cependant, plusieurs puissances européennes refusent de reconnaître la portée de ces événements ; parmi elles, l'Espagne, la France et même la Russie (1) cherchent soit à reconquérir les territoires perdus, soit à étendre leurs possessions, une stratégie avec laquelle la Grande-Bretagne est également en total désaccord et à laquelle elle s'oppose fermement. C'est donc pour chercher à mettre fin à ces velléités de reconquête que le président James Monroe livre son message au Congrès, le 2 décembre 1823, dans lequel il déclare que le continent américain est désormais fermé à la colonisation européenne.

Au départ, le message de Monroe est plutôt bien reçu par les nouveaux pays des Amériques, d'autant que les Etats-Unis n'ont pas à l'époque les moyens matériels et militaires de leurs éventuelles prétentions. Le message de Monroe ne deviendra une véritable « Doctrine Monroe » qu'à compter de son incorporation dans la « Destinée manifeste » plus tard dans le siècle (2). C'est cette doctrine qui légitime depuis lors leur politique interventionniste dans les affaires des Amériques.

Deux projets d'intégration à grande échelle issus du Nord : l'ALENA et la ZLEA

Depuis le milieu des années quatre-vingt, la stratégie commerciale des Etats-Unis se décline sur trois niveaux : bilatéral, régional et multilatéral. L'idée générale qui court derrière cette stratégie est que, prenant appui les uns sur les autres, ces négociations permettent d'atteindre des niveaux toujours plus profonds et avancés d'intégration, une intégration qui repose moins sur des concessions de leur part que sur celles qui sont consenties par leurs partenaires. Or, les Amériques dans leur ensemble représentent un terrain d'élection pour la mise en œuvre d'une telle stratégie.

Au niveau bilatéral, les Etats-Unis ouvriront le cycle des négociations avec Israël en 1985 et avec le Canada en 1989. Ces deux accords de libre-échange permettront de mettre au point le cadre et la philosophie générale des négociations commerciales à venir, un cadre et une philosophie qui trouveront leur forme achevée dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994 qui liera trois pays, deux pays développés, les Etats-Unis et le Canada, et un pays en développement, le Mexique. Depuis lors, l'ALENA servira de canevas dans toutes les négociations commerciales bilatérales, régionales ou multilatérales menées par les Etats-Unis avec leurs partenaires à travers le monde.

L'ALENA peut être considéré comme le premier accord commercial, en dehors des accords qui régissent l'Union européenne (UE), qui établit dans les relations commerciales un cadre

(1) Rappelons que l'Alaska est alors sous domination russe et que ce territoire ne sera acquis par les USA qu'aux termes d'un traité signé le 30 mars 1867.

(2) L'expression *Manifest Destiny* (Destinée manifeste) est due à la plume du journaliste John O'Sullivan qui écrivit au milieu des années 1840, peu de temps avant le déclenchement de la guerre contre le Mexique, que l'expansion des Etats-Unis à la grandeur du continent était l'accomplissement d'un destin confié par la Providence aux Américains pour assurer leur plein développement. Voir l'article publié dans la *Boston Review* par Howard Zinn et traduit sous le titre : « Mitos del excepcionalismo americano », in *la Jornada*, le 27 août 2005, page 32.

normatif transnational et qui introduit des innovations qui vont bien au-delà de ce que l'on rencontre dans des accords de libre-échange au sens du GATT-OMC. En effet, alors que les pratiques issues du libre-échange traditionnel visaient essentiellement à réduire des barrières tarifaires et autres mesures appliquées à la frontière, l'ALENA impose un repositionnement des interventions publiques dans une foule de domaines et de secteurs qui sont parfois fort éloignées en amont des seules interventions traditionnelles visant à favoriser le commerce des biens et des services.

Cette contrainte exige, dans plusieurs cas, le recours à des modifications constitutionnelles importantes (3) qui visent à déléster l'Etat social de ses prérogatives en tant que responsable et en tant que gestionnaire des biens publics et à le constituer en tant qu'Etat de droit, c'est-à-dire en tant que garant de la défense et de la protection des droits de propriété, qu'ils s'agissent d'actifs matériels ou immatériels, de brevets ou d'investissements. L'idée centrale ici est de favoriser l'émergence d'un État dont la mission centrale serait désormais liée au maintien de la sécurité dans son sens le plus large, entendue non seulement comme la protection de l'intégrité physique des populations, mais également comme la pleine reconnaissance juridique du droit de propriété en tant que droit réel absolu, c'est-à-dire en tant que droit qui prime tous les autres.

Afin d'atteindre cet objectif, l'ALENA accorde un statut juridique privilégié à l'entreprise privée étrangère, non seulement au détriment d'un gouvernement Partie à l'accord, mais au détriment également des entreprises nationales. Ainsi le chapitre 11 de l'ALENA sur les investissements permet à un investisseur d'une Partie d'intenter une poursuite contre une autre Partie, mais un investisseur national ne peut pas invoquer l'ALENA pour poursuivre son propre gouvernement. On retrouve le même genre de « discrimination » dans le chapitre 10 sur les marchés publics. En effet, faisant fond sur les principes de transparence et de traitement national, l'ALENA prévoit que les marchés publics de plus de 50 000 \$ doivent être ouverts à tous les fournisseurs des trois Parties, ceux de plus de 650 000 \$ dans le cas des infrastructures, mais il n'y a aucune disposition semblable qui aurait pour effet d'accroître la transparence dans l'achat de fournitures effectué par les monopoles et autres entreprises privées qui conservent toutes leurs prérogatives et qui peuvent avantager qui elles veulent quand elles veulent au mépris de toutes les règles que l'on se fait fort d'imposer aux entités publiques.

L'ALENA entre en vigueur le premier janvier 1994 et, onze mois plus tard, en décembre, le président Clinton convoque à Miami le premier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Amériques autour d'un ambitieux projet d'intégration à volets multiples appelé « Communauté des démocraties » (4). Ce projet ne comprenait pas moins de dix-sept thèmes, parmi lesquels figurait la négociation d'un accord commercial créant une Zone de

(3) Un exemple probant, c'est celui du gouvernement mexicain qui propose l'abrogation de l'article 27 de la Constitution en février 1992, permettant de ce fait l'acquisition de propriétés au Mexique par des non-Mexicains. L'article 27 offrait une protection constitutionnelle à la propriété communale, l'*ejido*. C'est cette décision qui permet d'établir le lien entre l'abrogation de l'article 27 et la décision de l'*Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional* (EZLN) d'intervenir publiquement le premier janvier 1994, c'est-à-dire le jour-même de l'entrée en vigueur de l'ALENA. Dans le contexte canadien, le lien entre l'amendement à la constitution et le libre-échange est passablement plus complexe. Qu'il suffisse de rappeler que c'est par suite du rapatriement de la Constitution en 1982 et de l'enchâssement d'une Charte des droits et libertés dans le document fondateur, que le Cabinet fédéral a décidé de confier l'analyse des retombées économiques de ses initiatives constitutionnelles à une commission d'enquête qui est venue à la conclusion que, pour favoriser l'« union économique » au pays, il fallait de toute nécessité faire deux choses : 1. renégocier un pacte commercial entre le fédéral et les dix provinces ; 2. entreprendre des négociations avec les Etats-Unis en vue d'instaurer le libre-échange entre les deux pays (D. Brunelle, 1997).

(4) Ce sommet rassemble 34 des 35 pays des Amériques, Cuba étant exclus du processus.

libre-échange des Amériques (ZLEA) (5). Cependant, depuis l'octroi de l'Autorisation pour la promotion commerciale (APC) par le Congrès à l'exécutif, en août 2002, la politique commerciale des États-Unis a amorcé un virage important qui a poussé la Maison blanche à revoir ses priorités et à négocier en parallèle toute une série d'accords bilatéraux ou sous-régionaux de libre-échange avec des partenaires dans les Amériques et ailleurs dans le monde. Cette révision a conduit à une permutation des ordonnancements établis au sortir du deuxième Sommet de chefs d'État et de gouvernement à Santiago, en 1998, et à placer au second rang les négociations menées jusque-là dans le cadre de la ZLEA, sans pour autant renoncer à faire avancer les négociations dans les autres dossiers et thèmes définis dans le projet de « Communauté des démocraties ».

L'intégration à grande échelle au Sud : MERCOSUR et ALBA

Depuis la signature du Traité de Montevideo, le 18 février 1960, traité qui a mis au monde l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC), remplacé en 1980 par l'Association latino-américaine d'intégration économique (ALADI), les pays d'Amérique latine se sont engagés dans plusieurs projets d'intégration économique fort ambitieux, qui sont demeurés sans grand résultat. Cependant, de tous les accords d'intégration en Amérique latine, le MERCOSUR, issu du Traité d'Asuncion de 1994, qui regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, est le plus ambitieux et, à ce jour, le plus prometteur.

Il ne fait pas de doute que c'est le Traité de Rome, et non pas l'ALENA, qui a exercé l'influence la plus déterminante sur le MERCOSUR. Le traité prévoit en effet une institutionnalisation assez complexe avec, en plus d'un Conseil et d'un Groupe du MERCOSUR, qui agissent respectivement comme organes politique et exécutif, la création d'un Secrétariat administratif, l'incorporation de la Commission du commerce et celle de la Commission parlementaire conjointe, ainsi que la création d'un Forum consultatif économique-social.

Quant à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), il s'agit d'un projet présenté par Hugo Chavez lors du III^e Sommet des chefs d'État et de gouvernements de l'Association des États des Caraïbes qui a eu lieu sur l'île Margarita en décembre 2001. Autant ce projet avait pu paraître assez utopique et abstrait au départ, dans la mesure où il ne débouchait sur rien de concret, malgré les nombreuses interventions de son promoteur au cours des ans, autant il semble désormais prendre une autre direction, surtout depuis l'accord commercial bilatéral signé entre le Venezuela et Cuba, le 28 avril 2005 et l'entrée du Venezuela dans le MERCOSUR à la fin 2005. Il convient de noter, au passage, que le projet ALBA est de plus en plus lié à d'autres projets, dont celui de mettre sur pied un consortium régional appelé Petroleos de América ou Petroamérica. Dans un article consacré à Petroamérica, Miguel Lora souligne que si les grandes entreprises productrices du Brésil, d'Argentine, du Venezuela, d'Équateur et de Bolivie formaient une alliance, le conglomerat en question contrôlerait 11,5 % des réserves mondiales de brut et pourrait influencer sur le marché mondial de l'énergie dominé actuellement par quelques oligopoles.

(5) La création de cette « Communauté des démocraties » passe par une intégration à volets multiples comprenant les thèmes suivants : 1. la responsabilité sociale des entreprises ; 2. la corruption ; 3. la défense ; 4. l'éducation ; 5. la lutte contre les drogues ; 6. le travail ; 7. la santé ; 8. l'environnement ; 9. la diversité culturelle ; 10. la sécurité continentale ; 11. la promotion de la femme ; 12. les sciences et la technologie ; 13. le terrorisme ; 14. la justice ; 15. l'agriculture ; 16. les transports ; et 17. le commerce. Bien sûr, les négociations ne sont pas menées dans tous ces secteurs à la fois, mais il n'en demeure pas moins qu'au cours de l'année 2005 des rencontres ministérielles et des réunions d'experts ont eu lieu dans cinq domaines, à savoir : 1. le travail ; 2. la sécurité ; 3. l'agriculture et la vie rurale ; 4. la décentralisation et la déconcentration des grandes villes ; et 5. les questions sociales.

Cela dit, quel bilan économique peut-on tirer de ces initiatives ? Des vingt-trois principaux accords économiques régionaux actuellement en vigueur dans le monde, deux ont eu et ont encore des effets intégrateurs significatifs ; ce sont l'UE et l'ALENA. Dans ces deux cas, entre 1980 et 2001, le commerce interne en pourcentage du total des exportations passe de 60,8 à 61,2 % pour les quinze de l'UE et de 33,6 % à 54,8 % pour les trois de l'ALENA. Dans tous les autres cas, qu'il s'agisse des neuf accords régionaux en Afrique, des six accords en Amérique latine et des six en Asie, les effets intégrateurs sont soit mitigés, soit nuls, voire même négatifs. En Afrique, dans cinq cas sur les neuf recensés, le pourcentage du commerce interne oscille entre 0,15 % et 1,6 %, tandis que dans deux seulement, celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAS) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le commerce interne croît quelque peu, de 0,3 à 8,7 % pour les partenaires du premier accord, de 9,9 à 13,2 % pour ceux du second. Dans les Amériques, entre ces deux dates, l'effet intégrateur est notable pour le MERCOSUR, où le commerce interne augmente de 11,6 à 20,8 %, mais faible pour la CARICOM et le Groupe andin, où il passe de 5,3 à 13,4 % pour le premier et de 3,8 à 9,4 % pour le second, tandis que, dans deux cas, le MCAC et l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS), le commerce interne est inférieur en 2001 à ce qu'il était en 1980. En Asie, enfin, sur six accords, le commerce interne augmente de 17,4 à 22,4 % entre 1980 et 2001 pour l'ANASE, tandis que l'accroissement est négligeable ailleurs.

Éléments de prospective

La conjoncture économique, politique et sociale semble étonnamment mouvante dans les Amériques ces temps-ci. Autant on avait pu penser, au lendemain des dictatures, que nous assisterions à un rétablissement des relations entre le Nord et le Sud autour du projet de Communauté des démocraties, autant nous semblons actuellement assister à une mise à distance de part et d'autre. Témoigne de ceci le fait que le fleuron du Plan d'action de Miami, le projet de ZLEA, a été complètement écarté des discussions et des rencontres hémisphériques depuis l'échec de la huitième Rencontre ministérielle tenue à Miami en novembre 2003.

La première chose qui frappe l'esprit est la vitesse avec laquelle on a assisté à un vaste déplacement de l'électorat vers la gauche du spectre politique en Amérique latine. Ces revirements politiques sont imputables, non pas à la conjoncture économique, puisque l'Amérique latine a connu une croissance globale de 5 % par an depuis un an ou deux, mais surtout à la détérioration sociale. Cette détérioration est rendue d'autant plus intolérable que la politique économique fondée sur la déréglementation et les privatisations prétendait favoriser la création d'emplois et l'augmentation des niveaux de vie. Ce phénomène va en s'accéléralant, et il n'épargne pas les États-Unis dont l'évolution de la répartition des revenus au cours des récentes années les place derrière le Costa Rica et l'Uruguay, avec le résultat qu'ils se rapprochent petit à petit d'un modèle de distribution de la richesse que l'on rencontre dans les pays les plus inégalitaires, comme le Brésil.

Les réactions politiques et sociales contre ce modèle néo-libéral de développement divisent profondément les Amériques. Ces contradictions se répercutent à trois niveaux. On les retrouve aussi bien au niveau local, dans les affrontements qui opposent adversaires et promoteurs des privatisations de l'eau à Cochabamba en Bolivie, tout comme on les rencontre au niveau national, dans ces confrontations entre promoteurs et adversaires des accords de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale. On les rencontre, enfin, au niveau régional autour de projets de renforcement des solidarités Sud-Sud dans le MERCOSUR et dans le projet

ALBA. Ces initiatives, nées dans un contexte de mise à distance, voire de rejet, du projet d'intégration continentale porté par les États-Unis, cherchent à faire contre-poids à leur pouvoir et à leur ascendant dans la région.

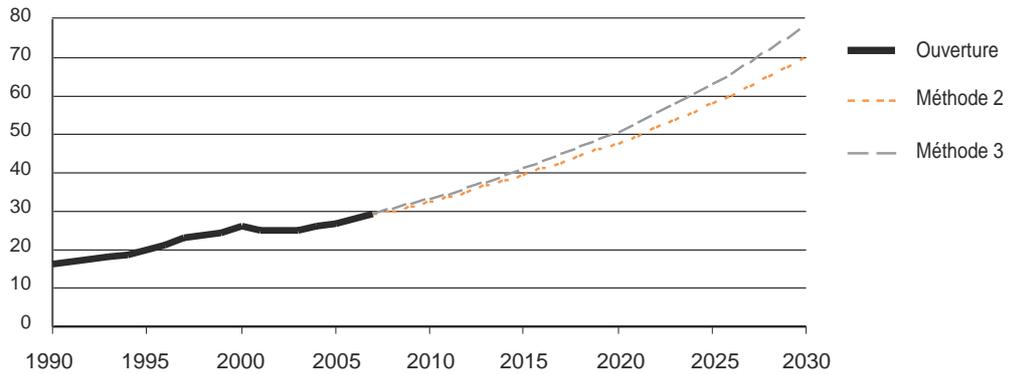
Enfin, pour terminer, il convient d'évoquer une dernière question, celle qui a trait au poids de plus en plus grand de la Chine dans la région. En effet, la Chine s'impose de plus en plus comme une puissance à part entière dans les Amériques, ce que confirment par ailleurs toutes les données disponibles sur la progression des importations et des exportations en provenance ou en direction de ce pays. En ce sens, l'intrusion de la Chine impose ses contraintes propres dans les négociations commerciales, comme l'avait relevé l'ex-secrétaire-général de l'OEA, César Gaviria, quand il avait imputé l'échec de la huitième Rencontre ministérielle des ministres du commerce des Amériques tenue à Miami, les 20 et 21 novembre 2003, à « la peur de la Chine (qui avait) imprégné l'atmosphère de la rencontre » (6). Depuis lors, la question de savoir quel sera l'impact sur les Amériques de l'émergence de la Chine comme puissance commerciale et celle de savoir quelle sera la stratégie des grands acteurs économiques, et des États-Unis, en particulier, face à ce nouveau défi, demeurent sans doute deux des questions les plus déterminantes pour les Amériques à l'avenir.

(6) Andres Oppenheimer, « Fear of 'Made in China' Speeds Up Deal », *Miami Herald*, 21 novembre 2003.

ANNEXE
**QUELQUES TABLEAUX PROSPECTIFS
 SUR L'ÉVOLUTION DU COMMERCE DES ÉTATS-UNIS AVEC LA CHINE
 (1990-2030)**

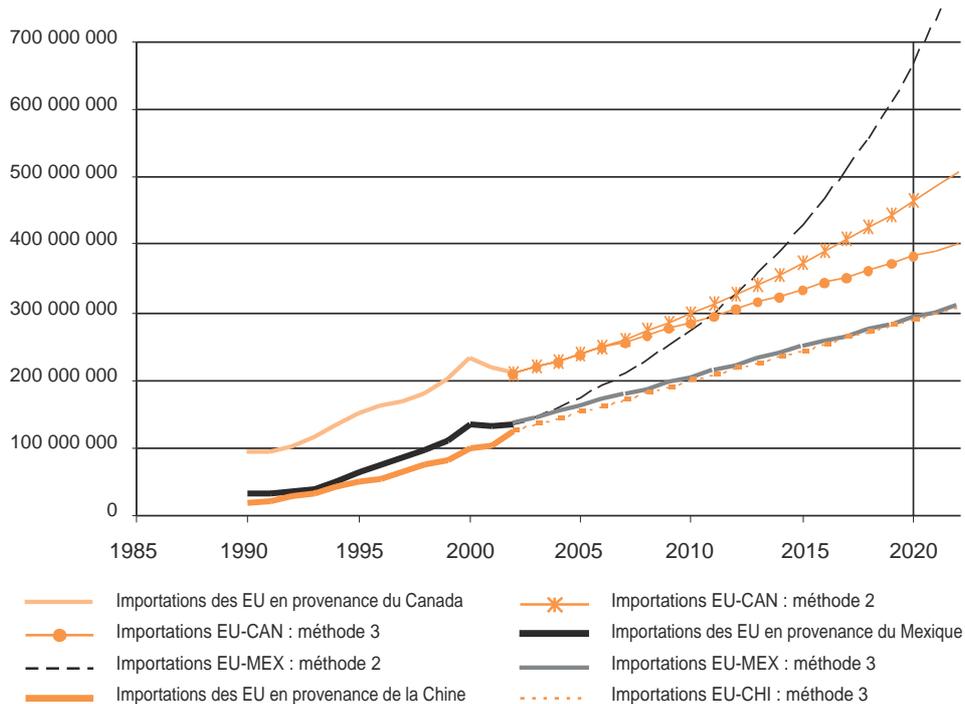
Ce premier graphique est une projection sur 25 ans de l'ouverture commerciale des Etats-Unis.

L'ouverture économique des ÉU (exportations + importations) / PIB
(en pourcentage)

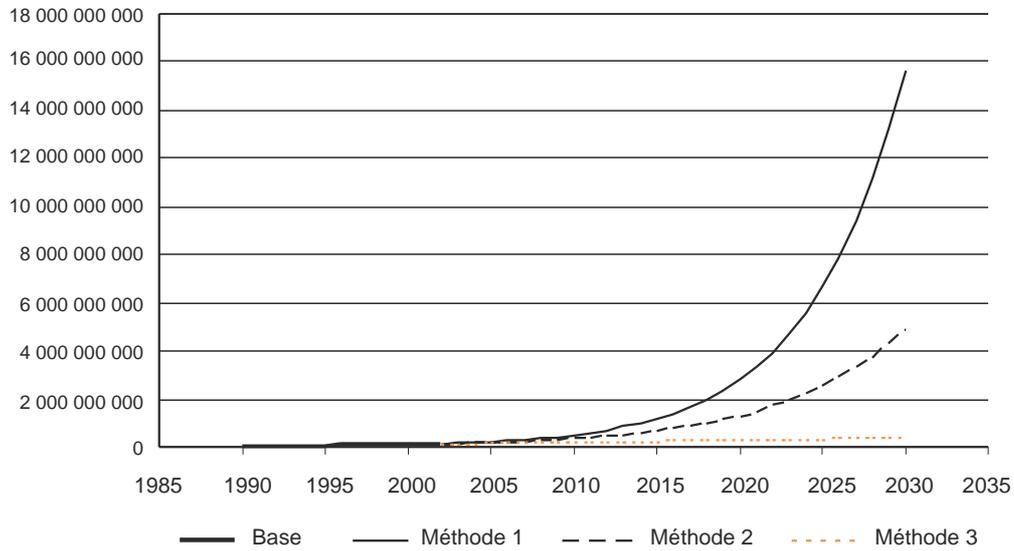


Les trois graphiques ci-après illustrent l'ampleur de la progression des échanges des Etats-Unis avec la Chine, le Mexique et le Canada.

Importations des ÉU en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine
en milliers de \$US

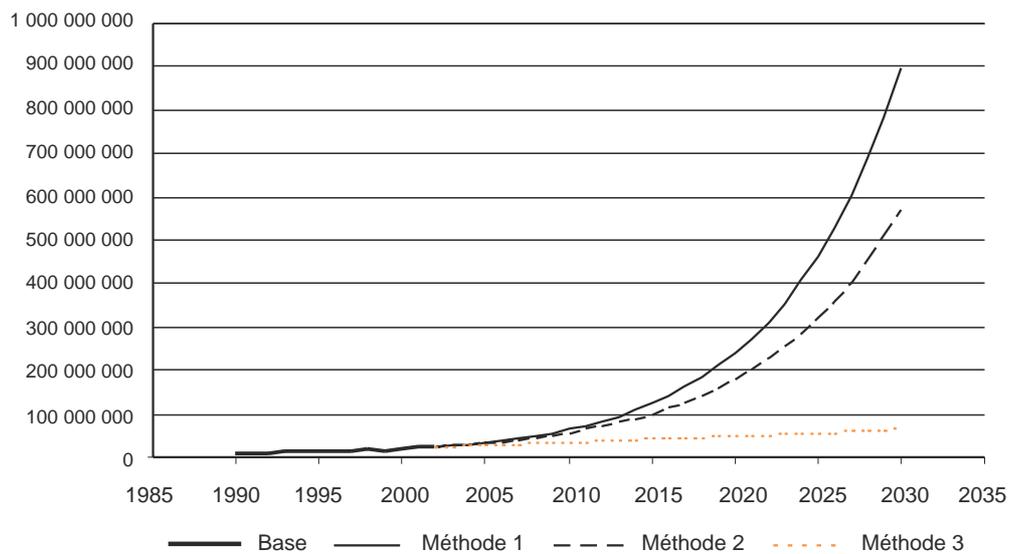


Importations des ÉU en provenance de la Chine *en millier de \$US*



Conclusion : La méthode 3 est la méthode la plus probable.

Exportations des ÉU vers la Chine *en milliers de \$US*



Conclusion : La méthode 3 est la méthode la plus probable.

Commentaire

de

M. Abdelhay Moudden

*Directeur académique du « Center for Cross Cultural Learning »,
Professeur à l'Université Mohamed V*

En remarquant que M. Brunelle avait privilégié le volet économique, M. Moudden considère que le Maroc est interpellé par toutes les régions du monde à des degrés divers ; reste à identifier l'importance de ces degrés. Il a ainsi formulé quelques questionnements résumés comme suit :

- Comment les acteurs (Etats-Unis et Union européenne) perçoivent le monde et quelles sont leurs stratégies car chaque pays a ses propres enjeux ?
- Les Etats-Unis resteront une puissance durant au moins les vingt-cinq prochaines années. On doit alors se demander ce que le Maroc peut faire de ses relations avec cette puissance, quand on sait que le Canada ne lui a pas résisté.
- Il est nécessaire de bien comprendre la nature des relations entre les Etats-Unis et l'Union européenne et de redéfinir la stratégie marocaine vis-à-vis de la France.
- L'ingérence militaire américaine est-elle devenue une pratique courante ou sera-t-elle remplacée par une ingérence économique ?

SYNTHÈSE DU DÉBAT GÉNÉRAL

- A partir des textes des accords, on peut constater que l'ALENA est une copie de l'UE, sans que l'esprit de l'ALENA soit à nier dans la formulation des autres accords. Quant à l'espace économique européen (EEM), qui constitue le système que l'UE a développé avec les pays voisins qui n'ont pas adhéré, c'est un espace basé sur le libre-échange et aussi sur la connaissance mutuelle. (Emilio Fontela)
- Est-ce que le Maroc peut se permettre de signer des accords de libre-échange à gauche et à droite, et donc de jouer la carte stratégique de la dilution de la mondialisation plutôt que de la régionalisation ? Il est peut-être déjà trop tard pour le Maroc. La simple signature de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis interdit quasiment tout niveau d'intégration avec l'Union européenne supérieur à celui de la zone de libre-échange. Cette erreur stratégique montre que le Maroc n'a aucune vision et que les Marocains ne savent pas ce qu'ils veulent faire de tous ces accords. Par ailleurs, l'accord de libre-échange (ALE) avec les Etats-Unis n'a jamais été publié pour que la société civile puisse donner son avis sur cet accord. (Najib Akesbi, professeur universitaire)
- Les grands problèmes du Maroc sont relatifs à l'éducation, à l'épargne et à la redistribution des revenus, le fameux triangle gagnant en Asie. La pauvreté, l'éducation et l'analphabétisme restent les préoccupations majeures du pays. Ensuite, le Maroc n'a pas de système de distribution et de redistribution des revenus qui permette une meilleure mobilisation de l'épargne et l'émergence d'une classe moyenne. Enfin, le 3^e élément à prendre en considération est l'entrepreneuriat. Le vrai problème de ce pays est celui de la faillite de toute une élite politique, une élite économique, une élite qui est là depuis l'indépendance. Le Maroc ne dispose pas d'une classe entrepreneuriale. Le premier vrai problème de ce pays est politique, il est institutionnel. Tant qu'on restera dans une structure institutionnelle qui empêche l'éclosion des compétences et empêche que celui qui est responsable pendant un temps de quelque chose ait ce devoir de rendre des comptes, alors les choses continueront ainsi. Il est de l'intérêt du système politique en place qu'il fasse en sorte qu'il y ait l'émergence d'une élite qui vit dans un Etat de droit, qu'il y ait d'abord un Etat de droit économique. (Najib Akesbi, professeur universitaire)
- L'Europe est à géométrie variable : il y a Schengen, il y a l'euro, et on pourrait imaginer qu'une partie de l'Europe mette dans une cagnotte commune avec un certain nombre de pays de la rive Sud de la Méditerranée quelque chose et constitue un espace euro-méditerranéen différent de ce qui existe maintenant, de ce qui est imaginé par la commission en termes de politique de voisinage. Le problème est que beaucoup de pays ne participent pas à la construction de cet espace euro-méditerranéen et n'y sont pas intéressés. Une question se pose : comment est-il possible de vendre ce projet ? (Mohamed R. Amrani, professeur universitaire)
- Il est nécessaire, pour le Maroc, de revoir le modèle asiatique dans tous ses aspects (rapport Etat/privé, mode de financement de l'économie, secteur informel, etc.). Cinq points importants sont à régler pour aller dans le sens d'un développement durable :
 - solder les comptes et les séquelles de l'Histoire par deux dispositifs très simples mais d'une importance capitale : annuler la dette extérieure des pays en développement et des moins

- développés et forcer les règlements des problèmes frontaliers selon des considérations d'Histoire et non d'opportunités du moment ;
- payer le prix de la sécurité et de la géographie par rapport à des accords de coopération bilatéraux qui soient dignes de ce nom, pas forcément comptables mais stratégiques ;
 - rendre la mondialisation équitable, car on ne peut pas envisager une concurrence loyale dans une mondialisation qui a été faite par et pour les pays du Nord ;
 - arracher les organisations internationales à caractère économique et social de leur bureaucratie et de leur dimension budgétivore, il faut démocratiser l'aide internationale et la rendre plus transparente ;
 - reconfigurer l'Organisation des Nations Unies sur la base des dimensions politique, économique, culturelle et géographique. (Najib Mikou, parti de l'Istiqlal).
- La dimension du travail et la dimension sociale ont été oubliées des discussions. Le partenariat européen était fondé sur des bases sécuritaires. On ne peut plus omettre la dimension sociale et l'application d'une politique de co-développement, si on veut faire de l'espace méditerranéen un espace de prospérité et de sécurité. (Amal Amri, Union Marocaine des Travailleurs)
 - Le Maroc est dans un système multilatéral, mais que représente-t-il dans ce système ? Les propositions qui ont été faites par la BAD sont intéressantes, mais elles plongent le pays dans ce cercle vicieux de l'endettement. Ce n'est pas en "rééchelonnant" la dette qu'on va régler la situation des pays les moins avancés. Il est inconcevable, que 50 ans après son indépendance, le Maroc encourage la politique de "rente". Il est inconcevable qu'un pays, qui a 3 500 km de côte et qui est grand producteur de poulpe et de sardine, fasse des concessions à l'Europe moyennant des subventions. Les privatisations n'ont jamais arrangé les problèmes de la "rente", elles ont tout simplement enrichi les sociétés privées après avoir détruit des monopoles d'Etat. Le Maroc est malheureusement inscrit dans ces politiques de rente où il n'y a pas de place pour des politiques de développement focalisées sur l'éducation. Le défi à relever est d'avoir une main-d'œuvre qualifiée. (Amal Amri, Union Marocaine des Travailleurs)
 - C'est la dimension sociale qui va payer les frais de la mondialisation du « capitalisme sauvage ». Le futur s'avère incertain : quelles vont être les possibilités d'intégration régionale au niveau du Maghreb ou au niveau arabe ? Avec la mondialisation et la compétition des systèmes sociaux qui sévit actuellement, comment la dimension sociale se transformera-t-elle ? Comment les services publics changeront-ils ? Comment la fracture sociale va-t-elle évoluer avec le chômage galopant ? Avec l'accroissement de la pauvreté, quel monde attend les travailleurs ? (Mustapha Brahma, Confédération démocratique du travail)
 - Quels pourraient être les effets de levier qui pourraient nous donner des éléments de réflexion lors de nos discussions avec les Américains ? (Farida Moha, Caisse de Dépôt et de Gestion).
 - Jour après jour se creuse un fossé technologique dans l'innovation et la production du savoir. Aujourd'hui, 90 % du savoir est produit dans des endroits très précis du monde (ou alors captés par ces endroits).
 - Le fantasme civilisationnel pèse beaucoup sur les esprits et inhibe toute bonne volonté.
 - La réflexion prospective demande de rêver. Il faut oser, il faut aussi et surtout éliminer les tabous parce que si on garde des tabous, on ne peut pas avoir l'esprit suffisamment libre pour penser à toutes les éventualités, on ne peut pas sortir avec une réflexion saine, objective et complète. Les ruptures, il y en a toujours eu dans l'Histoire, des ruptures économiques,

des ruptures religieuses et des ruptures politiques. Actuellement, nous sommes confrontés à une rupture beaucoup plus grave, la rupture écologique. Sachant l'importance de l'énergie et de la géopolitique dans les trente années à venir, le Maroc pourrait rêver de faire un raccourci en investissant dans l'énergie solaire. Le Maroc produit 64 mégawatts à Tétouan, 160 à Essaouira, mais ce n'est pas suffisant. Les ambitions pourraient être grandes : satisfaire les besoins nationaux, procéder à la dessalinisation de l'eau de mer pour l'irrigation, exporter l'électricité propre vers l'Europe. (Hassan Bendahmane, coordonnateur national du projet ANCRE).

- Les Marocains doivent rêver et apprécier les rêves des autres. Deux défis sont posés : baser le rêve marocain sur une approche multilatérale et former les jeunes. (Hassan Bendahmane, coordonnateur national du projet ANCRE).
- Trois types de transition sont à distinguer : la transition démographique, la transition économique (surtout en Asie) et la transition idéologique. Ce dernier point a aussi une dimension sécuritaire. La fin des blocs avec la chute du mur de Berlin met le monde devant une situation particulière caractérisée par l'unipolarité et l'évolution vers 2 types d'unification :
 - l'unification du marché international par la mondialisation,
 - l'unification du champ stratégique sous l'égide d'une oligarchie composée du G8 et des membres du conseil de sécurité.
- L'architecture de la sécurité pour ce qui est de notre sous-région continue d'être tributaire de 3 problématiques : l'inefficacité du système de défense collectif arabe, la persistance de la tension arabo-israélienne et la centralité de l'espace euro-atlantique. L'espace euro-méditerranéen est une composante de cet espace de sécurité euro-atlantique. (Abdellatif Nacif, ancien ambassadeur).
- L'univers arabo-islamique dont nous faisons partie est captif encore des limites enregistrées dans le passé dans un embryon de révolution industrielle, une révolution civile qui aurait permis de délimiter les espaces respectifs du politique et du religieux et une révolution transnationale qui élèverait les choix à des niveaux supranationaux. Ces trois révolutions n'ont pas encore été traversées.
- La région méditerranéenne est fragmentée tant sur le plan économique que sur le plan politique. La région est dépendante sur le plan économique, et même le principe du plan Marshall, souvent évoqué, ne peut régler le problème de cette région car les économies sont encore à construire. L'évolution de l'économie est inséparable de la consolidation des institutions démocratiques.
- L'idée d'un système mondial contractualisé s'est développée dans les travaux du groupe de Lisbonne : le contrat social doit devenir une base de la régulation mondiale avec la participation de tous les agents de la société civile. L'économie est une science nationaliste, Adam Smith nous a parlé de la richesse des nations, mais le monde s'est trouvé devant un phénomène de globalisation qui dépasse l'économie des nations et pour cela nous avons besoin d'un livre qui s'appelle la "richesse du monde". (Emilio Fontela).
- Le Canada n'a pas négocié une partie de dupes, loin de là. L'accord de libre-échange a eu au fond des effets positifs. Il faut avoir une expertise pour négocier ces accords. Il est nécessaire d'avoir des groupes de recherche pour se pencher sur des questions-clés et favoriser la circulation de la connaissance et des instruments de savoir. Il est important d'avoir une expertise critique, crédible. Enfin, la mobilisation de la société civile est fondamentale. Les 35 pays d'Amérique

latine ont réussi à produire un événement unique au monde : une alliance sociale continentale. Cette alliance a produit un document « Alternative Amérique » issu des rencontres parallèles aux sommets officiels. (Dorval Brunelle).

- Le cas de la Jordanie est intéressant à étudier pour le Maroc, car ce pays a une vraie stratégie économique et éducationnelle. La Jordanie est un petit pays avec une population moins nombreuse que celle du Maroc et qui bénéficie des dividendes du conflit arabo-israélien. L'immigration liée à la rente pétrolière n'est pas une immigration définitive, car les économies pétrolières refusent l'installation durable des populations immigrées; donc les immigrés reviennent, ce qui n'est pas le cas pour le Maghreb. L'une des stratégies économiques de la Jordanie à l'époque du Roi Hussein était d'exporter la main-d'œuvre pour avoir des retours financiers ; ce qui n'avait pas empêché une crise à la fin des années 80. Aujourd'hui, la Jordanie a une stratégie d'éducation complète. (Henry Laurens).
- Le Maroc n'est pas considéré comme un pays excessivement endetté. Le service de la dette du Maroc est soutenable, il ne fait donc plus recours au Club de Paris pour le rééchelonnement. (Antoinette Dinga Dzondo).

SYNTHÈSE ET CONCLUSION DES TRAVAUX

Xavier GUILHOU

Directeur de XAG-Conseil et Conseiller du commerce extérieur de la France

Pour reprendre ce trait d'humour de Christian de Boissieu, en introduction de son propos, « la prospective est toujours hasardeuse, surtout quand il s'agit de parler de l'avenir ». L'exercice est en effet délicat quand on est, comme le Maroc, un petit pays, avec une longue histoire, une forte identité et une singularité géographique qui vous positionne à la confluence de logiques d'intérêt complexes.

L'avenir du Maroc est semble-t-il au cœur de multiples questionnements. Ce pays est en effet à la fois puissance atlantique, méditerranéenne, africaine, liée à l'histoire européenne et à celle du monde arabo-islamique, confrontée aux puissances émergentes de l'Asie et de l'Amérique latine. Son environnement géostratégique est caractérisé par une multiplicité de jeux d'acteurs dont les finalités en termes de pouvoir et de puissance sont de plus en plus divergentes. Outre cette mosaïque d'intérêts qui rend difficiles les cheminements et notamment les choix d'alliances et de partenariats, le pays doit aussi intégrer dans ses réflexions quelques échéances politiques, sécuritaires et économiques qui ne peuvent être sous-estimées sur les prochaines décennies.

Cela suppose, en préalable, de s'interroger sur ce que pourrait être la meilleure posture pour aborder ces trente prochaines années et d'essayer d'imaginer ce que pourraient être les meilleures options à envisager pour optimiser le positionnement et le leadership du Maroc dans un monde qui se transforme très vite.

Un préalable : ne pas se tromper de posture

Dans un contexte géostratégique de plus en plus instable et de moins en moins régulé par le jeu des Etats ou des institutions internationales, le Maroc peut adopter plusieurs postures :

- **La posture du cynisme**, qui prévaut actuellement dans les milieux mondiaux de l'économie et de la finance en jouant sans scrupule la mondialisation des capitaux et la globalisation des standards. Ce monde concentre actuellement 85 % de la valeur ajoutée mondiale, et moins de 10 % de la population mondiale en tire l'usufruit. Certes cette posture permet d'attirer les investissements directs, de financer les privatisations nécessaires, de moderniser le système bancaire afin de soutenir la croissance du pays. Néanmoins, la fin de l'ATV (accords textile et habillement) et le démantèlement des quotas au premier janvier 2005 montrent les limites de ce type de raisonnement suite au déferlement des exportations chinoises sur l'Union européenne et sur les marchés nord-américains. Le Maroc est l'un des premiers pays à être touché par cette rupture des marchés, et le sinistre avenir sur ses réseaux de PME risque d'être très préjudiciable pour l'économie et la stabilité sociale du pays. Cette approche cynique qui prévaut dans les milieux de l'hyper-libéralisme ambiant peut fragiliser du jour au lendemain

une économie en transition, voire en rattrapage, et créer des tensions socio-politiques difficiles à contenir, surtout dans un pays où le taux de chômage pointe à 20 % en zone urbaine (11 % sur le plan national). Il y a au-delà la prise de risque qu'il faut assumer, une prise de conscience et une maturité à faire émerger en termes d'économie politique, afin de ne pas subir à moyen terme les turbulences de l'économie monde. Cela suppose de ne pas se laisser fasciner par l'apparente rentabilité des produits financiers qui sont liés à une volatilité effrénée des marchés et à des bulles spéculatives éphémères.

- **Le Maroc peut aussi adhérer à la « realpolitik »** qui prévaut sur le plan géostratégique, d'autant qu'il y a peu de place pour se singulariser face à la surpuissance américaine et à l'absence de contre-pouvoir sur les court et moyen termes. Là aussi, même s'il faut savoir reconnaître les effets de la concentration du pouvoir et de la puissance, surtout en termes sécuritaire, militaire, diplomatique et informationnel, l'observation de la situation au Proche et Moyen-Orient montre qu'il y a des dimensions sur le terrain qui ne peuvent pas être couvertes par la seule suprématie des technologies et par une vision messianique de la démocratie. Il y a aussi ces dimensions de l'identitaire et du culturel qui s'affirment de plus en plus et vis-à-vis desquelles les USA ne sont pas très à l'aise. Celles-ci ne rentrent pas dans les processus stéréotypés du « nation building » réfléchis par les think tank de Washington ou de la Banque mondiale. Elles exigent du temps, du respect, de l'intelligence. Le « soft power » face au « hard power » sera-t-il la nouvelle voie, celle de l'émergence d'une nouvelle géopolitique en terme d'alliance, à l'instar de l'idée de « non alignement » au moment de la Guerre froide entre les deux grands blocs idéologiques ? Il y a là aussi un cheminement à explorer en termes de positionnement pour les prochaines décennies.

- **Le Maroc pourrait aussi se laisser porter, voire sombrer, dans l'angélisme ambiant,** notamment celui qui est porté par le vieil Occident et qui considère que l'avenir n'est fait que de taux de croissance, que d'élargissement de zones de prospérité et de paix, que de réduction des inégalités Nord-Sud en se cachant derrière des lettres d'intention généreuses sans effets concrets... La réalité est malheureusement différente, et il faut plus que jamais opposer à ces raisonnements linéaires et généreux les principes de réalité, voire ceux de l'accident majeur dont les vertus ne peuvent être ignorées en termes d'analyse prospective. L'analyse des fondamentaux, ne serait-ce que sur les trois prochaines décennies, invite à beaucoup de modestie sur des perspectives idéales. L'effet de « ciseau » sur le pétrole, la volatilité des marchés financiers, les tensions durables sur les marchés des matières premières du fait de la demande des BRIC (Brésil-Russie-Inde-Chine) ne vont que radicaliser les logiques d'intérêt des uns et des autres au niveau mondial avec des rendez-vous délicats sur le plan sécuritaire autour de 2006-2010, si ce n'est avant, compte tenu de la situation au Moyen-Orient. Les niveaux de tension escomptés sont tels qu'une sous-estimation de ces risques majeurs pourrait balayer les meilleures planifications en quelques semaines. Une surestimation pourrait aussi paralyser l'intelligence en l'enfermant dans des principes de précaution préjudiciables. La tendance à céder à un certain autisme est fort si l'exercice prospectif s'adosse uniquement aux modèles d'analyse des risques tels qu'ils sont utilisés en Europe et aux USA. Ces modèles fortement inspirés par les logiques bancaires et assurantielles ont systématiquement sous-estimé les pulsions de l'Histoire et les réactions des populations, pensant que seuls le commerce et les monnaies étaient les véritables régulateurs du monde. C'était sans compter avec les hommes et les accidents qui rythment l'Histoire. Les deux prochaines décennies pourraient redonner dans ce domaine toutes leurs lettres de noblesse aux jeux de pouvoir avec un retour affirmé et personnalisé du politique (cf. d'ores et déjà le jeu de Poutine en Russie et en Asie centrale). Elles pourraient aussi modifier les logiques de puissance avec l'arrivée fracassante de nouveaux entrants et,

au-delà, de nouvelles règles du jeu qui pourraient remettre en cause nos visions actuelles de certaines suprématies. Cette perspective invite à regarder la réalité en face et à ne pas sombrer dans cette pathologie occidentale qui préfère la schizophrénie au principe de réalité en termes de projection à moyen terme des facteurs de pouvoir et de puissance.

- **La meilleure posture**, me semble-t-il, pour les prochaines décennies, surtout dans cette phase de rupture que j'ai identifiée en introduction, devrait être celle du **pragmatisme** et de la lucidité. Elle n'empêche pas d'être à l'heure avec la mondialisation et la globalisation, mais pas à n'importe quel prix. Elle n'empêche pas d'être un acteur de la realpolitik, mais en affirmant sa singularité et en devenant aussi un acteur responsable, voire indispensable et reconnu, du « soft power » émergent. Par contre, elle évite la dérive des illusions qui peut être fatale aux plus belles idées et aux meilleurs talents. Cette dérive serait d'accorder aux croyances actuelles une légitimité et une crédibilité infaillible. Les discours sur les délocalisations illustrent ce propos. Actuellement en Europe et aux USA, tout le monde croit que la force définitive de la technologie ou de la valeur ajoutée occidentale permettra de tenir les fronts de la compétition mondiale. C'est faux ! La technologie d'aujourd'hui est marquée par la rapidité de sa diffusion, et l'esprit de création n'est plus uniquement du côté de l'Occident. Le monde des positions imprenables a disparu. Tout le monde peut faire mieux et différemment aux quatre coins de la planète. Les jeux s'ouvrent sans que pour autant de nouvelles règles soient réfléchies et définies. Face à ce contexte de rupture des paradigmes et à ces mutations en profondeur des systèmes de création de richesse de décision, il est préférable d'adopter la lucidité comme base des réflexions stratégiques et le pragmatisme comme règle première de gouvernance.

Cette analyse des postures renvoie en amont à une question fondamentale : quelle est en fait l'ambition du Maroc à l'horizon 2030 ? Vers quel type d'authenticité, de singularité, d'expression du pouvoir et de la puissance, les acteurs, qui concourent à la gouvernance du royaume chérifien, souhaitent arriver ? La réponse à cette question déterminera le choix de la bonne posture, voire la composition subtile à développer en termes d'espace-temps sans jamais perdre de vue la finalité à atteindre.

Prospective 2030 : quelles options stratégiques ?

Nous sommes entrés depuis une décennie dans une phase de rupture majeure avec des mouvements de fond sur les plans géostratégique, économique, financier qui ne peuvent être sous-estimés. Christian de Boissieu les a énumérés en introduction. Ne les oublions pas, ils sont incontournables en termes de raisonnement prospectif. Il y a celui de :

- **la démographie avec les phénomènes de vieillissement** des populations, le Maroc est d'ores et déjà confronté à cette échéance à horizon 2030 ;
- **la mondialisation** qui va vraisemblablement se poursuivre en s'appuyant encore plus sur le développement des technologies de l'information et de la communication. Cette dynamique de fond va s'amplifier au point de nous faire changer d'espace-temps en quittant l'ère industrielle pour aller vers celle de l'informationnel, du symbiotique évoqué en introduction. Elle pose néanmoins la question de l'avenir des modèles de gouvernance et de régulation actuels. Sauront-ils s'adapter et se transformer ou vont-ils développer des modes de résistance aux changements, voire de régression comme on l'a connu dans la période 1880-1914 en Europe ?
- **la régionalisation des espaces de vie et d'échange** avec tous les débats entre les partisans de l'approfondissement et ceux de l'élargissement (cf. l'ALENA, Euromed, l'Union européenne, etc.) ;

les ruptures autour de l'énergie (du pétrole à l'hydrogène...) avec de fortes tensions durables sur les capacités et des incertitudes fortes sur les prix, les réserves, les technologies de substitution;

- **la lutte contre le chômage** (notamment des diplômés) dans un contexte d'une accélération de l'urbanisation et des migrations des populations ;
- **la nouvelle division du travail** qui se met en place autour du Pacifique entre les USA et la Chine et l'Inde ;
- **les nouvelles formes de croissance et de capitalisme** avec l'arrivée de nouveaux langages comme celui du développement durable ou de nouvelles pratiques comme celles de la sécurité et de la transparence financière suite aux effets Enron, WorldCom ;
- **la forte volatilité des marchés financiers** qui va rester durable et dominante sur les quinze prochaines années, tant sur le plan micro que macro ;

Tous les ingrédients sont, semble-t-il, réunis pour augmenter l'entropie et les déséquilibres du système mondial, beaucoup plus que pour faciliter l'émergence d'une harmonisation globale avec une réciprocité dans les logiques d'intérêts. Le monde va vers plus d'instabilité, de radicalisation et de confrontations au cours des prochaines décennies. Il ne va pas fonctionner avec des régulations froides et maîtrisées comme ce fut le cas lors de la seconde moitié du XX^e siècle, ce qui pose sur le fond la question des modes de gouvernance pour les prochaines années.

Si l'on adopte ces postulats de fond, que l'on admet en plus la possibilité d'accidents majeurs et que l'on assoit sa réflexion sur le principe de réalité en termes de posture politique, quels sont les grands enseignements de ce premier séminaire consacré au Maroc à l'horizon 2030 ?

Pour ma part, j'en vois quatre, autour des questions suivantes : quels sont vos pièges ? vos impératifs ? vos contraintes ? vos opportunités et vos alternatives ?

Quels sont vos pièges ?

Le risque majeur en termes de prospective est de se laisser inhiber par une certaine vision de l'Histoire. Celle-ci, même si elle est jugée négativement, est toujours plus réconfortante que l'incertitude d'un avenir turbulent où personne ne vous attend. Camus écrivait à ce propos : « C'est moins une question de mots que de temps. » Cela vaut, me semble-t-il, pour le contexte marocain, et Henry Laurens vous l'a à plusieurs reprises exprimé en affirmant qu'« on n'est jamais prisonnier de son passé ». Aussi je vous ferai trois suggestions pour libérer vos cerveaux de certaines étreintes qui inhibent votre capacité à vous projeter dans le futur. Essayez de faire l'hypothèse qu'à l'horizon 2020-2030 :

- **Le dossier du Polisario** avec l'Algérie pourrait être réglé. Sur ce dossier délicat et sensible pour le Maroc, il n'est pas inenvisageable qu'un règlement puisse intervenir du fait d'événements exogènes, liés notamment à la situation africaine et qui obligeront les parties prenantes à trouver une solution acceptable.
- **La démocratisation du royaume** sera consolidée avec une plus forte représentativité et responsabilisation de la société civile dans la vie publique et locale. Aujourd'hui, l'accent est fortement mis sur les excès du passé. C'est compréhensible, surtout quand le gouvernement souhaite plus de transparence. Mais ne passez pas trop de temps sur ces questions car vous avez devant vous des chantiers considérables qui vont exiger une énergie importante. La plupart

sont déjà engagés avec une forte urbanisation, le vieillissement de votre population, la réduction de l'analphabétisme et de la pauvreté, la lutte contre le chômage, etc. Ces enjeux vont mobiliser tout votre temps et tous vos talents. Ils constitueront les socles de votre positionnement stratégique en 2020-2030. Parmi ceux-ci, il y aura, outre la stabilité politique que vous aurez réussi à construire (ce qui ne sera pas forcément le cas de tous les pays de la région), le type d'avenir que vous aurez su faire émerger pour votre jeunesse dont 52 % a moins de vingt-cinq ans et près du tiers moins de quinze ans. Ces générations seront les piliers du Maroc pour les trois prochaines décennies.

- **L'Euroméditerranée** n'est pas un chantier à venir, il est déjà engagé depuis une quinzaine d'année. S'imaginer que l'on en sera un des partenaires en 2020 est trop tard. C'est maintenant que les accords se négocient et que les partenariats se nouent, même s'ils ne sont pas parfaits, et ce, quels que soient les contextes géostratégiques actuels sur le plan régional (cf. les Balkans, la Mer noire, la Méditerranée orientale, l'Algérie, etc.). Cette Méditerranée est devenue l'un des grands bassins de fermentation de l'Histoire mondiale avec en toile de fond une inversion démographique inédite entre le Nord et le Sud, un rajeunissement des acteurs exceptionnels et une émulation en termes de créativité qui est sous-estimée par tous les prospectivistes. Tout le monde a les yeux braqués sur les problèmes sécuritaires de la zone, peu sont focalisés sur les potentiels de ce pourtour méditerranéen.

Vis-à-vis de ces trois suggestions, acceptez le principe du « pourquoi pas » ou du « et si cela se produisait en effet » :

- Et si l'affaire du Polisario était enfin réglée, suite à un engagement particulier du Maroc vis-à-vis du continent africain et de son voisin algérien ?
- Et si le modèle marocain s'affirmait comme un modèle politique mature et innovant avec un équilibre subtil entre une théocratie gardienne des valeurs fondamentales et une expression démocratique renouvelée autour d'une société civile responsable de ses engagements ?
- Et si le Maroc devenait l'un des pôles majeurs de développement et d'ancrage de l'Euroméditerranée, etc. ?

Il est sûr que votre petit pays deviendrait alors un acteur incontournable des stratégies régionales et par là même des nouveaux équilibres au niveau mondial. Cela suppose de « faire son deuil » d'un certain nombre de sujets, de faire ce travail de résilience et de savoir transformer les dossiers en cours afin d'aller vers cet exercice de redéfinition de votre leadership. Celui-ci ne peut se faire que par rapport à votre réalité historique berbéro-africaine. En cela, la Méditerranée et l'Afrique sont des lignes d'horizon incontournables pour vous, l'une en termes de prospérité, l'autre en termes d'intégrité, les deux en termes de sécurité. Par ailleurs, il ne peut pas se penser sans se référer à votre singularité marocaine, en cela, la défense de vos valeurs fondamentales et la valorisation de votre richesse nationale, que constitue en particulier votre jeunesse, sont cruciales en termes d'authenticité.

Faire ce travail de résilience n'est pas nier les difficultés actuelles, n'est pas renier un passé douloureux ou difficile pour certains, c'est d'abord accepter que le monde de demain sera très différent de celui d'aujourd'hui. C'est aussi décider que vous en serez un acteur responsable et déterminé.

Quels sont vos impératifs ?

Emilio Fontela a bien positionné de façon implicite la problématique : « intégration, partenariat, voisinage » qui est en permanence au cœur de vos débats. Que choisir ? Christian de Boissieu

vous a de façon plus explicite donné un élément de réponse : « Quelle que soit la formule adoptée, il faudra de toute façon être audacieux, être capable de raisonner plus large et être plus ambitieux ! »

Les points d'entrée de l'analyse sont multiples. Quels sont-ils ?

- **Immédiat : le voisinage**

C'est toute la relation avec l'Algérie et l'épineux contentieux sur le Sahara occidental qui mobilisent et mobiliseront encore une part considérable de votre énergie. Cette relation historique ne peut être ni négligée ni ignorée, compte tenu du poids mais aussi de l'instabilité chronique du système algérien. La consolidation sociopolitique de la société algérienne est vraisemblablement de l'ordre d'une génération (hors accident majeur de type régime islamique au pouvoir), avec en toile de fond une situation démographique et une urbanisation identique à celle du Maroc (ce qui signifie des tensions sociales permanentes). Cela laisse sous entendre que cette relation de voisinage sera exigeante tant en termes de fermeté (notamment sur le plan sécuritaire) qu'en termes de convivialité (cf. sur le plan des échanges socio-économiques autour du protocole « Grand Maghreb »).

- **Premier cercle : Afrique-Europe-Méditerranée-USA**

Le Maroc est situé à équidistance de ses principaux partenaires (entre cinq et huit heures de vol). Doit-il jouer l'intégration ? Emilio Fontela et Dorval Brunelle ont montré les limites de ce type de démarche, notamment à travers une étude approfondie des accords de libre-échange (cf. l'approche de l'Union européenne et celle des USA) qui font des partenaires de simples « zones ateliers » sans partage réel de valeur ajoutée. Néanmoins, la question de l'intégration régionale est posée. A quel prix, dans quelles conditions, à quel coût identitaire, dans quelles perspectives ? Par rapport aux deux autres approches idéales que sont les modèles d'intégration nord-américain et européen, se pose la relation avec les non-modèles méditerranéens et africains. Sur ces deux horizons, le Maroc est confronté à des contextes émergents voire chaotiques où il faut inventer de nouveaux relationnels qui ne sont plus celui du « Grand Maghreb », de l'UMA ou de l'OUA. Ces modèles ont vécu, ils ont eu leur utilité, mais ils n'ont pas abouti et ne répondent plus aux enjeux de développement de ces deux environnements. Le champ est libre et tout est à redéfinir. Néanmoins, le Maroc est obligé de jouer avec ces quatre domaines qui sont dans son premier cercle de proximité et d'intérêts majeurs. Il ne peut pas en privilégier un au dépend d'un autre, les quatre sont tous déterminants pour l'avenir du pays.

- **Second cercle : les nouveaux entrants**

Loin du Maroc sur le plan géographique, près sur le plan des impacts géostratégiques, ceux que l'on appelle les nouveaux entrants et que les experts réduisent sous l'acronyme BRIC (Brésil-Russie-Inde-Chine) ne peuvent plus être ignorés en termes de prospective. L'ampleur de leur montée en puissance est telle dans tous les domaines qu'elle impacte tous les pays et surtout les petits comme le Maroc qui sont en phase de transition voire de rattrapage. La Chine est devenue « l'atelier du monde », l'Inde devient le « centre-serveur » et le Brésil est en passe de devenir « l'agro-fournisseur » ; quant à la Russie, elle joue le jeu du « back-up sécuritaire sur le plan énergétique » pendant que l'Occident se recroqueville sur ses problèmes de vieillesse et de retraite. Ces quatre monuments de l'économie et de la politique mondiale perturbent actuellement toutes les stratégies de recherche et d'affirmation de leadership. Hier, les planificateurs raisonnaient avec une certaine hiérarchisation des lois offre-demande et basaient leurs réflexions sur une division du travail internationale régulée, avec des interfaces subtiles entre le marché et des institutions respectées comme l'OMC, le FMI, voire les Etats.

Depuis une dizaine d'années, et surtout depuis cinq ans, ces raisonnements sont pulvérisés par les lois du grand nombre. La montée en puissance de l'Asie et, en marge, de l'Amérique latine remettent en cause toutes les données macro-économiques de façon durable.

En soi, cette modification du paysage économique – ce changement de paradigme – est tel qu'il faut le considérer déjà comme de l'ordre de l'accident majeur. Ce qui est en train de se passer sur le textile laisse augurer des chocs qui vont se produire au cours des prochaines décennies sur tous les segments de marché. Jacques Gravereau, dans son exposé sur l'Asie et notamment sur la Chine, a donné de nombreuses illustrations du processus en cours avec une avalanche de données chiffrées qui donnent le vertige. A l'horizon 2020-2030, la Chine et l'Inde représenteront 25 à 30 % du PIB mondial, la Chine dépassera les USA. Quant au G10 de 2020, il sera composé à 80 % de puissances riveraines de l'océan Indien et du Pacifique. Les projections de Goldman Sachs (en trillions de dollars) à 50 ans sont encore plus éloquentes : Chine 42, Etats-Unis 35, Inde 27, Union européenne 20 (dont France 3,4), etc.

Entre temps, ces nouveaux entrants, avec ou sans accidents, auront contraint les puissants d'hier de leur ouvrir les portes de la régulation internationale, tant au niveau du conseil de sécurité que sur le plan de l'émergence de nouveaux managements régionaux. Que dire des nouvelles articulations monétaires si les monnaies de cet espace deviennent dans les deux prochaines décennies les valeurs de références ? N'oublions pas qu'aujourd'hui, en à peine dix ans, certains réseaux d'affaires chinois ont réussi à produire autant de formation brute de capital fixe (FBCF) que la vieille Europe en un siècle. Les rachats de sociétés occidentales (division PC d'IBM par Lenovo, Rover par SAIC, la branche TV de Thomson par TCL et récemment Marionnaud en matière de distribution de cosmétique par le groupe Watson, etc.).

Pour reprendre la formulation de Christian de Boissieu, ces nouveaux entrants imposent l'audace. Le Maroc doit tenir compte de cet impératif, il doit utiliser les trois niveaux de voisinage, d'intégration et de partenariat pour stimuler ses réseaux d'affaire et sa diplomatie afin de trouver en permanence la meilleure posture. Il ne pourra pas en privilégier une au dépend de l'autre du fait de l'instabilité permanente et durable du système. La configuration du paysage mondial nécessite de conserver une certaine flexibilité, une manœuvrabilité et surtout une grande autonomie pour résister aux chocs majeurs que d'aucuns peuvent générer au cours des prochaines décennies.

Quelles sont vos contraintes ?

Etre audacieux et ambitieux est nécessaire dans une posture d'affirmation de son leadership. Pour autant, il faut être conscient qu'il y a aussi des principes de réalité qui sont incontournables pour le Maroc. C'est le prix de la géographie, et il y a certaines questions qui ne peuvent être occultées compte tenu des risques sous-jacents. Elles contiennent des facteurs durables et lourds pour la politique marocaine.

La question africaine

Le premier est sans aucun doute la question africaine. Jacques Giri et Antoinette Dinga Dzondo de la BAD en ont parlé de façon éloquente. Le point central de ce dossier concerne l'instabilité durable de ce continent à la dérive pour les prochaines décennies. La question majeure qui se pose derrière l'explosion démographique de l'Afrique, ses flux migratoires, ses pandémies de Sida, d'Ebola et autres virus dramatiques pour les populations, son sous-développement,

etc., est la situation sécuritaire avec cette multiplication de guerres civiles et tribales auxquelles nous assistons depuis cinq ans (Liberia, Sierra Leone, Congo, Côte d'Ivoire, etc.).

Cette implosion du système africain qui sombre de plus en plus dans le chaos, l'impuissance des Occidentaux pour réguler les crises face à une violence de plus en plus extrême posent à terme la question de la survie du Maroc. La proximité avec l'Afrique ne peut qu'inciter les autorités marocaines à être particulièrement vigilantes mais aussi à entrer dans des approches audacieuses et imaginatives vis-à-vis de ce continent. L'enjeu est crucial. Déjà Rabat et Casablanca sont les destinations favorites de nombreux migrants qui fuient la brutalité des conflits régionaux et la misère. Mais qu'en sera-t-il dans trente ans, avec une population de plus d'un milliard d'indigents ?

Le roi Hassan II et les gouvernements de l'époque avaient conduit à cet égard une véritable stratégie d'accompagnement et d'assistance en termes de gouvernance au travers de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Aujourd'hui, de nouvelles initiatives sont à inventer, en complément voire en appui à celles menées d'ores et déjà par l'Afrique du Sud. La politique du vide et de l'indifférence vis-à-vis de l'Afrique serait sans aucun doute le pire des scénarios pour le Maroc. Se contenter d'une politique du discours à l'occidentale en se limitant à des effets d'annonce serait encore plus fatal. Seul compte et comptera l'action sur le terrain, elle sera jugée dans trois domaines : la gouvernance, le sécuritaire, l'éducatif. Sur ces trois points, le Maroc peut apporter énormément grâce à sa connaissance intime du continent africain.

La question américaine

Du fait de sa suprématie dans de nombreux domaines (système d'information, standards technologiques, finance, militaire (45 % des dépenses mondiales), communication, etc.), l'Amérique du Nord est incontournable. Rien ne peut être fait sans elle, et William Zartman a bien affirmé cette dimension dans son exposé. Même s'il y a des soubresauts en termes d'expression de la puissance, les USA n'ont pas l'intention de relâcher l'étreinte actuelle, ni de modifier les termes des alliances et des partenariats en cours. Leur objectif est de contraindre le reste du monde à adhérer à sa redéfinition des jeux de leadership, à son rythme et selon ses méthodes, surtout avec l'émergence des BRIC et l'indolence de la vieille Europe.

Pour les Américains, cette question est vitale et sera au cœur de leurs préoccupations, quelle que soit la majorité aux commandes, pour les deux ou trois prochaines décennies, et quel que soit le coût sécuritaire à assumer ou à faire accepter aux partenaires. Cette realpolitik va s'imposer de plus en plus, avec en toile de fond des vulnérabilités majeures qui rendent faillible le système à tout moment. Parmi ces vulnérabilités, il faut en citer deux : la première à court terme est celui du système financier qui vit à crédit et largement au-dessus de ses moyens, le tout sur le dos de l'épargne mondiale, en particulier celle des Français et des Japonais ; le second avec la montée en puissance du phénomène hispanique qui peut à moyen terme remettre en question l'hégémonie du système WASP sur ses fondements mêmes (cf. le dernier livre d'Huntington : *Qui sommes-nous?*).

Les autorités américaines sont dans leur for intérieur conscientes de ces risques majeurs, elles partent du principe que toutes les architectures sécuritaires tant financières, économiques que militaires dépendent d'eux, qu'eux seuls ont les clés et que le reste du monde ne peut que suivre et accepter ou se marginaliser. Par ailleurs, la culture américaine est celle du défi permanent, de la nouvelle frontière, du nouveau rêve, de l'invention de nouvelles profitabilités. Elle est prête et déterminée pour aller sur ces nouvelles lignes d'horizon (cf. le projet pour le prochain

siècle porté par les néo-conservateurs) non pas de façon raisonnable mais de façon brutale s'il le faut et en décentrant le prix à payer sur ses alliés qui sont devenus impuissants par défaut de projets et du sens de la survie. Le point d'arrêt de cette stratégie pourrait se trouver au Proche et Moyen-Orient, voire en Asie centrale, face à une Chine, une Russie et une Méditerranée orientale plus déterminées pour faire émerger d'autres logiques de vie et de pouvoir.

La situation complexe de l'Europe

L'Europe est pour beaucoup une chimère. Tout le monde en parle comme s'il s'agissait d'un système de gouvernance achevé. L'Europe n'est pas un produit fini et ne peut pas l'être. C'est un cheminement autour duquel des populations, des rêves, des histoires contradictoires sinon fratricides tentent de s'agréger en vue d'une finalité plus ou moins bien définie et comprise. La seule qui soit commune et recherchée est celle de la paix et de la prospérité, même si celle-ci génère des inégalités de revenus et des chaos socio-économiques. La seule qui ne soit pas mature et intégrée est celle de la sécurité collective qui suppose un niveau d'acceptabilité affirmé de ce que sont les intérêts majeurs de l'Europe. A cette question essentielle « pour qui meurt-on ? », l'Europe n'y a pas répondu et ne veut pas pour le moment y répondre. Par contre, à celle beaucoup plus simple « comment vit-on ? », l'Europe a de multiples discours tant sur le plan social, économique ou monétaire. Certes, tout le monde veut la rejoindre en espérant plus. L'Europe est comme une jolie fille avec laquelle on veut bien partager les bons moments, avec laquelle on envisage toutefois de se marier sous conditions suspensives, mais pour laquelle personne n'envisage un jour un vieillissement avec tout ce que cela suppose de renoncement, de compréhension réciproque, d'acceptation, de solidarité, surtout quand plus rien ne va.

L'Europe est sans aucun doute le chantier le plus difficile qui soit à vos portes. Il va vous demander beaucoup de patience et d'intelligence. Il va vous apporter plus de contraintes et d'incompréhensions, de frustrations, notamment en termes de politique intérieure, que de solutions immédiates. Dans cette perspective, la vraie question est de savoir si l'élargissement de l'Europe va s'arrêter aux limites actuelles ou si le rêve de Monnet va aller au-delà du Bosphore et du détroit de Gibraltar en intégrant tous les peuples issus du Livre dans une approche à la fois plus œcuménique et dans un espace-temps plus affirmé, en particulier sur le plan sécuritaire. Cela pose pour les prochaines décennies la question de l'intégration de la Turquie, mais aussi vraisemblablement celle de la Russie et du Maghreb. Si les experts de la commission et les milieux d'affaires y sont favorables, les résistances des vieux peuples de l'Europe originelle, ceux de la CECA et de la CED, sont aujourd'hui un fait qui ne peut être sous-estimé. L'Europe est, au-delà de ses rêves de paix et de prospérité, un creuset de croyances, de peurs, de logiques fratricides vis-à-vis desquelles le Maroc doit rester lucide, d'autant qu'une partie de sa population vit au sein et parfois aux dépens de ces croyances.

La situation aléatoire des marchés des matières premières

Christian de Boissieu l'a affirmé : « Ne vous attendez pas à autre chose que de la volatilité pour les dix prochaines années ! ». Le décor est planté, un dollar qui oscille autour de 1,30-1,35 et qui peut aller à 1,50 contre l'euro jusqu'en 2007-2008, et un baril qui peut monter à 100 dollars ne sont pas a priori des données inconcevables mais bien la base de scénarios à prendre en compte pour les prochaines années, voire pour les plus alarmistes sur les prochains mois compte tenu de la situation précaire qui règne au Proche et Moyen-Orient. Il en est de même sur les marchés des matières premières. Là aussi les variations enregistrées depuis

un an sont vertigineuses (cf. fer, étain). Tous sont poussés à la hausse par la demande aujourd'hui chinoise et indienne demain. Il n'y a pas de régulation possible, et tout est de l'ordre de la spéculation anticipatrice ou préventive.

Au milieu de toute cette agitation sur les marchés, il y a la situation particulière du pétrole avec cet effet de « ciseau » qui doit intervenir dans le courant de la prochaine décennie. Tous les experts savent que nous n'avons plus suffisamment de capacités pour faire face à la montée en puissance de la demande asiatique, que nous sommes victimes des sous-investissements de ces dix dernières années (du fait des cours bas et de la spéculation financière autour des bulles type internet), et que l'OPEP ne peut plus jouer son rôle de régulateur. Par ailleurs, la situation au Proche-Orient (Irak-Iran) et l'instabilité qui devient de plus en plus voyante en Arabie saoudite, sans compter les foyers subalternes de tension avec le Venezuela et le Nigeria, ne font rien pour stabiliser la situation. Au contraire, tous les experts convergent actuellement sur l'idée d'un accident majeur, ce que personne ne souhaite, sur la région du Proche et Moyen-Orient pour les années à venir. Cet accident, s'il se produisait, modifierait profondément la cartographie des jeux de pouvoir et de puissance. Il provoquerait sur les deux prochaines décennies une accélération de certaines mutations en termes de leadership. Certes, les USA ne laisseront pas faire et accentueront de fait certains processus d'escalades politico-militaires. Néanmoins, les puissances asiatiques (Japon et Chine en tête) ne pourront pas être indifférentes compte tenu de leur dépendance dans ce domaine. Que dire d'acteurs ambitieux et incontournables sur le plan énergétique tels que la Russie ?

Ce contexte très contraignant doit faire l'objet de la plus grande vigilance, car il peut dégénérer à tout moment et provoquer des changements de paradigme historique tant en termes de pouvoir que sur le plan des technologies de remplacement de l'énergie fossile (cf. les recherches en cours autour de l'hydrogène, de la pile à combustion...). Un tel scénario modifierait de façon majeure les équilibres actuels et pourrait avoir autant d'effet que la chute du mur sur l'URSS, mais cette fois-ci sur les économies occidentales et sur le système capitaliste.

La question de l'eau

Au même titre que le pétrole, l'eau va aussi devenir une donnée géostratégique fondamentale. Le Maroc, comme d'autres pays riverains de la Méditerranée, va connaître cet enjeu dans les prochaines années. Savoir l'anticiper et, au-delà, savoir développer des technologies innovantes dans ce domaine vont devenir une arme importante (cf. la relation avec l'Afrique).

Le vieillissement de la population

L'Europe est actuellement marquée par cette question. Dans vingt ans, le Maroc va connaître les mêmes préoccupations, avec un vieillissement significatif de sa population et une démographie en phase de transition. Quels que soient les niveaux d'intégration au système européen, la question de la solidarité entre les générations va se poser de façon plus aiguë, surtout dans une société qui se sera entre temps fortement urbanisée et aura perdu ses références traditionnelles, familiales, tribales, comme la plupart des sociétés déracinées par la modernité. Cette question du vieillissement et de la solidarité collective est à considérer dès aujourd'hui, afin ne pas être surpris à horizon 2020-2030.

Toutes ces questions sont vitales, elles sont de l'ordre de la survivance. L'Afrique sur le plan humanitaire et sécuritaire, l'Amérique sur le plan militaire et monétaire, l'Europe sur le plan socio-économique, l'énergie et l'eau sur le plan stratégique, le vieillissement sur le plan politique,

toutes ces questions sont incontournables. Elles sont des « figures imposées » vis-à-vis desquelles le Maroc doit avoir une réflexion approfondie autour de scénarios acceptables et des réponses tactiques et stratégiques adaptées à chaque situation.

Quelles sont vos opportunités et vos alternatives ?

Plusieurs d'entre vous ont demandé de laisser un peu de place au rêve, à l'imagination et de ne pas se laisser inhiber ou neutraliser par l'histoire et la realpolitik de notre actualité. C'est le privilège de la prospective que de sortir des « sentiers battus » ou des idées reçues. L'histoire est toujours écrite par des réfractaires, et les parties essentielles se jouent toujours « hors cadres ». Ils ont raison ! Ceux qui vont conduire le Maroc en 2020-2050 sont sur les bancs des écoles. 80 % des offres qui seront sur le marché dans les dix prochaines années ne sont pas encore inventées ! Par ailleurs, l'espace-temps mondial va continuer à se rétrécir, pour reprendre le propos de William Zartman, avec une instantanéité dans les initiatives qui vont perturber immédiatement les meilleurs plans.

Quels sont finalement vos atouts, vos potentiels, vos opportunités ?

La jeunesse

La première est votre jeunesse. C'est votre matière première, votre force de frappe. Aujourd'hui, elle est votre préoccupation du fait du chômage, de la migration de vos élites vers les pays occidentaux, des problèmes d'éducation. Mais ne vous y trompez pas, elle est ce socle sur lequel vous allez bâtir le Maroc des années 2020-2050. Vis-à-vis de cette jeunesse, que l'Europe n'a plus et qu'elle commence à vous envier et convoiter, vous avez deux enjeux : le premier est de savoir lui donner le goût du risque beaucoup plus que celui de la providence ou de la précaution. Cultivez à tous les niveaux « l'entrepreneurship ». Jacques Gravereau l'a très bien expliqué, c'est la clé de la réussite de l'Asie et, en particulier, de la Chine. C'est aussi l'explication de l'échec du Moyen-Orient, qui en avait pourtant les moyens, avec les revenus du pétrole ; mais sans aucun sens de l'entreprise et donc de la création de richesse, de l'initiative et de la transaction, il s'est enfermé dans une économie de rente qui va lui être fatal. Le second enjeu vis-à-vis de la jeunesse est celui de l'enseignement et de la formation.

Vos impératifs et vos contraintes vous mettent au centre de jeux complexes qui exigent une maîtrise de ces différents espaces-temps, de ces cultures, des langues, des bonnes pratiques et une intelligence particulière pour faire face aux différents défis. L'exemple sud-africain est à ce titre intéressant quand il faut donner à sa population à la fois le sens de la survie, celui de l'autonomie et celui de la conduite d'un leadership affirmé quand on n'est pas reçu dans « la cour des grands ».

Les nouvelles frontières

D'ores et déjà, le Maroc a compris qu'il avait une place à prendre autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la culture du virtuel, du multimédia et de cette société de l'information qui émerge. Ce monde a un intérêt, il provoque l'imagination et peut produire des nouvelles offres qui satisferont les besoins en termes de design, de communication des Occidentaux mais répondront aussi aux enjeux de développement du projet euroméditerranéen et encore plus à ceux du continent africain à moyen terme. Or, ces deux marchés de proximité sont considérables, il s'agit, à l'horizon 2030, de près de deux milliards d'individus à satisfaire et à accompagner.

Toujours dans ce registre, le Maroc devrait s'inspirer des expériences canadiennes, mauriciennes ou actuellement de Dubaï comme de Singapour pour voir dans quelle mesure le pays ne pourrait pas devenir une plateforme offshore innovante et singulière autour de ces questions de design et d'ingénierie de développement (surtout dans le cadre des grands projets de développement durable et particulièrement celui du « millénaire » sur l'Afrique).

Jouer la transnationalisation des jeux d'acteurs

Le Maroc est au centre de confluences, mais il peut être aussi un acteur des nouvelles géographies d'alliance qui se définissent actuellement dans le monde. Il y a les partenariats classiques qui sont ceux définis par les logiques de voisinage et d'intégration plus ou moins élaborées. Mais il y a aussi les initiatives audacieuses des partenariats transversaux sur des thèmes majeurs pour le Maroc. Ceux-ci ont joué historiquement, via la route de la soie avec la Chine il y a plusieurs siècles, ils ont joué avec le Japon il y a vingt ans autour de l'intelligence artificielle, ils peuvent jouer avec les nouveaux entrants, d'autant que ces derniers perturbateurs du marché mondial vont rapidement devenir investisseurs sur les deux prochaines décennies. Par rapport à la hiérarchie historique des relations de proximité, il faut d'ores et déjà cultiver d'autres relations de partenariat en sachant préserver ses intérêts fondamentaux et ses valeurs et savoir négocier la singularité de son positionnement géographique et stratégique (voir le jeu de l'Afrique du Sud avec les réseaux indien et chinois sur l'Afrique).

Se servir de l'effet de levier de votre diaspora

Le Maroc reste encore sur l'idée que son émigration liée à l'époque post-coloniale est une fatalité de son sous-développement et d'une forme de subordination à la vieille Europe. Il faut se libérer de cette vision malsaine. Aujourd'hui, le Maroc devrait plutôt parler de sa diaspora à l'étranger et s'appuyer sur elle pour renforcer ses réseaux d'influence, d'affaire, de savoir-faire, etc. Tous les pays qui se sont reconstruits (Pologne, Croatie, Hongrie, etc.) ou qui ont décidé de mettre en œuvre un développement fort (Chine, communauté en Inde...) se sont appuyés sur leurs diasporas tant en termes capitalistiques qu'en termes de savoir et de connaissance. Il y a là un enjeu pour le Maroc qui est fondamental et qu'il faut rapprocher de l'enjeu-jeunesse et entrepreneurship dont j'ai parlé précédemment. La Chine comme l'Inde jouent actuellement cet effet de levier humain et communautaire pour soutenir leurs croissances et leurs stratégies de rattrapage.

Par rapport à cet exercice de prospective qui est engagé, il faut, au-delà des postures et des options, décider en premier lieu, ce que vous souhaitez être ou ne pas être dans les deux ou trois prochaines décennies. Je conclurai le propos en mettant l'accent sur ces ruptures de paradigme et ces inversions de hiérarchisation des jeux d'acteurs qui ressortent en permanence de ce séminaire.

Cela m'amène à vous formuler trois convictions pour votre pays, convictions qui sont liées à trois facteurs tendancielles :

- Ce n'est pas parce que vous êtes petit et dans une position singulière que vous n'avez pas d'espoir d'exister sur le plan géostratégique. Pendant la période de la Guerre froide, le roi Hassan II et les gouvernements de l'époque ont su jouer des jeux atypiques et déterminants vis-à-vis de l'Afrique avec l'OUA, de la Méditerranée et des grandes puissances avec le conflit israélo-palestinien. Cette subtilité fait partie de votre intelligence collective, de votre capital historique, de votre singularité politique. Ils sont toujours – et peut-être plus que jamais – d'actualité pour les prochaines années.

- C'est par le maillage en réseau que les économies se transforment aujourd'hui. Jouez l'effet de levier de votre diaspora, jouez l'intelligence des nouvelles technologies, le travail collaboratif et le partage du savoir.
- C'est par l'entrepreneuriat que vous résoudrez tous vos défis intérieurs et vos rendez-vous avec l'extérieur. C'est une culture de « terrain ». C'est celle de la TPE, de la PME, du commerce et surtout de la prise de risque. Elle se joue là où la croissance mondiale est présente. Elle permet par ailleurs la construction et la responsabilisation d'une société civile. Elle favorise des capacités de résistance et d'encaissement face aux chocs majeurs que nous réserve le proche avenir.

Ces trois suggestions ne peuvent se mettre en œuvre qu'au travers d'un volontarisme affiché des dirigeants et d'une nouvelle expression du leadership marocain. Ce n'est pas la difficulté qui est en cause dans cet exercice mais bien le niveau de vision et de détermination politique.

Un peuple capable de créer des jardins dans le désert a déjà fait la démonstration de sa capacité à transformer un sol aride privé d'eau. Vous savez donc ce que sont des situations inconcevables. La véritable question qui se pose aujourd'hui est celle de la capacité collective à imaginer, au-delà du jardin existant, ce qui deviendra un « Eden ».

C'est sur cette intelligence de cheminement, de mouvement de manœuvre que je conclurai ces travaux de réflexion. Néanmoins, pour moi, la question centrale de toute la réflexion prospective que vous venez d'engager est bien celle de la posture que vous adopterez vis-à-vis de votre jeunesse. Aussi, je vous suggère de méditer cette réplique tirée de l'un des romans de Giono, entre un ancien et un jeune qui sont assis sur le même banc, elle correspond à votre situation : « Tu veux de la place au soleil ? C'est normal, mon garçon. Alors, commence d'abord à me faire du soleil, au lieu de chercher à te faire de la place ! » Quelque part, il y a dans cette réponse l'explicitation de tous les enjeux de ces trois prochaines décennies pour le royaume chérifien.

MOT DE CLÔTURE

M. Ahmed LAHLIMI ALAMI

Haut Commissaire au Plan

Je voudrais tout d'abord remercier M. Xavier Guilhou pour sa synthèse qui a bien relaté les principales conclusions sur les conditions géostratégiques qui entourent le monde et leur évolution. Cette synthèse, faite à chaud et avec beaucoup d'affection et d'espoir, résume parfaitement les débats de ces deux jours. Mais je ne voudrais pas que l'on termine ces travaux sans que je n'exprime un sentiment qui me tient à cœur. En effet, je reste persuadé que l'un des atouts majeurs de notre pays réside dans son histoire séculaire et dans son aptitude à l'accumulation du savoir. Certes, notre pays souffre encore de l'analphabétisme, mais les Marocains ne sont pas ignorants. Le Maroc a accumulé, tout au long de son histoire, un savoir-faire et une connaissance l'habilitant à les mettre au service de l'innovation. Le Maroc n'est pas un pays conservateur, en témoigne sa capacité à se remettre en cause, avec tout ce qui se décline quotidiennement dans les médias et tout le travail entrepris pour réévaluer le passé récent et ses dysfonctionnements.

Le Maroc, qui a la chance de bénéficier d'un leadership jeune, est en train de rajeunir ses élites. Il est vrai que, dans beaucoup de cas, les structures d'encadrement dominant ont vieilli et se sont quelque peu essouffées, aussi bien dans le monde de l'entreprise que dans le domaine politique. Il n'en demeure pas moins qu'avec l'avènement du nouveau règne qui a insufflé une nouvelle dynamique au pays, des relèves s'opèrent et se manifestent dans plusieurs domaines de la vie économique, sociale et politique du pays.

Le Maroc a, certes, beaucoup d'atouts et d'opportunités qu'offre l'environnement mondial, mais son atout majeur réside dans sa jeunesse qui a une très forte histoire et une ambition qui se manifeste de plus en plus.

Les conclusions tirées sur notre environnement géostratégique nous aideront, certainement, à mieux comprendre comment évoluera le monde sur le plan économique, particulièrement quand nous aborderons les sources de croissance de l'économie marocaine et les capacités de notre société à évoluer dans les décennies à venir. Nous aurons à traiter des mutations de valeurs que notre société traditionnelle devrait accomplir pour se mesurer à l'aune de la modernité, sans pour autant renier en rien nos valeurs authentiques.

C'est à ce moment-là que nous commencerons à concevoir les scénarios futurs les plus plausibles pour notre pays et qui conduiront, après de larges débats, à ce que les Marocains se disent : « L'avenir est possible ! »

Liste des intervenants

BRUNELLE Dorval, Directeur de l'Observatoire des Amériques, Directeur intérimaire du Centre des études internationales et mondialisation, Université du Québec à Montréal.

DE BOISSIEU Christian, Président du Conseil d'analyse économique auprès du Premier Ministre de la République française.

DINGA DZONDO Antoinette, Economiste en chef à la Banque africaine pour le développement.

FONTELA Emilio, Doyen de la Faculté de droit et d'économie, Université Antonio de Nebrija.

GIRI Jacques, Président du Centre international de formation et d'échange dans les sciences de la terre.

GRAVEREAU Jacques, Président de l'Institut HEC-Eurasia, France.

GUILHOU Xavier, Directeur de XAG-Conseil et Conseiller du commerce extérieur de la France.

HAMDOUCH Bachir, Professeur à l'Institut national de statistiques et d'économie appliquée.

LAHLIMI ALAMI Ahmed, Haut Commissaire au Plan.

LAURENS Henry, Professeur au Collège de France.

LAZAREV Grigori, Consultant international et membre du Comité de pilotage du programme « Prospective Maroc 2030 ».

MAALMI Abdelouhab, Ancien Ambassadeur, Enseignant-chercheur à la Faculté de droit de Casablanca.

MOUDDEN Abdelhay, Directeur académique du « Center for Cross Cultural Learning », Professeur à l'Université Mohamed V.

NACIF Abdellatif, Ambassadeur, Spécialiste des relations internationales.

SAAF Abdellah, Professeur de Sciences politiques à la Faculté de droit de Rabat et Directeur du Centre de recherches en sciences sociales.

ZARTMAN William, Directeur des Etudes africaines et Professeur à l'Université Johns Hopkins.

La **géostratégie**
où va le monde ?

Le Haut-Commissariat au Plan a entrepris un travail de longue haleine pour mener une réflexion collective sur les futurs possibles du Maroc à l'horizon 2030. Nous en attendons une meilleure lecture des itinéraires de progrès que nous pourrions suivre pour réaliser le projet de société auquel aspirent les forces vives de notre pays, sous la direction éclairée et la forte impulsion de Son Souverain, celui d'une société de progrès et d'équité, un projet soutenu de façon unanime par le peuple marocain et par ses forces vives. Pour atteindre ce but, nous avons beaucoup à faire. Il nous faut en effet répondre, dans la durée, au quadruple défi que Sa Majesté le Roi, le 10 octobre 2003 dans Son Discours au Parlement, a appelé le pays à relever, à savoir un investissement porteur, un emploi productif, un enseignement utile et des conditions d'une vie dignes pour tous et ce, dans un cadre de gouvernance démocratique et de respect des droits de l'Homme. Mais nous devons, pour cela, nous situer par rapport à l'évolution de la géopolitique et de l'économie du monde qui, dans l'environnement généralisé de la mondialisation, déterminera fortement nos possibilités et nos opportunités. Nous devons donc trouver les meilleures routes, nous devons définir les bonnes stratégies; il nous faut aussi avoir une vision des scénarios possibles et savoir le meilleur pour nous. Pour préparer ces terrains, nous éclairer sur les choix possibles, nous avons besoin d'outils de réflexion, de mise en perspective, de projections à long terme. C'est justement cela que nous attendons des travaux de ce que nous avons dénommé « Prospective Maroc 2030 ».

Ahmed LAHLIMI ALAMI
Haut Commissaire au Plan

